

Université de Montréal

L'économie et l'État-nation :
les gaullistes post-de Gaulle et l'intégration européenne (1976-1988)

par
Valérie Blanc

Département d'histoire
Faculté des arts et sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de M. A.
en histoire

Avril 2007

© Valérie Blanc, 2007



D

7

US4

2007

V-019

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

L'économie et l'État-nation :
les gaullistes post-de Gaulle et l'intégration européenne (1976-1988)

présenté par :

Valérie Blanc

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Paul Létourneau
.....
président-rapporteur

Samir Saul
.....
directeur de recherche

Carl Bouchard
.....
membre du jury

Mémoire accepté le : **20 juin 2007**

Résumé

Ce mémoire propose d'analyser le changement sensible de la politique européenne des gaullistes post-de Gaulle - essentiellement le parti Rassemblement pour la République (RPR) - qui devient plus favorable à l'intégration européenne en 1983. Les analyses précédentes de la politique globale du parti concluent à une mutation structurelle du RPR. Or, ces explications ne prennent pas en compte le facteur économique découlant des contraintes de la crise économique mondiale qui sévit depuis 1973. Afin de vérifier l'impact de cette crise, nous analysons le changement de la politique européenne des gaullistes en relation avec l'économie réelle et les conceptions économiques du parti qui évoluent tout au long de la période. Outre l'étude du *Journal officiel de la République française (JORF)* et du journal *Le Monde*, divers documents sont mis à contribution, dont quelques fonds des archives nationales et des publications de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

À l'égard de nos hypothèses de recherche, nous avons découvert que le parti gaulliste oriente sa politique européenne en fonction du rôle qu'il attribue à l'Europe dans le commerce extérieur de la France. De 1976 à 1983, il préconise le commerce avec le tiers-monde et les pays du Moyen-Orient producteurs de pétrole; le commerce avec l'Europe n'est pas une priorité. Or, à partir de 1982, le parti constate que la France n'est plus compétitive en Europe. Le RPR décide donc de faire des concessions à propos de l'intégration politique et militaire afin de permettre à la France de redynamiser ses exportations au sein de la Communauté économique européenne (CEE).

Mots clés : Relations internationales, intégration européenne, crise économique, économie V^e République, gaullisme, gaulliste, Rassemblement pour la République (RPR).

Abstract

This masters thesis proposes to analyze a significant change in the European policy of the Gaullist party, Rassemblement pour la République, which becomes in 1983 more favorable to European integration. The preceding analyses of the overall policy of the party conclude that a change occurred in the structure of the RPR. However, these explanations do not take into account the economic factor arising from the constraints of the world economic crisis that prevailed since 1973. In order to check the impact of this crisis, we analyze the change of the European policy of the Gaullists in relation to the economy and the economic aims of the party as they evolve throughout the period. In addition to the study of the *Journal officiel de la République française (JORF)* and the newspaper *Le Monde*, various documents are consulted, including some funds of the public records and publications from the Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

With regard to our research assumptions, we discovered that the Gaullist party directs its European policy according to the role it allots Europe in the foreign trade of France. From 1976 to 1983, it recommends trade with the Third World and the oil producing countries of the Middle East; trade with Europe is not a priority. However, since 1982, the party noted that France was no longer competitive within Europe. The RPR thus decided to make concessions in connection with political and military integration in order to allow France to increase its exports within the European Economic Community (EEC).

Keywords: International relations, European integration, economic crisis, economy of V^e Republic, Gaullism, Gaullist, Rassemblement pour la République (RPR).

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|------------|
| LISTE DES SIGLES ET DES ABRÉVIATIONS..... | I |
| REMERCIEMENT..... | III |
| INTRODUCTION..... | 1 |
| LA QUESTION DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE EN FRANCE : LE CONTEXTE PAR L'HISTORIOGRAPHIE..... | 2 |
| <i>Crise économique mondiale et particularité française</i> | 2 |
| <i>La construction européenne : théorisation et rapport conflictuel de la France</i> | 6 |
| <i>Le gaullisme et la question européenne selon les gaullistes</i> | 12 |
| DÉLIMITATION DU SUJET..... | 18 |
| <i>Sources et méthodologie</i> | 18 |
| <i>Bornes chronologiques et thématiques</i> | 22 |
| HYPOTHÈSES..... | 25 |
| ORGANISATION DU MÉMOIRE..... | 28 |
| CHAPITRE 1 : LA POLITIQUE EUROPÉENNE DU RPR : COHÉSION DANS LA CONTINUITÉ (DÉCEMBRE 1976 – NOVEMBRE 1978)..... | 30 |
| A) RASSEMBLEMENT DU RPR : CONCEPTION GAULLIENNE DE L'EUROPE..... | 31 |
| B) POSITION DU RPR À L'ÉGARD DES PROJETS EUROPÉENS..... | 38 |
| C) CONCEPTION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE EUROPÉENNE..... | 48 |
| CONCLUSION..... | 56 |
| CHAPITRE 2 : RADICALISATION DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE DES GAULLISTES DANS L'OPPOSITION : LA QUESTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR (DÉCEMBRE 1978 – JUIN 1983)..... | 58 |
| A) L'APPEL DE COCHIN ET SES SUITES : RADICALISATION DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE DES GAULLISTES..... | 59 |
| B) LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE : INDISPENSABLE POUR L'ÉCONOMIE DE LA FRANCE..... | 67 |
| C) LE COMMERCE EXTÉRIEUR : MOTEUR DE LA CROISSANCE ET RÉSORPTION DU CHÔMAGE..... | 75 |
| CONCLUSION..... | 82 |
| CHAPITRE 3 : LE RPR ET SA NOUVELLE POLITIQUE EUROPÉENNE : OUVERTURE À L'INTÉGRATION ET STRUCTURE ÉCONOMIQUE (JUIN 1983 – FÉVRIER 1986)..... | 84 |
| A) OUVERTURE À L'INTÉGRATION : POLITIQUE EUROPÉENNE DE DÉFENSE ET CONCERTATION DES POLITIQUES EXTÉRIEURES..... | 85 |
| B) POURSUITE DE L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE : PLACE PRÉPONDERANTE DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE..... | 94 |
| C) ENTRE STRUCTURE ET CONJONCTURE : LES POLITIQUES MONÉTARISTES ET NÉOLIBÉRALES DU RPR..... | 103 |
| CONCLUSION..... | 109 |
| CHAPITRE 4 LES GAULLISTES AU POUVOIR : UNE INTÉGRATION DE PLUS EN PLUS MARQUÉE (MARS 1986 – MAI 1988)..... | 111 |
| A) L'ÈRE DE LA DÉFENSE INTÉGRÉE..... | 112 |
| B) UNE FRANCE ÉCONOMIQUEMENT FORTE DANS UNE EUROPE ÉCONOMIQUEMENT FORTE..... | 118 |
| C) L'ÉCHÉANCE DE 1992..... | 126 |
| CONCLUSION..... | 134 |
| CONCLUSION..... | 136 |
| ÉCONOMIE ET POLITIQUE ÉTRANGÈRE..... | 136 |
| POLITIQUE EUROPÉENNE DU RPR AU REGARD DE SA CONCEPTION ÉCONOMIQUE ET DES STRUCTURES ET CONJONCTURES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE..... | 138 |
| <i>Refus de l'intégration et commerce extérieur (1976 – 1983)</i> | 138 |
| <i>Ouverture à l'intégration et commerce extérieur (1983-1988)</i> | 141 |
| <i>Politique européenne et contrainte électorale?</i> | 145 |

| | |
|-------------------------------------|------------|
| LIMITES ET PISTES DE RÉFLEXION..... | 146 |
| BIBLIOGRAPHIE | 149 |
| ARCHIVES | 149 |
| SOURCES IMPRIMÉES | 149 |
| INSTRUMENTS DE RECHERCHE | 150 |
| DICTIONNAIRE | 150 |
| ÉTUDES GÉNÉRALES | 150 |
| ÉTUDES SPÉCIALISÉES | 151 |
| <u>Monographies</u> | 151 |
| <u>Articles</u> | 155 |
| ANNEXE..... | 158 |

Liste des sigles et des abréviations

| | |
|---------------|---|
| CED | Communauté européenne de défense |
| CEE | Communauté économique européenne |
| CECA | Communauté européenne du charbon et de l'acier |
| GATT | General Agreement of Tariffs and Trade |
| INSEE | Institut national de la statistique et des études économiques |
| JORF | <i>Journal officiel de la République française</i> |
| OCDE | Organisation de coopération et de développement économiques |
| OTAN | Organisation du traité de l'Atlantique nord |
| PAC | Politique agricole commune |
| PIB | Produit intérieur brut |
| PS | Parti socialiste |
| RFA | République fédérale d'Allemagne |
| RPR | Rassemblement pour la République |
| SALT 1 | Strategic Arms Limitations Treaty |
| SME | Système monétaire européen |
| UDE | Union démocratique européenne |
| UDF | Union pour la démocratie française |
| UDR | Union des démocrates pour la République |
| UEO | Union de l'Europe occidentale |
| UMP | Union pour un mouvement populaire |

*À mon père,
pour sa sagesse
À ma mère,
pour son courage*

Remerciement

Tout d'abord, je tiens à remercier mon directeur de recherche M. Samir Saul sans qui tout ce projet n'aurait été possible. Non seulement il m'a soutenue dans ma démarche intellectuelle, mais il m'a encouragée à persévérer dans des moments plus difficiles. Il a partagé, avec générosité, son savoir et son savoir-faire de la recherche en histoire. Son approche socratique m'a permis de réfléchir en profondeur à propos de ma recherche et mon rôle en tant qu'historienne. De même que je remercie l'Institut d'étude européenne (IEE) qui m'a soutenue financièrement afin que je puisse parfaire ma formation dans les archives nationales et récolter des informations essentielles à ma recherche. J'exprime ma gratitude à mes collègues Jean-François Juneau et Frédéric Cyr pour leur esprit critique à l'égard de mon projet. Finalement, je tiens à remercier ma famille et mes amis pour leurs encouragements et leur patience, particulièrement mon compagnon de vie Dominique Côté. Ton support et ton indulgence furent déterminants dans ma réussite.

Introduction

Après la Seconde Guerre mondiale, un projet européen se dessine pour l'Europe sous l'impulsion des États-Unis. La Communauté européenne de charbon et d'acier (CECA) est la première étape de l'intégration de l'Europe. L'instance supranationale qui chapeaute la Communauté suscite bien des remous dans les États-nations. En France, le débat est particulièrement houleux. Au centre de ce débat se trouvent les gaullistes. De Gaulle, évoquant la vocation mondiale de la France, ne peut se résoudre à abandonner certaines des prérogatives de la souveraineté française. Dans l'opposition, il refuse toute politique européenne. À son retour au pouvoir, il accepte une certaine coopération dans le sens des intérêts de la France. Il va même jusqu'à proposer le plan Fouchet d'union politique de l'Europe. Le plan échoue, mais il marque le début de la coopération entre la France et la République fédérale d'Allemagne.

Avec l'arrivée de Georges Pompidou au pouvoir, l'on assiste à une certaine évolution de la politique européenne des gaullistes. Pompidou, plus libéral, est plus favorable à l'intégration économique de l'Europe. L'évolution est encore plus marquée lors de l'ascension de Jacques Chirac à la tête du mouvement gaulliste dominant, c'est-à-dire le Rassemblement pour la République (RPR). Ce parti, pourtant hostile à l'intégration européenne dès sa création, devient progressivement favorable à l'intégration économique, voire politique, de la Communauté économique européenne (CEE).

L'évolution de la politique européenne des gaullistes coïncide avec la fin de la croissance économique d'après-guerre. L'essoufflement de la croissance dès la fin des

années 1960, accentué par les chocs pétroliers, a affecté fortement l'économie française. Les dirigeants doivent trouver des solutions à ces problèmes de croissance qui affectent à la fois le chômage et l'inflation. Quels sont les motifs du changement qui s'opère au sein du RPR? Ce changement constitue-t-il une coupure avec la politique gaulliste traditionnelle? Quel est l'impact de l'économie, réelle et perçue, sur la politique européenne des gaullistes? L'objectif général de ce mémoire est de démontrer que les structures économiques ont un effet sur la politique étrangère. L'objectif spécifique est d'analyser et de comprendre la politique européenne des gaullistes post-de Gaulle.

La question de l'intégration européenne en France : le contexte par l'historiographie

L'explication économique des changements en politique étrangère exige d'éclairer les différentes composantes de la problématique à l'aide de l'historiographie. L'exploration des thèmes concernant l'économie, la construction européenne, le gaullisme et les gaullistes permet de remettre en contexte leur changement de position quant à l'intégration européenne.

Crise économique mondiale et particularité française

La crise économique devient patente lors du premier choc pétrolier qui coïncide avec la fin de la croissance économique d'après-guerre. L'Occident connaît une stagflation qui remet en question l'économie keynésienne. Les thèses des auteurs sur la transformation de l'économie mondiale mettent l'accent sur la mondialisation. Frédéric Teulon insiste sur l'internationalisation de la production et des activités financières qui a permis une progression du pouvoir d'achat tout en fragilisant et en accentuant la

dépendance des États-nations les uns envers les autres.¹ Pierre Dallenne et Luc Lecru évoquent une « croissance dépressive ». Il n'y a pas eu de crise, car le dynamisme du commerce mondial a soutenu la croissance.² Il existe un certain consensus chez les auteurs qui ne remettent pas en doute l'interdépendance grandissante de l'économie des différents États-nations et les transformations structurelles qui s'ensuivent.³

Au début des années 1990, une certaine réflexion sur la restructuration s'installe. Les auteurs français qui ont connu le néo-keynésianisme des premières années de la présidence de François Mitterrand justifient historiquement l'intervention de l'État qui administre le bien public. Les politiques économiques changent la structure de l'économie.⁴ Ce sont les effets de la conjoncture sur la structure. Les partisans de la théorie de Schumpeter développent le concept d'euroscélrose qui veut que l'Europe ait de la difficulté à accomplir des changements structurels à cause des politiques rigides de l'État.⁵

Dans le cas particulier de l'économie française, les auteurs, écrivant dans les années 1980, dénoncent la responsabilité de l'État français dans la fin de la croissance économique. Tout d'abord, il est intéressant de noter le livre de Volkmar Lauber qui permet de soulever le problème du rôle d'un exécutif fort sur l'économie. Il insiste sur le

¹ Frédéric Teulon. *Croissance, crises et développement*. 7^e éd. Paris, PUF, 2004. 376 p. (coll. Major).

² Pierre Dallenne et Luc Lecru. *Croissance et mutations de l'économie mondiale depuis 1945*. Paris, Ellipses, 2003. 191 p. (coll. CQFD).

³ Gérard-Marie Henry. *Les crises au XX^e siècle (1873-2003)*. Paris, Belin, 2003. 301 p. (coll. Histoire Belin Sup); Jean-François Muracciole. *Histoire économique et sociale du XX^e siècle*. Paris, éd. ellipses, 2002. 379 p. (coll. Transversale économie).

⁴ Frédéric Teulon. *L'État et la politique économique*. Paris, PUF, 1998. 380 p. (coll. Major).

⁵ Herbert Giersch. *The World Economy in Perspective : Essays on International Trade and European Integration*. Aldershot, Edward Elgar, 1991. 325 p.

rôle des différents présidents, lequel influence la politique économique.⁶ Une autre thèse est que la faiblesse de la demande intérieure et l'instabilité monétaire, combinées à la responsabilité de l'État qui ne développe pas de politique efficace face à la crise, entraînent l'inflation, le chômage et le déficit extérieur.⁷ Jean-Marcel Jeanneney explique que la fin de la croissance peut se déceler dès 1967. Le dérèglement est dû à la monnaie et aux crédits qui échappent au contrôle du gouvernement. De plus, la mondialisation contribue au manque de contrôle étatique.⁸

En même temps, les thèses d'ordre culturel se développent aux États-Unis. La responsabilité première reviendrait à la culture économique des pays. Les effets de la culture sur le comportement économique sont durables, ce qui fait dire aux auteurs que les handicaps structurels de la France ont été surestimés. Son principal handicap est, en fait, sa constante obsession face à l'Allemagne à qui elle se compare.⁹ Jean-Pierre Vespérini fait la synthèse de la responsabilité de l'État et de la culture. À long terme, les facteurs généraux de mentalités, formation des hommes et population prédominant. À court terme, les politiques économiques conjoncturelles des États ont quand même un effet sur la structure.¹⁰

⁶ Volkmar Lauber. *The Politics of Economic Policy, France 1974-1982*. New York, Praeger, 1983, 120 p. (Washington Paper 97).

⁷ Jean-François Eck. *Histoire de l'économie française depuis 1945*. Paris, Armand Collin, 1988. 192 p. (coll. Cursus).

⁸ Jean-Marcel Jeanneney dir. *L'économie française depuis 1967 : la traversée des turbulences mondiales*. Paris, éd. du Seuil, 1989. 436 p.

⁹ William James Adams. *Restructuring the French Economy. Government and the Rise of Market Competition Since World War II*. Washington D.C., The Brookings Institution, 1989. 400 p.

¹⁰ Jean-Pierre Vespérini. *L'Économie de la France sous la Ve République*. Paris, Economica, 1993. 413 p.

Les thèses les plus récentes bénéficient d'un certain recul par rapport à la fin de la croissance. Certains auteurs insistent sur la crise du fordisme et de la régulation monopoliste d'État. Les insuffisances structurelles étaient présentes dès la fin de la guerre. La France pallie son problème de dépendance avec l'intégration européenne qui lui fournit un marché de 320 millions de personnes.¹¹ Sophie Chauveau, de son côté, a une approche à la fois macroéconomique et microéconomique. Son étude des mutations de l'économie et des comportements des acteurs met en lumière le rôle de l'intégration européenne qui répond aux problèmes économiques. Elle évoque aussi la continuité de la modernisation, de l'ouverture et de la croissance depuis le général de Gaulle.¹² Pour Christian de Boissieu, la contrainte externe de l'Europe sert de levier aux ajustements internes.¹³ Les changements structurels sont possibles grâce à la mondialisation de l'économie européenne. Le cadre de la spécificité du capitalisme français¹⁴ contribue à l'analyse de ces auteurs qui insistent sur le rôle spécifique de l'État et de l'entreprise.

Un premier constat peut être émis quant à l'économie. L'impact sur les politiques étatiques de la fin de la croissance économique d'après-guerre n'est évalué que dans la mesure où il concerne la restructuration des politiques économiques. La question des liens entre l'économie et la politique étrangère est peu traitée. Gérard Bossuat l'a évalué

¹¹ André Gueslin. *Nouvelle histoire économique de la France contemporaine : Tome 4 L'économie ouverte 1948-1990*. Paris, La Découverte, 1998. 127 p. (coll. Repère 232).

¹² Sophie Chauveau. *L'économie de la France au 20^e siècle*. Paris, Armand Colin, 2003. 191 p. (coll. Campus Histoire).

¹³ Christian de Boissieu dir. *Les mutations de l'économie française*. Paris, Économica, 1997. 302 p. (coll. Entreprise et perspectives économiques).

¹⁴ Alain Beitone souligne le rôle des entreprises qui se mondialisent et recomposent continuellement les structures économiques de l'État. Alain Beitone et al. *L'économie et la société française au second XX^e siècle*. Paris, Armand Colin, 1994. 464 p. (coll. U économique). Mairi Maclean insiste, au contraire, sur le rôle de l'État dans la modernisation de la croissance économique de la France. Mairi Maclean. *Economic Management and French Business : From de Gaulle to Chirac*. New York, Palgrave Macmillan, 2002. 293 p.

pour ce qui est de la modernisation française de 1944 à 1954.¹⁵ Toutefois, il n'évalue pas le rôle des structures économiques, mais les besoins conjoncturels de la France. L'économie est pourtant une facette importante de l'intégration européenne.

La construction européenne : théorisation et rapport conflictuel de la France

Il existe une grande quantité d'ouvrages qui traitent de l'intégration européenne des points de vue politique, sociologique ou historique. Un ouvrage d'introduction à l'histoire des théories politiques de l'intégration permet de cerner trois grands courants correspondant à des périodes données. Les années 1960 sont marquées par les explications fédéraliste, néo-fonctionnaliste et intergouvernementaliste de l'origine de l'intégration. Dans les années 1980, l'on assiste à l'analyse des différentes gouvernances de la Communauté européenne. Par la suite, en 1990, les constructivistes expliquent l'intégration par le rôle de la loi et du social. L'approche est maintenant discursive.¹⁶ Les ouvrages historiques de l'intégration européenne s'intéressent principalement aux causes de celle-ci.

Depuis le début de la construction européenne, les historiens écrivent sur la question des origines de l'Europe et le rôle des grands hommes dans celle-ci.¹⁷ Encore aujourd'hui, certains auteurs insistent sur le rôle des précurseurs, toutefois nuancé par

¹⁵ Gérard Bossuat. *La France, l'aide américaine et la construction européenne, 1944-1954*. Paris, Ministère de l'économie et des finances, 1992. 1034 p. (coll. Comité pour l'histoire économique et financière de la France).

¹⁶ Antje Wiener et Thomas Diez, *European Integration Theory*. Oxford / New York, Oxford University Press, 2004. 290 p.

¹⁷ Jean-Baptiste Duroselle fut l'un des premiers à affirmer que la construction de l'Europe est due au contexte politico-social d'après-guerre. Il s'oppose en ce sens à Denis de Rougemont qui concluait à une essence et un déterminisme européens. Jean-Baptiste Duroselle. *L'idée de l'Europe dans l'histoire*. Paris, Denoël, 1965. 341 p. et Denis de Rougemont. *L'Europe en jeu. Trois discours suivis de documents de la Haye*. Neuchâtel, éd. de la Baconnière, 1948. 170 p.

l'impact de la Guerre froide.¹⁸ D'autres auteurs insistent sur les idées et le comportement des acteurs qui sont les facteurs premiers de l'intégration européenne.¹⁹ Le dernier type de théorie politique évoque le contexte international et la subordination des impératifs économiques aux contraintes politiques.²⁰

Une autre catégorie d'auteurs insiste sur l'importance des considérations économiques. La destruction économique d'après-guerre et l'inefficacité des États européens à remettre leur économie sur pied favorisent la réflexion quant à la coopération économique des différents États. Pierre Maillet et Philippe Rollet expliquent que l'intégration européenne est une forme originale d'organisation des relations extérieures dont le principal objectif est d'améliorer l'efficacité et le dynamisme des pays membres. Les États-nations acceptent la division internationale du travail afin de pallier les contradictions internes.²¹ L'urgence de la croissance dans un contexte de mondialisation et d'interdépendance des économies est une autre raison évoquée pour l'intégration de l'Europe.²²

¹⁸ Élisabeth du Réau. *L'idée de l'Europe au XXe siècle : des mythes aux réalités*. Bruxelles, éd. Complexe, 2001 (1996). 372 p. (coll. Questions à l'Histoire).

¹⁹ Michael Burgess. *Federalism and European Union, Political Ideas, Influences and Strategies in European Community, 1972-1987*. London / New York, Routledge, 1989. 225 p; Craig Parsons, «Showing Ideas as Causes : the Origins of the European Union», *International Organization*, 56, 1, hiver 2002, pp. 47-84.

²⁰ Martin J. Dedman. *The Origins and Development of the European Union 1945-1995 : a History of European Integration*. London / New York, Routledge, 1996. 145 p; Augusto Lopez-Claros, « The European Community : On the Road to Integration », *Journal of Social, Political and Economical Studies*, 12, 3, 1987, pp. 277-285; Derek W. Urwin. *The Community of Europe : a History of European Integration since 1945*. London / New York, Longman, 1995 (1991). 274 p. (coll. Postwar World).

²¹ Pierre Maillet et Philippe Rollet. *Intégration économique européenne, théorie et pratique*. Paris, Nathan, 1988. 352 p.

²² Loukas Tsoukalis. *The New European Economy, the Politics and Economics of Integration*. Oxford, Oxford University Press, 1991. 333 p.

John Gillingham émet la thèse que cette intégration est le résultat d'une lutte entre le marché et l'État, le marché ayant supplanté l'État. Elle répond aux besoins de coopération transnationale des économies qui s'adaptent.²³ À savoir si l'intégration économique de l'Europe a répondu à ses promesses, Alain Buzelay répond que oui. La fin de la croissance économique de l'après-guerre en 1970 et 1980 est due à la divergence des politiques nationales au sein du marché commun, donc à un manque d'intégration.²⁴ Elle devient une question de survie économique pour les pays membres.

Les historiens partisans de la thèse économique s'entendent pour dire que la construction européenne commence en 1945. Quelques-uns subordonnent la politique à l'économie. Willem Molle souligne que l'objectif de l'intégration est de répondre aux besoins de croissance économique. Il rajoute que l'objectif politique est lié à l'économie dans la mesure où les États sont partisans de l'État-providence.²⁵ Pierre Gerbet explique que l'intégration, du moins économique, est indispensable à l'heure de la Guerre froide. Les tensions de ce conflit minent le rôle politique de l'Europe.²⁶ Alan S. Milward développe la thèse que l'origine de l'intégration est principalement économique et accessoirement sociale. Il ajoute que l'intégration n'est pas en contradiction avec les intérêts de l'État-nation, car l'État renforce sa position sur la scène mondiale et son

²³ John Gillingham. *European Integration, 1950-2003 : Superstate or New Market Economy?* Cambridge / New York, Cambridge University Press, 2003. 588 p.

²⁴ Alain Buzelay, « Intégration européenne et fluctuations économiques », *Revue d'économie politique*, 93, 4, 1983, pp. 576-589.

²⁵ Willem Molle. *The Economics of European Integration : Theory, Practice, Policy*. 2nd éd. Aldershot, Dartmouth, 1994. 559 p.

²⁶ Pierre Gerbet. *La construction de l'Europe*. 3^e éd. Paris, Imprimerie nationale, 1999. 617 p. (coll. Notre siècle); sur la thèse économique et politique voir aussi Marie-Thérèse Bitsch. *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*. Nouvelle édition mise à jour, Bruxelles, éd. Complexe, 2004. 400 p. (coll. Questions aux XXe siècle).

économie en cédant de sa souveraineté.²⁷ La théorisation de l'intégration européenne est souvent expliquée par le facteur économique en raison de la forte interdépendance des économies européennes.

Ces dernières années, quelques historiens ont interrogé de nouveaux objets de l'intégration européenne. Cette nouvelle approche découle de l'histoire culturelle des représentations. Ils s'intéressent maintenant à l'identité comme moteur de l'intégration. L'ouvrage collectif dirigé par Sven Tägil revisite le concept de l'identité territoriale et l'identification. L'identité est au carrefour de l'espace politique, culturel et économique, lequel ne correspond pas nécessairement à l'État. Ces concepts sont la clé de l'intégration ou de la fragmentation de l'Europe.²⁸ Un collectif dirigé par Robert Frank et Gérard Bossuat étudie l'évolution de l'identité européenne au 20^e siècle. Il arrive à la conclusion que l'identité européenne s'est adaptée au fil du temps et qu'elle s'est banalisée. Elle est maintenant multiple. Il existe toujours un certain consensus sur la pertinence de construire l'Europe. Par ailleurs, le collectif conclut que le sentiment européen est faible à cause d'un déficit de l'imaginaire.²⁹

Pour ce qui est de l'historiographie concernant l'intégration européenne et la France, il existe un certain consensus. L'économie est subordonnée au politique dans les facteurs expliquant la position européenne de la France. Un autre constat est que les

²⁷ Alan S. Milward. *The European Rescue of the Nation-State*. 2nd éd. London / New York, Routledge, 2000. 466 p; Alan S. Milward et Vibeke Sorensen, « Interdependence or integration? A national choice », dans *The Frontier of National Sovereignty : History and Theory 1945-1992*, Alan S. Milward dir. London / New York, Routledge, 1993, pp. 1-32.

²⁸ Sven Tägil dir. *Europe : the Return of History*. Lund / Sweden, North Academic Press, 2001. 547 p.

²⁹ Robert Frank et Gérard Bossuat dir. *Les identités européennes au XX^e siècle : diversités, convergences et solidarités*. Paris, Publication de la Sorbonne, 2004. 206 p. (coll. Série internationale no. 73).

différents auteurs s'entendent pour dire que l'Europe est un outil utile destiné à servir les intérêts de la France. Sa création découle d'un certain pragmatisme qui vise à répondre aux défis de la Guerre froide. Au départ, l'Europe répond au besoin de sécurité de la France. Par la suite, elle permet la prospérité et la croissance économique.³⁰ Une économie forte est essentielle afin de répondre au besoin de grandeur de la France. En ce sens, la conception gaullienne de l'Europe domine, car de Gaulle explique que l'Europe sert à atteindre son but de politique de grandeur.³¹ Frances M. B. Lynch explique que la politique européenne de la France n'est pas le résultat d'un consensus fédéraliste ni d'un inévitable développement économique, mais plutôt d'un long débat sur la meilleure façon de sécuriser les intérêts français.³²

Certains historiens ont voulu savoir s'il y avait une continuité entre la politique européenne de la IV^e et celle de la V^e République. Philippe Moreau Defarges souligne que la politique européenne de la République gaullienne est héritière de la précédente dans la mesure où il y a redéfinition des relations avec la République fédérale d'Allemagne (RFA), ainsi qu'une insertion de l'économie dans un marché commun.³³ Gérard Bossuat fait le même constat d'héritage. La politique européenne de la France répond à trois impératifs depuis le début de la construction de l'Europe : la sécurité, le

³⁰ Mark Wise, « France and European Unity », dans *France in World Politics*, Robert Aldrich et John Connell ed. London / New York, Routledge, 1989, pp. 35-74; Larry Neal, « France : the Germans, the Colonies, the Province », dans *The Economics of the European Union and the Economies of Europe*, Larry Neal et Daniel Barbezat. New York, Oxford University Press, 1998, pp. 211-229.

³¹ François Saint-Ouen. *Les partis politiques et l'Europe, une approche comparative*. Paris, PUF, 1990. 230 p; François D'Arcy et Luc Rouban dir. *De la Ve République et l'Europe : hommage à Jean-Louis Quermonne*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1996. 388 p.

³² Frances M. B. Lynch, « Restoring France : the Road to Integration », dans *The Frontier of National Sovereignty : History and Theory, 1945-1992*, Alan S. Milward dir. London / New York, Routledge, 1993, pp. 59-87.

³³ Philippe Moreau Defarges, « France and Europe », dans *Policy-making in France : from de Gaulle to Mitterrand*, Paul Godt éd. London / New York, Printer Publishers, 1989, pp. 226-234.

rang et l'idéal. L'intégration garantit la sécurité et la croissance économique de la France par rapport à la RFA.³⁴ Il existe donc une certaine continuité dans la politique européenne de la France.

La France a un fort attachement à la notion d'État-nation. Certains auteurs ont examiné la relation entre le legs de souveraineté à l'Europe et le contrôle de l'État-nation. Christian Lequesne examine le fonctionnement des organes de l'appareil politico-administratif afin de répondre à cette problématique. Il en vient à la conclusion que l'intégration européenne mène à une consolidation de l'État-nation et non à une perte de pouvoir.³⁵ Antonio Menéndez Alarcón s'intéresse à la même question, mais du point de vue de l'identité nationale. Il souligne que l'intégration de l'Europe, transnationale, renforce le sentiment d'appartenance à l'État-nation. L'identité s'adapte aux facteurs conjoncturels.³⁶ Ces thèses s'inscrivent dans la continuité de celles qui traitent de la mise de l'Europe au service des intérêts français.

Un autre aspect est étudié concernant la France et l'intégration européenne. Il s'agit de la question de l'adhésion de la population à l'Europe. Annick Percheron émet la thèse que les Français manifestent un acquiescement de façade à l'Europe à cause de leur grande ignorance des projets européens. Elle dégage une certaine logique de production des attitudes à l'égard de l'Europe. Les véritables adhérents sont les clercs,

³⁴ Gérard Bossuat. *L'Europe des Français, 1943-1959 : la IVe République aux sources de l'Europe communautaire*. Paris, Publication de la Sorbonne, 1996. 471 p. (coll. Série internationale no. 54).

³⁵ Christian Lequesne. *Paris-Bruxelles. Comment se fait la politique européenne de la France?*. Paris, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques, 1993. 288 p; L'argumentation rappelle celle d'Alan S. Milward, voir note no. 28.

³⁶ Antonio Menéndez Alarcón, « National Identity in France and the Process of European Integration », *The Politics of Social Inequality*, 9, 2001, pp. 307-329.

les nantis et les démocrates; le reste de la population ne fait que suivre les logiques de ces derniers.³⁷ Pierre Grémion, sociologue, tente d'expliquer les causes de ce manque d'enthousiasme. Il argumente qu'il y a une crise de l'État et une adhésion molle à l'Europe, car la République est prise en tenaille par l'État modernisateur et le libéralisme européen.³⁸ Le gaullisme tente de résoudre ces problèmes et s'adapte à la conjoncture.

Deuxième constat en matière d'intégration européenne, les auteurs, dont Alan S. Milward, ont démontré que les États-nations s'engagent dans cette voie dans la mesure où elle permet de combler certains besoins nationaux. Par ailleurs, il existe une continuité dans la politique européenne de la France depuis l'avènement de la IV^e République. La France tente de récupérer l'intégration européenne dans le sens de ses intérêts nationaux. Les gaullistes s'inscrivent dans ce type de processus sur le plan de leur politique européenne.

Le gaullisme et la question européenne selon les gaullistes

De son vivant, de Gaulle refuse l'étiquette gaulliste. Il se dit au-dessus des partis. Il disparaît sans successeur désigné. À partir de ce moment, les politologues et les historiens se sont interrogés sur le gaullisme et les gaullistes. Les premières réflexions définissent le gaullisme post-de Gaulle. François-Georges Dreyfus propose une interprétation. Les principes dégagés sont que le gaullisme est une idéologie fondée sur la nation; la France est une personne vivante et elle doit se doter d'un État fort. Les trois axes de la politique gaullienne sont la grandeur, l'indépendance et la puissance. La

³⁷ Annick Percheron, « Les Français et l'Europe, acquiescement de façade ou adhésion véritable? », *Revue française de sciences politiques*, 41, 3, juin 1991, pp. 382-406.

³⁸ Pierre Grémion, « L'État, l'Europe et la République », *Esprit*, 6, juin 2001, pp. 112-116.

grandeur implique des sacrifices dont le social fait partie.³⁹ Le colloque *Le gaullisme aujourd'hui* tente aussi de définir ce terme. Emmanuel Le Roy Ladurie estime que la Constitution des États-Unis, la version libérale du bonapartisme et la monarchie constitutionnelle sont les trois sources de l'État gaullien.⁴⁰ L'incertitude quant à la définition du gaullisme amène une multitude d'interprétations sur le sujet, ce qui ne permet pas de faire un état exhaustif de la question sur le sujet.

La question de la survivance du gaullisme s'entremêle aux différentes définitions proposées par les auteurs. La création du RPR, qui se réclame du gaullisme, apporte de l'eau au moulin pour ce débat. Certains auteurs se questionnent sur l'idéologie de ce parti. Jean Baudouin est l'un des premiers à parler d'une dérive droitiste du parti de Jacques Chirac.⁴¹ L'étude des cadres du parti par Pierre Bréchon conclut que les changements idéologiques droitistes sont structurels.⁴² L'ouvrage de Serge Bernstein abonde dans ce sens. Il explique que le gaullisme était une synthèse de la droite à penchant monarchique autoritaire et la gauche républicaine. Son analyse du gaullisme chiraquien mène à la conclusion qu'il n'est qu'une faction de la droite et qu'il est appelé à se fondre dans celle-ci.⁴³ Bernard Lachaise propose une interprétation plus nuancée. Il souligne que le RPR est un parti néogaulliste dans ses moyens d'expression, mais pas dans ses convictions, ce qui s'explique par une conjoncture différente d'opposition.⁴⁴

³⁹ François-Georges Dreyfus. *De Gaulle et le gaullisme : un essai d'interprétation*. Paris, PUF, 1982. 319 p. (coll. Politique d'aujourd'hui).

⁴⁰ _____, *Le gaullisme aujourd'hui : colloque du 27 avril 1985*. Paris, Julliard, 1985. 125 p.

⁴¹ Jean Baudouin, « Gaullisme et chiraquisme : réflexions autour d'un adultère », *Pouvoirs*, 28, 1984, pp. 53-66.

⁴² Pierre Bréchon et alt. *Les cadres du RPR*. Paris, Economica, 1987. 205 p.

⁴³ Serge Bernstein. *Histoire du gaullisme*. Paris, Perrin, 2001. 569 p.

⁴⁴ Bernard Lachaise, « Le RPR et le gaullisme : les infortunes d'une fidélité », *Vingtième Siècle*, 44, novembre-décembre 1994, pp. 25-30.

Certains auteurs s'interrogent sur les raisons qui expliquent l'appropriation du terme gaullisme par le RPR. Il se dégage un courant qui insiste sur l'instrumentalisation de cette terminologie qui permet au parti d'accéder et de se maintenir au pouvoir. Annie Collovald émet la thèse que Jacques Chirac n'a pas le choix d'insuffler un regain à l'héritage gaulliste, même s'il le croit dépassé.⁴⁵ Chantal Morelle conclut à la dérive droitière du RPR qui se sert du gaullisme comme référence historique afin d'amplifier la popularité du parti.⁴⁶ L'ouvrage le plus récent sur l'instrumentalisation du gaullisme par le RPR est celui de Valérie-Barbara Rosoux qui propose une définition du gaullisme. Pour cette auteure, ce concept est en fait une philosophie politique comprenant un ensemble de principes inspireurs. Ils se traduisent en une certaine idée de la France, mais aussi une certaine idée de l'État et de la société. Elle conclut que le gaullisme gaullien est mort avec de Gaulle et que le RPR instrumentalise l'image du Général. Toutefois, elle nuance son propos en admettant qu'il existe un héritage gaullien qui donne un certain nombre de principes à la politique française.⁴⁷ Cette question fait l'objet d'une controverse.

D'autres auteurs défendent, au contraire, l'idée que le RPR est l'héritier du gaullisme et qu'il en respecte les principes. Ils sont conscients d'une certaine évolution, mais ils l'expliquent par une conjoncture fort différente. Jean Charlot défend cette thèse. Le RPR est en continuité avec le gaullisme par ses croyances et son attitude par rapport

⁴⁵ Annie Collovald. *Jacques Chirac et le gaullisme : biographie d'un héritier à histoires*. Paris, Belin, 1999. 319 p. (coll. Socio-histoires).

⁴⁶ Chantal Morelle. *De Gaulle, le gaullisme et les gaullistes*. Paris, Armand Collin, 1998. 95 p. (coll. Synthèse histoire no. 40).

⁴⁷ Valérie-Barbara Rosoux. *La mémoire du général de Gaulle : culte ou instrument?*. Louvain-la-Neuve / Paris, Bruylant-Academia / L.G.D.J. 1998. 190 p.

au concept de grandeur de la France et d'indépendance nationale. Il décrit le RPR comme l'exécuteur testamentaire du gaullisme. Il revient au parti de se frayer un chemin vers le seul absolu de la France et de la nation française.⁴⁸ L'adaptation du RPR à la conjoncture est expliquée par Jean-Charles Brisard et Patrice Pinard. Ils soutiennent que la création du parti a pour but de perpétuer une certaine idée de la France. La mutation vise la reconquête du pouvoir, car le parti fait face à une double opposition : celle du Président et celle de la gauche.⁴⁹

La structure même de la doctrine est évoquée comme une garantie permettant à l'idéologie de perdurer à travers le temps. Andrew Knapp explique la survivance du gaullisme par son organisation, sa doctrine, son électorat local, son symbolisme et sa structure fonctionnelle.⁵⁰ L'étude de Daniel-Charles Badache montre que le gaullisme, même avant la mort du Général, est capable de débattre de ses fondements. Il démontre sa thèse en illustrant des débats constitutionnels depuis 1959.⁵¹ Le propos est que les gaullistes sont ouverts et qu'il est possible de débattre sur la meilleure façon de servir les intérêts de la France. Le même questionnement peut s'appliquer à la réflexion sur les positions européennes des gaullistes.

⁴⁸ Jean Charlot, « The Gaullist Party », dans *Moderates and Conservatives in Western Europe : Political Parties, the European Community and the Atlantic Alliance*, Roger Morgan et Stefano Silvestri éd. London, Heinemann, 1982, pp. 55-72; Jean Charlot, « L'héritage gaullien », dans *De Gaulle en son siècle, tome 2 : la République*. Institut Charles de Gaulle. Paris, la Documentation française / Plon, 1991, pp. 419-430.

⁴⁹ Jean-Charles Brisard et Patrice Pinard. *Enquête au cœur du RPR*. Paris, J. Grancher, 1996. 237 p.

⁵⁰ Andrew Knapp. *Le gaullisme après De Gaulle*. Paris, Seuil, 1996 (1994). 896 p. (coll. Science Politique).

⁵¹ Daniel-Charles Badache, « Les positions institutionnelles des gaullistes depuis 1959 », *Revue française de science politique*, 34, 4-5, juillet-août 1984, pp. 844-860.

La politique européenne du Général est normalement traitée dans le cadre de sa politique étrangère. Cet élément s'explique par le fait que de Gaulle considère que l'Europe est un milieu de coopération des différents États membres. Dès 1967, Edmond Jouve consacre sa thèse à la politique européenne du personnage. Il conclut que le Général utilise la construction européenne comme un pis-aller. Elle lui permet de poursuivre son dessein en surmontant l'humiliation de l'échec de son idée de directoire à trois. La France seule ne peut y arriver. L'Europe est un objectif intermédiaire. Elle doit permettre de briser le système bipolaire et procurer à la France des moyens accrus. L'objectif premier est de mettre la France indépendante au premier rang.⁵² La construction de l'Europe est instrumentalisée afin de répondre à des objectifs de grandeur.

Jean Lacouture propose une définition du grand dessein du Général où l'Europe est la médiatrice d'un monde multipolaire. Il démontre que de Gaulle s'adapte à la conjoncture du moment et réoriente sa politique européenne vers un axe franco-allemand. Il émet la conclusion que le grand dessein n'est pas un échec complet. Le Général fait face à un bloc hermétique à l'Est et au géant américain à l'Ouest. Toutefois, il réapprend aux Français à marcher debout en les libérant du complexe d'infériorité résultant de la défaite et de l'occupation.⁵³ Philip G. Cerny en vient au même constat, mais présente la réussite comme but premier de la politique gaullienne qui a pour objectif de recréer un sentiment national plus profond afin de surmonter les clivages

⁵² Edmond Jouve. *Le général de Gaulle et la construction de l'Europe (1940-1966)*, tome 1. Paris, L.G.D.J., 1967, 881 p. (coll. Bibliothèque constitutionnelle et de science politique, # 25.)

⁵³ Jean Lacouture. *De Gaulle : le souverain 1959-1970*, volume 3. Paris, éd. du Seuil, 1986. 865 p.

politiques. La perspective à long terme est de contrer l'ordre bipolaire.⁵⁴ L'Europe ne peut s'intégrer dans la mesure où la politique du Général vise à accroître le sentiment national. L'indépendance est nécessaire à son objectif premier.

Il existe aussi un certain questionnement sur le sentiment européen de De Gaulle. Pierre Maillard souligne que l'Europe gaullienne est une Europe des États, indépendante des Américains et qu'elle sert de pilier à l'entente franco-allemande. Il propose un certain nombre de causes internes à l'échec de ce projet. Néanmoins, les facteurs décisifs de l'échec résultent du double blocage de la Guerre froide, c'est-à-dire la menace soviétique et l'opposition américaine à une Europe européenne.⁵⁵ Pour Alain Prate, la période où le Général est au pouvoir est l'une des plus dynamiques dans la construction européenne. Il insiste sur l'adoption du Marché commun, le succès de la politique agricole commune (PAC) et des négociations Kennedy. Malgré certains points de controverse historique, de Gaulle fut européen dans la mesure où l'Europe se conformait à ses principes.⁵⁶

Certains auteurs ont scruté la politique européenne du Général et de son successeur Georges Pompidou. Cette politique n'est pas statique. Elle évolue au fil des changements dans la conjoncture, tout en respectant certains principes. Jean-Marc Boegner détermine six principes de base à la politique européenne gaullienne, laquelle repose essentiellement sur la conception classique. Il conclut qu'actuellement les grands

⁵⁴ Philip G. Cerny. *Une politique de grandeur*. Paris, Flammarion, 1986. 342 p; L'ouvrage de Maurice Vaïsse sur la politique étrangère du général de Gaulle arrive sensiblement aux mêmes conclusions.

⁵⁵ Pierre Maillard. *De Gaulle et l'Europe : entre la nations et Maastricht*. Paris, Jules Tallandier, 1995. 370 p. (coll. Approches no. 22).

⁵⁶ Alain Prate, « Le général de Gaulle et la construction européenne », dans *De Gaulle en son siècle, tome 5 : Europe*. Institut Charles de Gaulle. Paris, la Documentation française / Plon, 1992, pp. 71-79.

principes de la politique européenne de la France demeurent, malgré une plus grande intégration conjoncturelle.⁵⁷ Maurice Vaïsse examine les changements et les continuités dans les politiques européennes du Général et de Georges Pompidou. Il explique que, malgré certains changements, il n'y a pas eu de révisions déchirantes dans la politique européenne de la France. Pompidou pratique toutefois une politique d'ouverture.⁵⁸ Les gaullistes s'adaptent aux impératifs du moment. Ce pragmatisme est présent même sous de Gaulle qui est conscient de l'importance du contexte international.

Si la politique européenne du Général est étudiée, la question de la politique européenne des gaullistes post-de Gaulle (RPR) ne fait l'objet d'aucune étude. Pourtant, celle-ci se transforme radicalement. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce manque historiographique dont le fait que les gaullistes ne sont pas au pouvoir de 1976 à 1986 et que la période étudiée est récente. Il est donc utile de combler cette lacune à l'aide de cette étude.

Délimitation du sujet

Sources et méthodologie

Le *Journal officiel de la République française (JORF)* et le journal *Le Monde* représentent les sources principales de ce mémoire. Afin d'avoir un tableau complet, certains fonds des archives nationales, les annuaires statistiques de la France concernant les années traitées et quelques publications du RPR sont mis à profit.

⁵⁷ Jean-Marc Boegner, « Les principes de la politique européenne du général de Gaulle », dans *De Gaulle en son siècle, tome 5 : Europe*. Institut Charles de Gaulle. Paris, la Documentation française / Plon, 1992, pp. 66-71.

⁵⁸ Maurice Vaïsse, « Changement et continuité dans la politique européenne de la France », dans *Georges Pompidou et l'Europe*. Association Georges Pompidou. Bruxelles, éd. Complexe, 1995, pp. 29-43.

Le *JORF* est un bon indicateur des positions européennes des gaullistes, car il contient l'ensemble des débats parlementaires. Il permet de suivre l'évolution des politiques européennes des gaullistes par rapport aux négociations et aux événements clés de la construction européenne. Puisque notre objectif est d'analyser et de comprendre la politique européenne des gaullistes, les données recueillies dans cette source sont essentiellement qualitatives. En raison de la quantité de documents et de la pluralité des débats dans le *JORF*, l'index analytique a été analysé en fonction des thématiques du sujet, à savoir la construction européenne, que ce soit dans le sens de l'intégration ou de la coopération, les interventions à propos de l'économie mondiale et française et les questions relatives à la pensée politique. Ainsi, les positions de l'ensemble des députés RPR à l'égard de l'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne, à la mise en place du Système monétaire européen, à l'élargissement de la CEE, à la réforme de la PAC, à la défense européenne, à la politique étrangère de l'Europe et au marché unique, ont été dégagées. En plus de ces thèmes européens, l'évolution de la perception qu'a le RPR de l'économie a été étudiée avec le plus grand soin, dans la mesure où elle influence sa conception des solutions à apporter à la crise.

Le *JORF* ne suffit pas pour traiter de façon exhaustive la problématique de départ. Le journal *Le Monde* est mis à contribution, car il s'agit d'un journal français d'actualité internationale qui offre un traitement de l'actualité française particulièrement poussé. Le caractère informatif de ce journal permet non seulement de mettre en lumière la position des gaullistes quant à l'Europe, mais aussi d'éclairer les différends au sein du RPR qui sont encore plus présents après le changement de position du parti à propos de l'intégration européenne. Il est utile de préciser qu'en plus des positions du RPR, la

position particulière de Michel Debré est essentielle à la recherche dans la mesure où les articles le concernant permettent d'analyser la dimension conflictuelle au sein du parti, car celui-ci représente les gaullistes historiques. Ces informations complètent les données sélectionnées dans le *JORF*.

Malgré la non-communicabilité des archives publiques concernant la période, certains fonds ont pu être consultés. Pour la période de 1976 à 1986, les archives proviennent principalement du bureau du Premier ministre. Il s'agit d'archives du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne. Ce premier groupe d'archives, sous forme de rapports ou de documents d'évaluations, permet d'analyser la coordination politique et économique au sein de la Communauté économique européenne. Ces informations sont utiles si l'on veut connaître les projets européens préoccupants à l'époque où le RPR est dans l'opposition. Un autre groupe d'archives provient du Commissariat général du plan, principalement du X^e plan. Ces archives permettent de saisir les objectifs du gouvernement de l'époque, essentiellement composé par le RPR. Les données recueillies sont qualitatives et permettent une vision de l'intérieur du sujet de la présente recherche.

Quelques ouvrages publiés par le RPR ont permis de compléter les informations. Ces ouvrages, disponibles à la Bibliothèque nationale de France⁵⁹, concernent le programme du parti. Le livre *Proposition pour la France* publié en 1977, renseigne sur la position européenne des gaullistes avant la radicalisation de l'Appel de Cochin en

⁵⁹ Ces ouvrages sont les seuls disponibles en France et au Canada. Les recherches pour d'autres titres du même type ont été vaines. S'ils ne constituent pas la base de notre mémoire, leur apport est enrichissant.

décembre 1978. En 1980, le groupe publie *Atout France* un ouvrage fort complet sur les propositions d'ordre économique du parti. En plus de ces deux publications, la revue *Repères* des cadres du RPR a constitué une ressource intéressante, malgré le fait que les collections disponibles soient incomplètes. Ces renseignements qualitatifs permettent d'avoir une vue d'ensemble sur la position européenne des gaullistes, mais aussi sur leur conception de l'économie. Ils peuvent être ensuite mis en relation avec les données quantitatives du bilan économique de la période.

Étant donné que l'objectif est de mesurer l'impact de l'évolution des structures économiques sur la politique européenne du RPR, il est essentiel d'avoir un tableau aussi complet que possible de l'économie avant d'amorcer l'analyse. En plus des études spécialisées dressant le portrait de l'économie mondiale et de la France en particulier, l'*Annuaire statistique de la France* est consulté afin de combler les lacunes et observer certains indicateurs. L'étude de la balance commerciale et la géographie des échanges, qui illustre l'importance des partenaires commerciaux, ainsi que du taux d'inflation permet de remettre en contexte la conception de l'économie du parti qui passe du keynésianisme au monétarisme. L'évolution de l'économie par rapport à l'intégration européenne est alors analysée de façon chronologique en raison de l'étude des structures de l'économie et de son impact sur la politique européenne du RPR. Aussitôt les renseignements recueillis, les informations qualitatives sont mises en relation avec les informations quantitatives afin de vérifier les hypothèses.

Bornes chronologiques et thématiques

Économie et État-nation

Ces deux variables constituent la base de ce mémoire. Elles sont le fruit d'une longue réflexion à propos de la relation entre l'économie et le politique. La question de l'économie est abordée comme un facteur essentiel à la compréhension de la vie politique en général. Quel est l'impact de l'économie sur les politiques étatiques? Le contexte économique d'interdépendance présent lors de la fin de la croissance économique d'après-guerre nous amène à traiter la question économique d'un point de vue mondial et national, ce qui est en lien avec le concept d'État-nation. Les intérêts de l'État déterminent son comportement politique. Or, la croissance économique fait partie de l'intérêt étatique. Quel type de croissance convient à la France dans ce contexte : la planification nationale traditionnelle permettant une reconquête du marché intérieur ou une ouverture européenne sur la mondialisation des marchés? Est-ce que les structures de l'économie influencent la conception économique des partis? Déterminent-elles les solutions qu'ils proposent pour raviver la croissance? Par ailleurs, l'État reste central quand il est question de gérer les intérêts d'une nation, même dans un contexte de déréglementation. Ces quelques pistes de réflexion mènent directement aux thématiques que nous aborderons.

Intégration européenne et gaulliste post-de Gaulle

Comme Alan S. Milward l'a démontré, on peut rechercher une explication au développement de la Communauté économique européenne dans le renforcement de l'État-nation.⁶⁰ Le cas de la France et des gaullistes permet de tenter cette explication. L'intégration européenne est un choix fait par les États-nations afin de combler certains

⁶⁰ Alan S. Milward, « États-nations et Communauté : le paradoxe de l'Europe? », *Revue de synthèse*, 4, 3, juillet-septembre 1990, p. 255.

besoins nationaux non comblés dans sa structure initiale.⁶¹ La France fait ce choix en fonction de ses intérêts dès les débuts de la construction européenne. Le cas du RPR est particulièrement intéressant, car il représente un parti charnière. Les autres partis français ne modifient pas leur position européenne. Quel est le motif du changement au sein du RPR? L'intérêt français de croissance économique entre-t-il en ligne de compte? En ce sens, intégration et État-nation ne sont pas deux concepts opposés.

La question de la survivance du gaullisme après de Gaulle soulève un débat passionné en France. Au-delà des positions partisans, il convient de définir ce qu'est le gaullisme : « un mouvement de pensée et d'action au service d'une certaine idée de la France. »⁶² La nation française doit exercer sa souveraineté et rester indépendante. Toutefois, cette doctrine n'est pas immuable. Au contraire, ses structures évoluent, comme dans tout courant de pensée, en fonction de la conjoncture et des changements structurels de l'économie et de la société française. Les gaullistes sont capables de débattre à propos de leur politique étrangère.⁶³ Ils sont conscients du contexte socio-économique et orientent leur politique en ce sens. Cette évolution ne représente pas une rupture avec la politique gaullienne originelle, car elle vise tout autant à servir les intérêts de la France. Elle découle plutôt d'un certain pragmatisme. Dans le cadre de leur politique européenne, les gaullistes post-de Gaulle (RPR) adaptent leur position afin de servir les intérêts de la France, ce qui est en continuité avec l'objectif du Général lui-même.

⁶¹ Alan S. Milward, « Interdependence or Integration? A National Choice », *loc. cit.* p. 4.

⁶² Jean Charlot, « L'héritage gaullistes », *loc. cit.*, p. 420.

⁶³ Voir à ce sujet l'article de Daniel-Charles Badache, « Les positions institutionnelles des gaullistes depuis 1959 », *loc cit.* p.845.

1976-1988

La problématique concerne une période de douze ans, mais elle peut être divisée en deux sous-périodes afin de vérifier la troisième hypothèse qui vise à éliminer la question de la contrainte électorale dans les motivations du parti. Après une crise au leadership à la suite de la mort de Georges Pompidou et la perte de la présidence par les gaullistes, l'année 1976 marque une rupture, celle de la démission de Jacques Chirac en tant que Premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing et de la création du RPR en décembre. La période de 1976 à 1986 est marquée par un renforcement du mouvement gaulliste, puis par une tentative de reconquête du pouvoir à travers l'opposition.⁶⁴ Malgré le fait que les gaullistes soient dans l'opposition, Jacques Chirac est maire de Paris. Il se sert d'ailleurs de cette fonction afin d'augmenter les effectifs partisans. Cette période est intéressante car les gaullistes se retrouvent dans l'opposition pour la première fois depuis l'avènement de la Ve République. Toutefois, cette même période peut être divisée en trois parties distinctes, selon la position européenne des gaullistes soit : décembre 1976-novembre 1978, décembre 1978-juin 1983 et juin 1983-février 1986.

L'année 1986 est un tournant dans la mesure où le RPR devient le parti majoritaire. Jacques Chirac reprend la fonction de Premier ministre. Ces deux années importent car les gaullistes ont un pouvoir décisionnel. La période permet de vérifier si la question de la contrainte électorale entre en ligne de compte dans le changement de la politique européenne des gaullistes. Enfin, l'investigation se termine avec l'élection à la présidentielle de 1988. Le RPR perd Matignon et la présidentielle, ce qui constitue un

⁶⁴ Voir à ce sujet, Andrew Knapp, *op. cit.*, p. 121.

désaveu de la part de la population française. Par la suite, le parti connaît un certain recul par rapport à la période précédente. Il est en état de crise entre 1988 et 1991. Ses effectifs diminuent de 40% en trois ans.⁶⁵ La question de l'Europe devient secondaire parmi les préoccupations du parti qui doit se reconstruire. Par ailleurs, l'émiettement du monde communiste l'année suivante change considérablement les variables. Ce changement pourrait faire l'objet d'une autre étude.

Hypothèses

Dans le cadre de la présente analyse, nous avons dégagé trois hypothèses dont une plus générale et deux directement liées au sujet. La première hypothèse concerne spécifiquement notre objectif général qui se rapporte à la relation entre l'économie et le politique. La question des influences de la politique au sein d'un parti est complexe, car elle peut relever de plusieurs variables, dont les groupes de pression, l'opinion publique, les contraintes des États extérieurs, l'économie, la stratégie, etc. Elles ont toutes un point en commun; elles font référence à l'intérêt étatique. Dans la mesure où l'objectif premier de l'État - par l'entremise des partis politiques qui le gouverne - est de jouer un rôle déterminant dans les relations internationales, le gouvernement se doit d'avoir une croissance économique la plus forte possible. L'État est ainsi directement influencé par les changements des structures économiques dus aux ruptures de conjoncture. La première hypothèse est que les structures économiques ont une influence directe sur les politiques décisionnelles, mais aussi sur les composantes des différentes politiques des partis en général. En raison de l'interdépendance accrue des économies occidentales d'après-guerre et du caractère structurel de la crise, les États se doivent de trouver des solutions aux problèmes économiques.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 195.

Après sa reconstruction et sa modernisation, la France, vivant une croissance économique forte et la décolonisation, entre dans une phase de repli sur le plan européen. Toutefois, l'adhésion au Marché commun nécessite une restructuration de ses finances. En 1958, une dévaluation du franc permet une augmentation considérable des échanges et le succès de l'entrée en vigueur de la CEE en 1959. L'année 1962 marque l'indépendance de l'Afrique française, entre autre celle de l'Algérie, partenaire économique important de la France. Cette même décennie est marquée par une saturation du marché intérieur français. La situation économique commence à se dégrader. La crise économique de la fin des années 1960, accentuée par les chocs pétroliers, entraîne la France vers diverses stratégies. Au départ, elle tente de compenser sa dépendance énergétique avec la politique des grands contrats.⁶⁶ Avec l'échec de cette politique, elle adopte une stratégie européenne. Le commerce extérieur étant le moteur de la croissance économique, l'Europe devient un partenaire plus intéressant qu'auparavant. La France comprend l'importance de développer le marché européen. Ainsi, les changements structurels du commerce français ont un impact direct sur les politiques décisionnelles. Mais qu'en est-il des gaullistes?

L'objectif spécifique de cette étude, à savoir analyser et comprendre la politique européenne du RPR, nous amène nécessairement à nous interroger sur les causes d'un tel changement. Le général de Gaulle a toujours refusé de sacrifier la souveraineté française au profit d'une instance supranationale. Il n'était pas hostile à l'idée de l'Europe, mais il insistait sur le caractère coopératif que son administration devait

⁶⁶ Le RPR développe essentiellement des stratégies répandues à l'époque. La France tente de pallier sa balance commerciale négative avec les pays producteurs de pétrole en développant des projets d'infrastructure dit grands contrats.

prendre. La politique européenne du Général est un moyen de servir les intérêts de la France. Il s'agit d'une constante dans la politique gaullienne, même sous le RPR. Toutefois, depuis la présidence de Georges Pompidou, la position européenne des gaullistes évolue. Avec la création du RPR, les gaullistes deviennent plus favorables à l'intégration européenne. Or, cette évolution coïncide avec la fin de la croissance économique de l'après-guerre. L'hypothèse centrale de cette analyse est que les changements économiques de cette période ont une influence directe sur la politique européenne des gaullistes. Ils usent d'une certaine dose de pragmatisme en instrumentalisant l'Europe afin de servir la croissance économique. Ce pragmatisme découle des deux constatations majeures du parti : la stratégie de développer le commerce de la France avec le tiers-monde et les pays producteurs de pétrole est inefficace; la croissance passe par une modernisation des structures économiques, c'est-à-dire le développement des nouvelles technologies et une exportation des surplus agricoles par l'intermédiaire de l'Europe. De ce fait, l'intégration européenne permet de répondre aux problèmes de saturation du marché intérieur et de déficit de la balance commerciale de la France. Comment vérifier cette évolution?

La période étudiée est marquée par le fait particulier que les gaullistes ne sont pas au pouvoir la plupart du temps. Il s'agit de la première fois dans l'histoire de la V^e République. Cette situation est intéressante, car les gaullistes jouissent d'une certaine liberté quant à leurs positions politiques. Ils ne subissent pas les contraintes du pouvoir, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas gestionnaires de l'intérêt public. La dernière hypothèse est liée à cette observation. Étant donné que les gaullistes ont une marge de manœuvre considérable quant à leurs politiques exprimées, il est surprenant de noter une politique

favorable à l'intégration européenne, particulièrement dans le *JORF* qui contient les débats parlementaires. En effet, la logique d'opposition voudrait que les gaullistes dénoncent toute intégration favorisée par le gouvernement. Or ce n'est pas le cas. Cette hypothèse permet d'invalidier la question de la contrainte électorale dans le changement de position du RPR.

Organisation du mémoire

La division chronologique est favorisée pour l'organisation du mémoire, car elle permet de suivre l'évolution de l'économie française, de la conception économique du RPR et son rapport avec la politique européenne défendue.

Le premier chapitre concerne la consolidation du parti après la crise au leadership. La question du rassemblement du parti sous les thèmes gaulliens est au centre de ce chapitre. Les conceptions économiques et politiques sont utilisées afin de reconstruire l'unité du parti gaulliste. Le second chapitre s'oriente autour de la radicalisation de la politique européenne du RPR. Les conceptions économiques des gaullistes sont traitées afin de mettre en lumière leur relation avec la politique européenne.

Le troisième chapitre marque la rupture. Il s'agit du virage économique et politique du parti gaullien. Le RPR devient plus favorable à l'intégration européenne en même temps qu'il adopte une conception monétariste et néolibérale de l'économie. Le dernier chapitre est lié au troisième dans la mesure où il démontre la continuité du

changement de politique européenne. Le RPR au pouvoir applique les politiques qu'il a définies précédemment.

L'évolution de la politique européenne des gaullistes ne fait l'objet d'aucune étude. Les analyses actuelles de l'intégration européenne ne permettent pas d'expliquer ce changement au sein du RPR. L'objectif de ce mémoire est de combler cette lacune afin de contribuer à une explication de l'intégration européenne.

CHAPITRE 1 : La politique européenne du RPR : cohésion dans la continuité (décembre 1976 – novembre 1978)

Avec la création du RPR le 5 décembre 1976, les différentes factions de gaullistes sont de nouveau réunies au sein d'un parti. La lutte à la succession, suivant le décès de Georges Pompidou, ne laisse pas le mouvement intact. En plus de faire face à un problème de cohésion, le RPR doit élaborer son programme politique. La politique européenne ne subit pas de transformation majeure et sert même d'élément de rassemblement entre les gaullistes de la nouvelle génération et les gaullistes historiques⁶⁷. Les difficultés inhérentes de l'économie française qui pointent dès la fin des années 1960, accentuées par le choc pétrolier d'octobre 1973, rendent la question économique incontournable dans le programme du parti. Les mesures proposées résultent d'une conception traditionnelle des solutions à lui apporter. Le développement du commerce avec la CEE ne fait pas partie de la stratégie de croissance élaborée par le RPR. Sa politique européenne découle de la conception économique du parti qui vise essentiellement à trouver des solutions à l'égard du déficit énergétique. En plus des thèmes gaulliens de la politique européenne, la position du RPR à l'égard des projets clés de la CEE et leur lien avec l'économie doivent être étudiés.

⁶⁷ Les gaullistes historiques, aussi appelés les barons, représentent les compagnons du Général, c'est-à-dire ceux qui avaient une fonction gouvernementale au moment de sa présidence entre 1958 et 1969, et qui sont encore présents au RPR. Les principaux représentants sont Michel Debré, Maurice Couve de Murville, Jean Foyer, Robert-André Vivien, Alain Peyrefitte et Yves Guéna. Les nouveaux gaullistes sont issus de la génération de l'après-guerre. Ils n'ont pas connu la Résistance. Beaucoup ont fréquenté l'École nationale d'administration (ENA) et Polytechnique.

A) Rassemblement du RPR : conception gaullienne de l'Europe

À sa création, la cohésion du RPR s'effectue grâce à la conception partagée par les gaullistes historiques et les nouveaux gaullistes de la politique étrangère que doit mener la France. Les idées gaullistes sont respectées et défendues par l'ensemble des membres du parti. Au premier plan, le principe de l'indépendance nationale est récurrent dans les communications du parti et leurs interventions à l'Assemblée nationale.

La notion de l'indépendance de la France est le noyau dur de la politique étrangère sous de Gaulle qui a « une certaine idée de la France ». Cette notion est « [...] la traduction politique de la notion juridique de souveraineté, c'est la condition *sine qua non* pour exister sur la scène diplomatique. »⁶⁸ Elle redonne à la France la capacité de jouer un rôle important sur la scène internationale. Il faut comprendre que la France éprouve des difficultés au lendemain de l'Occupation et de la décolonisation. Lorsque de Gaulle arrive au pouvoir, il se donne pour mission de redorer le blason de la France afin qu'elle puisse redevenir un acteur incontournable sur le plan international. D'ailleurs, le Général définit lui-même ce qu'il entend par indépendance nationale en matière de politique étrangère :

« [...] notre indépendance nous conduit à mener une action conforme à ce qui est à présent notre conception, savoir : qu'aucune hégémonie exercée par qui que ce soit, aucune intervention étrangère dans les affaires intérieures d'un État, aucune interdiction faite à n'importe quel pays d'entretenir des relations pacifiques avec n'importe quel autre. »⁶⁹

⁶⁸ Maurice Vaïsse, *La grandeur : politique étrangère du général de Gaulle 1958-1969*. Paris, Fayard, 1998, coll. Pour une histoire du XXe siècle, p. 35.

⁶⁹ Allocution radiotélévisée de Charles de Gaulle, Paris, 27 avril 1965. Discours et Messages : tome IV, p. 355-356 cité de Charles de Gaulle, *Doctrines politiques : Recueil de déclarations et textes authentiques*, avec références de date, de lieu et de documents, classés par thème, sans analyse ni commentaire, constituant la doctrine politique du Général de Gaulle. Réalisé par André Astoux et Guy Sabatier. Monaco, Éditions du Rocher, 1992, p. 28.

La politique étrangère que propose le RPR est fidèle à ce principe. Le parti exige que la politique de la France s'oppose à une intervention des Etats-Unis sur le territoire européen et à l'intégration politique et militaire de l'Europe. Au congrès extraordinaire du RPR du 10 avril 1978, Michel Debré, Premier ministre de 1959 à 1962 et plusieurs fois ministres par la suite⁷⁰, exprime la ligne directrice du parti : « On ne peut pas appartenir au RPR si on accepte, d'une manière ou d'une autre, un transfert de la souveraineté nationale. »⁷¹ Malgré l'idée d'ouverture et de rassemblement⁷² présente dans le discours fondateur du parti, le concept d'indépendance reste le ciment du RPR.

Le nouveau parti gaullien reprend les idées du Général quant à la définition de ce qu'est l'indépendance. Le refus de céder la moindre part de souveraineté concerne tous les domaines, mais particulièrement celui de la défense et de la politique étrangère. Yves Guéna, député gaulliste de 1962 à 1981 et de 1986 à 1988, explique : « [...] il faut préciser que le choix de l'indépendance, cela signifie que la France ne doit plier devant aucune hégémonie, qu'elle n'accepte aucune intégration politique ou militaire, qu'il faut, en conséquence, renforcer toujours sa capacité de défense nucléaire. »⁷³ La France doit mener sa propre politique étrangère d'une manière autonome, tout en restant alliée au bloc de l'Ouest. D'ailleurs dans la publication expliquant le programme du parti, *Propositions pour la France*, le RPR insiste sur le fait que la France, en plus d'entretenir des relations avec l'Alliance atlantique, doit se concerter avec l'Union soviétique et les

⁷⁰ Il a occupé des postes clés dans le gouvernement, tels que ministre des Affaires étrangères, de l'Économie et des finances, et de la Défense nationale.

⁷¹ *Le Monde*, 11 avril 1978, p. 9.

⁷² En créant ce parti, Jacques Chirac reprend l'idée gaullienne de rassemblement. Comme le Général, il lance un appel au « peuple de France ». *Le Monde*, 9 décembre 1976, p. 9.

⁷³ *Journal officiel de la République française* (JORF), 8^e séance, no. 19, 21 avril 1977, p. 1267.

pays de l'Est européen.⁷⁴ Certes, le contexte n'est plus le même. Alors que de Gaulle faisait office de précurseur dans le domaine de la détente, ce concept est admis par l'ensemble des pays à l'époque où le RPR le défend. La continuité n'est tout de même pas à remettre en doute.

Le concept d'indépendance exige aussi que la France gère sa propre défense et mise toujours sur la capacité de dissuasion nucléaire nationale. À ce propos, le Général défend la possession de l'arme nucléaire par la France :

« Dans ces conditions, il est évident que, pour un pays, il n'y a pas d'indépendance imaginable s'il ne dispose pas d'un armement nucléaire, parce que, s'il n'en a pas, il est forcé de s'en remettre à un autre, qui en a, de sa sécurité et, par conséquent, de sa politique. »⁷⁵

Le RPR est fidèle à ce principe de défense nationale qui implique la dissuasion nucléaire. Malgré son respect des institutions de la V^e République, le parti refuse d'approuver le concept de sanctuarisation élargie⁷⁶ de Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la République. Dès sa création, le parti insiste sur le fait qu'une défense efficace repose sur la dissuasion nucléaire « relevant des seules autorités de la République ». ⁷⁷ Il défend la conception gaullienne de la sécurité française. La France doit pouvoir contribuer à sa propre défense si elle veut être indépendante et participer activement aux relations internationales. Le Général, tout comme le RPR, sont conscients que la France seule ne peut rivaliser avec les deux blocs. Pour ce faire, elle

⁷⁴ Rassemblement pour la République, *Propositions pour la France*, présenté par Jérôme Monod, Paris, Stock, 1977, p. 215.

⁷⁵ Discours à l'École militaire, Paris, 15 février 1963. *Discours et Messages* : Tome IV, p.85 à 87 cité de Astoux et Sabatier, *op. cit.*, p. 61.

⁷⁶ Le concept de sanctuarisation élargie garantit que la France met la dissuasion nucléaire au service de la protection de la RFA. Il est accompagné d'une plus grande coopération avec l'OTAN. Ce concept constitue une ouverture à la participation militaire de la France à la stratégie de riposte graduée de l'OTAN.

⁷⁷ *Le Monde*, 9 décembre 1976, p. 9.

doit coopérer avec les autres pays membres de la CEE, mais le projet européen ne doit en aucun cas impliquer une intégration politique. Les gaullistes considèrent que l'indépendance de la France passe par l'indépendance de l'Europe, c'est-à-dire par une « Europe européenne ».

L'Europe que propose le RPR respecte la stratégie européenne de De Gaulle. La CEE est instrumentalisée et elle sert les intérêts de la France.⁷⁸ Le Général n'était pas anti-européen, mais la CEE ne devait pas dépasser les cadres qu'il lui avait fixés. Elle doit permettre à la France d'accomplir sa vocation sur la scène internationale. La place de l'Europe dans la stratégie du RPR est identique, même si les intérêts de la France ont évolué en raison du contexte international. D'ailleurs, le RPR veut renforcer les « solidarités européennes », car « la Communauté pèse sur la scène internationale très exactement le poids de son unité ».⁷⁹ L'Europe unifiée fait référence au bloc intermédiaire que voulait créer le Général de Gaulle, la troisième voie possible face aux deux géants de la Guerre froide. Jacques Chirac affirme que « si l'Europe reste divisée, elle sera dans quinze ou vingt ans l'homme malade du monde ».⁸⁰ L'Europe est une nécessité afin que la France soit indépendante et ait une influence sur le monde. Toutefois, le renforcement de l'unité européenne passe par la coopération entre les pays membres de la CEE, et non par l'intégration européenne.

⁷⁸ Edmond Jouve, *Le général de Gaulle et la construction de l'Europe (1940-1966)*, tome 1. Paris, L.G.D.J., 1967, coll. Bibliothèque constitutionnelle et de science politique, # 25, p. 721.

⁷⁹ RPR, Propositions pour la France, *op. cit.*, p.214.

⁸⁰ *JORF*, 61^e séance, no. 55, 16 juin 1977, p.3806.

La politique européenne du Général a toujours été orientée en fonction du refus de remettre une part de souveraineté à une instance supranationale, conformément à sa politique d'indépendance de la France. Il propose une coopération des États européens dans les domaines politique, économique, culturel et de la défense. Cette coopération se fait sous la forme de discussion entre les chefs d'État ou de gouvernement qui restent tout de même maîtres de leur décision.⁸¹ D'ailleurs, le RPR propose en 1961 le Plan Fouchet de coopération européenne qui organise l'Europe en confédération d'États souverains. Même si le plan est un échec, la question de la coopération reste présente chez le Général. À son congrès extraordinaire du 12 juin 1977, le RPR réaffirme la position gaulliste du parti à propos de la construction européenne. Jacques Chirac explique :

« Ce que nous voulons, c'est une Europe indépendante et confédérale : indépendante, c'est-à-dire que l'Europe doit refuser l'hégémonie des deux superpuissances et défendre ses propres intérêts; confédérale, car [...] il n'est pas sérieux qu'on puisse mettre en cause notre souveraineté et notre indépendance. »⁸²

L'organisation de l'Europe doit prendre la forme d'une association des peuples. Les États doivent collaborer et tenter de se concerter au sujet de leur politique étrangère, de l'économie et de la défense, mais ils ne doivent pas créer d'institutions permettant l'intégration et ainsi, perdre leur souveraineté. L'ensemble du parti partage les vues confédérales de l'organisation européenne que le Général défendait et s'entend pour définir les rôles que la CEE doit remplir.

⁸¹ Charles de Gaulle, *Discours et Messages*. Tome III: Avec le renouveau (1958-1962), Paris, Plon, 1970, p. 245.

⁸² *Le Monde*, 14 juin 1977, p.9.

Au cours de sa présidence, de Gaulle émet des réserves quant à l'intégration européenne, mais il n'est pas anti-européen pour autant. Alain Prate, conseiller économique et financier du Général, affirme que la période de 1958 à 1969 est, au contraire, celle où les progrès furent le plus rapides.⁸³ En plus d'accélérer la mise en place du Marché commun et de contribuer à la création de la PAC, il a posé les balises de l'entente franco-allemande. Le RPR tient à ce que son action européenne soit conforme aux réalisations de De Gaulle et il entreprend aussi des innovations dans le même sens. Maurice Couve de Murville, ancien ministre des Affaires étrangères sous de Gaulle entre 1958 et 1968 et membre du RPR, propose une définition de l'Europe. Il explique que l'Europe est fondée sur trois éléments fondamentaux : « une série d'accords [...] qui ont créé l'union douanière et la politique agricole [...] une solidarité d'intérêt et de pensée [...] et un effort de coopération [...] dont [dans le domaine de] la politique étrangère [...] »⁸⁴. Concrètement, le parti exprime son attachement aux réalisations européennes du Général en les défendant sur la scène politique. Dans *Proposition pour la France*, le RPR explique que la France doit renforcer « l'Europe européenne » en « maintenant ce qui a été acquis », c'est-à-dire la PAC, l'union douanière et le tarif extérieur commun.⁸⁵ Malgré le fait que la défense des réalisations de De Gaulle soit au centre de la politique européenne du parti, il n'est pas aussi dynamique dans ces projets de construction européenne. On ne peut pas parler de rupture avec le Général, car le parti n'est pas au pouvoir à ce moment et il n'a pas de pouvoir décisionnel.

⁸³ Alain Prate, « Le général de Gaulle et la construction européenne » dans *De Gaulle en son siècle. Actes des Journées internationales tenues à l'Unesco, Paris, 19-24 novembre 1990, tome 5 : Europe*, Paris, La Documentation française, Plon, 1992, coll. Espoir, p.71.

⁸⁴ *JORF*, 38e séance, no. 89, 2 novembre 1978, p.6904.

⁸⁵ RPR, *Propositions pour la France*, op. cit., p. 213.

La conservation des acquis communautaires est défendue, certes en fonction de l'héritage gaullien, mais surtout pour des raisons économiques. Édouard Balladur, membre du RPR et ministre de l'Économie, des Finances et de la Privatisation sous le gouvernement Chirac de 1986 à 1988, affirme que « le gaullisme est un pragmatisme »⁸⁶. Le gaullisme s'adapte à la réalité économique de la France. Malgré son opposition au Traité de Rome lors de sa négociation, le Général accepte le Marché commun quand il arrive au pouvoir en 1958. La construction européenne n'est pas une fin en soi pour de Gaulle, mais elle est utile « afin de contraindre son économie à se rénover ».⁸⁷ Raymond Poidevin, historien, explique que le Général « [...] entend moderniser l'économie française afin d'en faire l'un des piliers du développement économique de la France⁸⁸ ». Ce développement passe par la CEE, surtout avec l'instauration de la PAC, qui lui fournit un marché pour l'agriculture française. La PAC lui assure une certaine protection face à la concurrence extérieure grâce à la préférence communautaire. Le RPR constate que le contexte économique national et international n'est pas favorable aux intérêts de la France. Il avance que le progrès européen passe par la préservation des acquis et par « des politiques conjoncturelles » concernant « la situation dramatique que connaissent tous les pays européens, notamment en matière d'emploi ».⁸⁹ Il vise des politiques d'ordre conjoncturel et non structurel, ce qui informe sur la réticence du parti à adopter des mesures économiques plus contraignantes, telles l'harmonisation des législations. L'Europe n'est pas une stratégie

⁸⁶ Édouard Balladur, *Dictionnaire de la réforme*, Paris, Fayard, 1994, p. 173 cité de Andrew Knapp, *Le gaullisme après de Gaulle*, Paris, édition du Seuil, 1996 (1994), coll. Science politique, p. 732.

⁸⁷ Maurice Vaïsse, « Changement et continuité dans la politique européenne de la France », dans *Georges Pompidou et l'Europe*. Association Georges Pompidou. Bruxelles, éd. Complexe, 1995, p.31.

⁸⁸ Raymond Poidevin, « Les problèmes économiques liés à la construction européenne » dans *De Gaulle en son siècle. Actes des Journées internationales tenues à l'Unesco, Paris, 19-24 novembre 1990*, tome 5 : Europe, *op. cit.*, p. 174.

⁸⁹ *JORF*, 61^e séance, no. 55, 15 juin 1977, p.3807.

de long terme pour le parti à cette époque. Toutefois, on ne peut pas conclure à une rupture dans la politique européenne, car le RPR, tout comme de Gaulle l'a fait à son époque, adapte sa politique en fonction du diagnostic qu'il fait du contexte international et de l'économie française.

Sur le plan théorique, la politique européenne du RPR s'inscrit en continuité de la politique gaullienne. L'indépendance nationale est à la base de « l'Europe européenne » du Général et du parti gaullien de l'époque. Le contexte international a changé avec la fin de la croissance d'après-guerre, mais le RPR reste fidèle aux conceptions européennes traditionnelles. Cet attachement permet aux barons et aux nouveaux gaullistes de se rejoindre au sein du rassemblement. Il reste à vérifier si cette continuité se reflète sur le plan de leur position quant aux événements clés de la construction européenne de la période étudiée.

B) Position du RPR à l'égard des projets européens

La période de 1976 à 1978 est marquée essentiellement par les débats concernant l'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne et l'élargissement possible de l'Europe à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne. Le RPR, étant dans l'opposition, n'a pas de pouvoir législatif. Il propose tout de même la coopération énergétique et industrielle des pays européens afin de réduire la dépendance énergétique et d'augmenter la compétitivité de l'Europe dans l'optique des intérêts de la France. Sa position à propos des projets européens concrets est conforme à son discours théorique sur l'Europe. Il évalue les projets européens en fonction des

principes de la pensée gaullienne. Sa fidélité aux idées du Général se reflète dans sa position européenne.

Avant d'expliquer la position européenne du RPR à l'égard de l'élection au suffrage universel du Parlement européen, il faut comprendre la position de Jacques Chirac à ce propos lors de son premier mandat de Premier ministre à Matignon. Les gaullistes dans l'opposition doivent redéfinir leurs discours et leurs actions. La perte de l'Élysée en 1974 crée de grands problèmes logistiques au parti gaullien de l'époque, l'Union des démocrates pour la République (UDR). De 1974 à 1976, Serge Bernstein évoque un « gaullisme subordonné »⁹⁰ pour définir la particularité de cette période. Jacques Chirac devient le Premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing, ce qui ne fait pas l'unanimité au sein du parti gaulliste. En fait, le problème étant que le gaullisme implique un respect des institutions de la V^e République, cela mène à un respect des politiques présidentielles en matière de politique étrangère. Dans ce contexte, Jacques Chirac apporte son soutien au Président quant à l'élection d'un Parlement directement élu à l'échelle européenne.⁹¹ Ce soutien doit être compris dans son contexte. La situation en 1974 est totalement nouvelle pour les gaullistes. Ils doivent revisiter les concepts gaulliens, car le gaullisme ne prévoit pas de solutions pour ce type de situation. Ainsi, au départ, le futur chef du RPR considère que le respect de l'autorité de l'exécutif est prioritaire. Compte tenu que les institutions ont acquis unanimement la légitimité, il se permet alors, par la suite, de critiquer le chef de l'État et le gouvernement.

⁹⁰ Serge Bernstein, *Histoire du gaullisme*, Paris, Perrin, 2002 (2001), collection Tempus, p. 408.

⁹¹ Knapp, *op. cit.*, p. 761.

Le concept d'indépendance est au premier plan du programme du RPR. Ce concept, défini précédemment, implique que la France ne cède pas de sa souveraineté à un parlement supranational. Le Général de Gaulle a accepté le Traité de Rome pour des questions économiques et parce qu'il n'implique pas l'intégration politique. L'Assemblée européenne, prévue par le traité, ne dispose d'aucun pouvoir législatif et ses membres sont désignés par les parlements nationaux. La modification proposée par Giscard d'Estaing remet en question la nomination des parlementaires européens. Le mode de scrutin est un enjeu considérable pour les gaullistes, car une élection au suffrage universel légitime le Parlement d'un point de vue politique. Selon les principes de la démocratie représentative, le peuple, en léguant son pouvoir de se gouverner à des élus, autorise ceux-ci à prendre des décisions à leur nom. La politique européenne des gaullistes ne permet pas une réforme que Jacques Chirac qualifie « d'illusoire et dangereuse ».⁹²

Le RPR s'oppose à ce que ce mode de scrutin soit régional, car il s'agirait de renier l'existence du peuple français au profit d'un peuple européen.⁹³ Avec l'adoption imminente du suffrage universel au niveau européen, le RPR tente de limiter le pouvoir du mode de scrutin. Il vote pour l'amendement no. 2 précédent l'article 1 qui stipule que « le mode d'élection des représentants français est et demeurera de la compétence exclusive du Parlement français ».⁹⁴ Cet amendement permet à la France d'exercer un certain contrôle quant à l'élection européenne. Le parti espère ainsi empêcher l'élection de type régional. Il préfère que l'élection des députés soit de type proportionnel, ce

⁹² *Le Monde*, 14 juin 1977, p.9.

⁹³ *Le Monde*, 20 décembre 1976, p. 10.

⁹⁴ *JORF*, 66^e séance, no. 58, 23 juin 1977, p. 3993.

qu'il obtient. Toutefois, l'élection au suffrage universel du Parlement européen pose des problèmes beaucoup plus importants aux gaullistes, ce qui renvoie au concept d'indépendance à la base même de leur politique.

La principale crainte du RPR est qu'une Assemblée européenne élue avec ce type de suffrage essaie d'acquérir des compétences appartenant aux parlements nationaux. Michel Debré dénonce les dangers de cette élection en rappelant que cette assemblée, « [...] le premier jour où elle s'est réunie, a décidé de devenir une assemblée préconstituante ».⁹⁵ Cet exemple démontre, selon lui, « [...] à quel point une assemblée multinationale peut rapidement aller au-delà des affirmations les plus solennelles des gouvernements et des traités ».⁹⁶ Le parti appréhende le fait qu'une assemblée à suffrage universel pourrait accroître ses pouvoirs et tenter de devenir législative. Jean Valleix, député de la Gironde de 1967 à 2002, précise qu'il « [...] est évident que nous ne pouvons pas admettre que, par une sorte d'enchaînement fatal, l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel entraîne l'élargissement de ses pouvoirs ».⁹⁷ Le parti refuse l'intégration politique. D'ailleurs, Jacques Chirac est clair concernant le refus d'admettre une quelconque supranationalité :

« Seuls les chefs d'États et de gouvernement, qui incarnent l'autorité de chacune des nations membres, sont réellement en mesure de faire avancer l'ensemble européen. L'Europe sera d'abord confédérale, c'est-à-dire respectueuse des identités et des souverainetés nationales ou elle ne sera pas. »⁹⁸

Cette déclaration de Jacques Chirac démontre que le RPR tente de préserver la conception gaullienne de l'Europe. Un Parlement européen ayant un pouvoir législatif

⁹⁵ *JORF*, 13^e séance, 21 avril 1977, p. 1959.

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ *JORF*, 39^e séance, 3 novembre 1978, p. 6928.

⁹⁸ *Le Monde*, 20 décembre 1976, p. 10.

entre en conflit avec la conception européenne du Général, car il s'agit d'un abandon de souveraineté à une instance supranationale. Toutefois, il faut noter que cela ne signifie pas que les gaullistes refusent la construction européenne; c'est la forme que prend cette construction qu'ils refusent. Comme de Gaulle, le parti gaulliste n'est pas anti-européen. Il propose même certaines politiques communes dans l'intérêt de la France.

La dépendance énergétique de la France, qui s'est avérée à l'époque du charbon, se perpétue lorsque la principale source énergétique devient le pétrole. La nouveauté est que le pétrole n'est plus bon marché comme il l'était auparavant. En 1972, avant le premier choc pétrolier, la France avait un déficit commercial de 1237 millions de dollars avec les pays pétroliers du Moyen-Orient. En 1977, ce déficit passe à 6629 millions de dollars vis-à-vis de ses partenaires fournisseurs de pétrole.⁹⁹ La France doit trouver des solutions à ce problème qui affecte non seulement sa balance commerciale, mais aussi l'inflation. Dans cette optique, le RPR considère que la dépendance énergétique de la France est un des problèmes de la croissance économique. Jérôme Monod, alors secrétaire général du RPR, annonce que le parti est pour le développement de l'énergie nucléaire et le programme français de surrégénérateur.¹⁰⁰ Le parti mise sur l'énergie nucléaire pour remplacer une partie de la consommation de pétrole, comme cela s'est fait pour le pétrole et le charbon lors de la modernisation de l'équipement industriel français auparavant.

⁹⁹ D'ailleurs, 72 % des importations de pétrole de la France proviennent des pays pétroliers du Moyen-Orient, soit 9300,5 millions de dollars sur un total de 12 861,1. OCDE, *série B : commerce extérieur par produits*, 1977.

¹⁰⁰ *Le Monde*, 30 septembre 1977, p. 11.

La coopération avec la CEE dans le domaine de la politique énergétique est essentielle au RPR s'il veut mettre son programme en place. Le RPR propose une politique commune énergétique dans *Propositions pour la France*.¹⁰¹ Elle correspond à la pensée gaullienne dans la mesure où la France cherche à combler ses besoins nationaux à travers la CEE. Toutefois, la France n'est pas le seul pays à avoir cet intérêt, ce qui rend plus facile pour le RPR la défense de ses idées d'un point de vue européen. Par ailleurs, le RPR considère que l'indépendance de l'Europe implique que celle-ci soit forte sur le plan économique.¹⁰² La politique commune de l'énergie permet de désengorger l'ensemble de l'économie de la France et de l'Europe si elle est adoptée; toutefois, elle ne l'est pas. Ce projet s'inscrit dans la conception d'Europe européenne des gaullistes qui leur permet de jouer un rôle actif sur la scène internationale.

En réalité, la crise économique en France n'est pas une conséquence des chocs pétroliers. En fait, le premier choc pétrolier fut le déclencheur d'une crise latente en France. En raison du caractère structurel de la crise, le RPR élabore une politique afin de pallier le déficit commercial grandissant; il s'agit de la politique industrielle commune. Cette politique vise à développer de nouvelles technologies, par la recherche et la formation, en collaboration avec les pays membres de la Communauté économique. Le parti insiste sur le fait que la CEE doit obtenir sa part de marché dans le secteur des technologies de pointe, notamment dans le secteur de l'informatique et de

¹⁰¹ RPR, *Propositions pour la France*, *op. cit.*, p. 214.

¹⁰² *Ibid.*

l'aéronautique.¹⁰³ Il base ce diagnostic sur la nouvelle concurrence des pays du tiers-monde qui bénéficient « d'une main-d'œuvre abondante, bon marché et sans protection sociale ». ¹⁰⁴ Pour le RPR, la concurrence des pays en voie de développement constitue une cause de la crise qui sévit dans le monde industrialisé, car ils peuvent produire les biens de consommation et d'équipement à un coût moins élevé. C'est à partir de cette prémisse que le parti propose la politique industrielle commune.

La concurrence des pays industrialisés est forte dans le domaine des nouvelles technologies. L'Europe doit s'unir afin d'y pallier. Le parti réitère qu'une croissance économique soutenue est la condition sine qua non à une Europe indépendante, donc à une France indépendante. Jean-Noël de Lipkowski, député gaulliste de Charente-Maritime de 1962 à 1973 et de 1978 à 1997, expose cette motivation :

« À force de n'avoir ni politique énergétique ni politique industrielle commune digne de ce nom, à force de laisser les États-Unis porter de mauvais coups aux industries de pointe des États membres de la Communauté, comme dans le domaine de l'aéronautique, nous mettons en cause l'existence même de l'Europe et son influence dans le monde. »¹⁰⁵

La politique européenne de l'industrie sert à réduire les coûts de la recherche, faire face à la concurrence américaine et contribuer à l'indépendance de l'Europe sur le plan économique, ce qui permettrait à la France d'être un acteur incontournable dans les relations internationales.

En plus de son rôle politico-stratégique, l'Europe doit servir les intérêts économiques de la France, selon les gaullistes. Avec l'adoption de la politique agricole

¹⁰³ RPR, Propositions pour la France, *op. cit.*, p. 214.

¹⁰⁴ *Le Monde*, 4 mars 1978, p. 10.

¹⁰⁵ *JORF*, 7^e séance, 21 avril 1978, p. 1243.

commune, le secteur agro-alimentaire dans le commerce extérieur de la France prend de l'importance, particulièrement avec les pays de la CEE. En 1967, les exportations de ce type de produit augmentent de 203 % vers la CEE comparativement à 87 % envers le monde.¹⁰⁶ D'ailleurs, une des craintes du général de Gaulle était que l'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE nuise aux intérêts agricoles de la France. Harold Macmillan, alors Premier ministre du pays candidat, voulait obtenir des dérogations au Traité de Rome afin de pouvoir introduire les produits agro-alimentaires du Commonwealth dans le commerce avec la CEE. Le Général ne pouvait admettre un tel changement de nature.¹⁰⁷ Les exportations françaises vers l'Europe, bénéficiant de la préférence communautaire de la PAC et de la faible concurrence agricole, permettent à la France de dynamiser son commerce extérieur. Elle n'entend ne pas perdre ses parts de marché en Europe.

Avec la crise économique qui sévit depuis 1974, le RPR recourt au même type d'argument dans son refus de l'élargissement de la Communauté à la Grèce, à l'Espagne et au Portugal. Toutefois, il faut comprendre que la question de la conjoncture économique de la France et de la structure même des économies des pays candidats est au cœur du refus du parti. Même s'il utilise l'argument de la contradiction entre

¹⁰⁶ L'augmentation se calcule par rapport à 1959 année de restructuration majeure de l'économie de la France par le général de Gaulle. OCDE, *série B : commerce extérieur par produits*, 1967.

¹⁰⁷ Gérard Bossuat, «Le choix de la petite Europe par la France (1957-1963), Une ambition pour la France et pour l'Europe», *Relations internationales*, no. 82, été 1995, p. 229. La conclusion de l'auteur précise toutefois que la conjoncture économique ne joue pas un rôle majeur dans le refus de la part de la France à l'adhésion de la Grande-Bretagne. La conjoncture permet surtout à la France d'avoir une certaine crédibilité afin de tenter sa politique européenne. *Ibid.*, p. 235. Il faut dire que nous ne sommes pas en accord avec sa conclusion. Nous sommes plutôt d'avis que le Général craignait véritablement la concurrence agricole des pays du Commonwealth et la remise en cause de la PAC nécessaire à l'économie de la France. Le Royaume-Uni affectant ainsi le commerce agro-alimentaire de la France en raison de la concurrence des produits provenant de ses anciennes colonies.

l'approfondissement et l'élargissement européen¹⁰⁸, il ne se cache pas pour faire état de ses craintes quant à la concurrence agro-alimentaire de ces pays, particulièrement celle de l'Espagne. Le problème est que l'Espagne a une agriculture méditerranéenne, ce qui donne des soucis à la France dans la mesure où elle cultive le même type de produits. Jacques Chirac dénonce l'entrée de la péninsule ibérique dans la CEE, car elle va « [...] créer une perturbation profonde et probablement définitive des structures de production agricole de la France du Sud. »¹⁰⁹ Contrairement à la période de la création du Marché commun, les pays qui veulent s'associer à la Communauté sont des économies concurrentes. Le RPR fait le calcul que la France ne gagne pas, en termes d'avantage comparatif¹¹⁰, à admettre ces pays. Il faut dire que la France exporte 70,5 %¹¹¹ de ses produits agro-alimentaires vers la CEE. L'agriculture représente 15,8 % de son commerce total avec la Communauté, comparativement à 11,3 % au niveau mondial, ce qui dénote l'importance du secteur à l'échelle européenne. Il est essentiel pour conserver le dynamisme du commerce extérieur de la France.

Dans ce contexte de crise économique, le parti développe la stratégie de protéger les parts de marché de la France dans une Europe qui commence à connaître la surproduction. La concurrence espagnole n'est pas perçue comme un stimulant à la croissance du commerce extérieur, mais plutôt comme une menace. Selon Chirac,

¹⁰⁸ À ce sujet, Jacques Chirac déclare : « L'Europe a progressé tant que nous étions six, stagné depuis que nous sommes neuf. À douze, les institutions ne seraient pas adaptées. Il y a une contradiction entre la volonté d'élargir et celle de renforcer l'Europe. » *Le Monde*, 24 octobre 1978, p.10.

¹⁰⁹ *Le Monde*, 11 juillet 1978, p.7.

¹¹⁰ Cette théorie, énoncée par David Ricardo, veut que, dans le cadre du libre-échange, les pays développent un champ de spécialisation selon leur avantage comparatif. Cette théorie est toutefois controversée en raison du caractère imparfait de la concurrence mondiale. Voir à ce sujet : Bernard Lassudrie-Duchêne et Deniz Ünal-Kesenci, « L'avantage comparatif, notion fondamentale et controversée » dans *L'économie mondiale 2002*, CEPII, Paris, La Découverte, coll. Repères, p. 99.

¹¹¹ OCDE, *série B : commerce extérieur par produits*, 1977.

l'élargissement de la CEE à l'Espagne provoquerait nécessairement « [...] l'invasion de notre territoire par des vins et des légumes [espagnols] », ce qui entraînerait « [...] une concurrence sérieuse en raison des coûts d'exploitation et de la qualité de ses produits ». ¹¹² Les exportations agro-alimentaires de l'Espagne vers la CEE comptent pour 60,6 % ¹¹³ de ses exportations totales envers ce marché. Toutefois, ce qui inquiète le RPR c'est le fait que l'Espagne produit pour la Communauté 1026 millions de dollars de fruits et légumes, comparativement à 676,3 pour la France et 389,2 pour la Grèce. La part des fruits et légumes dans les exportations agricoles totales de la France vers la Communauté est de 13,3 %. Le parti gaulliste craint que la production espagnole n'augmente et que la France ne perde ses parts de marchés en Europe. L'élargissement à la Grèce soulève moins de débats dans la mesure où, même si elle exporte des produits qui font concurrence à ceux de la France, elle ne représente pas une rivale sérieuse. Avec 773,5 millions de dollars de productions agro-alimentaires totales, elle n'atteint que le dixième des 7187 millions produits en France. Pour le RPR, l'Espagne représente une menace pour l'économie de la France qui connaît déjà des revers sur le plan du solde de sa balance commerciale. Selon le raisonnement économique du parti, l'entrée de ce pays dans la Communauté n'apporterait pas d'avantages à l'économie de la France. Le RPR soutient donc qu'elle n'est pas souhaitable, ce qui est conforme à la politique gaulliste sur l'Europe.

En conclusion, puisque la notion d'indépendance est au centre du discours gaulliste de l'époque, le parti refuse l'élection au suffrage universel de l'Assemblée

¹¹² Le Monde, 4 juillet 1978, p.7.

¹¹³ OCDE, *série B : commerce extérieur par produits*, 1977.

européenne. Il craint qu'elle ne s'approprie les compétences des parlements nationaux en plus d'entériner l'existence d'un peuple européen au détriment des Nations. Il poursuit la construction de l'Europe en proposant une coopération énergétique et industrielle afin de réduire le déficit pétrolier de la France et de moderniser les industries françaises. Il refuse l'élargissement de l'Europe au Portugal, mais surtout de l'Espagne, car, selon le RPR, il constitue un danger pour les parts de marchés agro-alimentaires de la France qui est dépendante de ses exportations européennes. Il reste à déterminer si sa position par rapport aux enjeux clés de la construction européenne est déterminée par sa conception économique et des stratégies que doit préconiser la France.

C) Conception économique et politique européenne

À cette époque, malgré la stagflation¹¹⁴, la France tente d'appliquer des solutions conjoncturelles selon la théorie keynésienne qui vise à combattre le chômage. Le RPR, tout en restant fidèle à la conception gaullienne de l'économie, propose des solutions traditionnelles à la crise économique. Comme la politique européenne doit servir les intérêts de la France, le parti l'oriente en fonction de sa stratégie économique qui n'inclut pas l'Europe.

La crise économique qui sévit au cours des années 1970 et 1980 est de nature structurelle, c'est-à-dire que c'est le mode de fonctionnement même de l'économie qui est en cause. Certes, elle est mondiale, mais l'on peut affirmer que la France est l'un des

¹¹⁴ Situation économique où se développent à la fois le chômage et l'inflation, ce qui rend impossible l'application des théories keynésiennes qui se basent sur l'observation que ces deux phénomènes ne peuvent pas co-exister.

pays les plus durement touchés, car ses structures industrielles, économiques et sociales sont particulièrement vulnérables. Dans l'historiographie, il existe un débat quant aux causes de cette crise. Sophie Chauveau émet l'explication que la crise a trois causes principales : le désordre monétaire émanant de la fin du système de Brettons Wood, les tendances inflationnistes en France qui découlent de la progression des salaires et de l'endettement des entreprises, ainsi que la crise pétrolière qui sert de catalyseur aux problèmes structurels.¹¹⁵ Ainsi, cette auteure insiste sur le rôle des structures économiques et sociales qui sont déficientes dès les années 1960. Les entreprises françaises sont fortement endettées et, de par la tradition sociale de la France, les salaires sont élevés, ce qui expliquerait la forte inflation en France. Pour Robert Boyer, l'un des principaux théoriciens de la théorie de la régulation, les ruptures monétaires et pétrolières sont des déclencheurs de la crise, mais la cause première est l'épuisement du modèle fordiste.¹¹⁶ La consommation de masse de biens durables s'épuise, car les ménages sont bien équipés. L'auteur explique que la crise est une période de transition vers la nouvelle révolution industrielle. Son hypothèse est confirmée par le retournement technologique que connaît le monde occidental. Les nouvelles technologies représentent un facteur de croissance pour les pays qui les développent. Toutefois, les historiens ont un certain recul pour analyser la crise, ce que les gaullistes n'avaient pas à l'époque. Ils tentent donc de résoudre les problèmes économiques avec une stratégie keynésienne, ce qui est la norme depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

¹¹⁵ Sophie Chauveau, *L'économie de la France au XXe siècle*, Paris, Armand Colin, 2003 (2000), p. 91 à 94.

¹¹⁶ Robert Boyer, *Accumulation, inflation, crises*, 2^e édition, Paris, PUF, 1983 (1978), p.25. Au sujet de la théorie voir : Robert Boyer, *Théorie de la régulation, 1. Les fondamentaux*, Paris, La Découverte, 2004, 123 p. (collection Repères).

Depuis le début de la crise économique, la France connaît une croissance du produit intérieur brut (PIB) ralentie, mais constante. De 1976 à 1979, le PIB croît, en moyenne de 3,8 % par année.¹¹⁷ Cette croissance n'est pas celle que la France a connue lors de la prospérité d'après-guerre, qui était de l'ordre de 5,7 %¹¹⁸, mais la situation est encore modérée malgré la rupture. Le taux de chômage dans la population active est en moyenne de 4,8 % pour la période de 1976 à 1978 et l'inflation se situe autour de 9,2 %.¹¹⁹ Ces indicateurs démontrent qu'il y a une rupture, toutefois la situation est encore supportable. Le RPR émet son diagnostic de la crise économique qui sévit en fonction de la conjoncture. Sa proposition de politique énergétique européenne va d'ailleurs dans ce sens. Maurice Couve de Murville propose de régler la situation monétaire, car il affirme que « [...] la crise se prolongera aussi longtemps que l'on n'aura pas guéri ses causes, c'est-à-dire la maladie de la monnaie, à commencer par celle du dollar. »¹²⁰ La fin du système de Bretton Wood et la sortie du franc du système monétaire européen provoquent l'inflation et le parti désire restaurer la situation antérieure afin de retrouver la croissance. Sa conception des solutions à apporter à la crise est fidèle aux règles de l'économie keynésienne de l'État-providence.

Durant cette période, Raymond Barre, Premier ministre d'août 1976 à mai 1981, tente de mettre en place un plan de lutte contre l'inflation afin de défendre la monnaie et

¹¹⁷ François Caron, *Histoire économique de la France XIXe et XXe siècle*, 2^e édition revue et augmentée, Paris, Armand Colin, collection U, 1995 (1981), p. 325.

¹¹⁸ Moyenne de 1960-1972. Communauté économique européenne, Direction des affaires économiques et financières, « Rapport économique annuel 1980-1981 », *Économie européenne*, no. 7, novembre 1980, p. 22.

¹¹⁹ *Ibid.*

¹²⁰ *JORF*, 42^e séance, no. 98, 9 novembre 1977, p. 7156.

la balance des paiements après l'échec des politiques de « stop-and-go »¹²¹ entreprises sous le premier gouvernement Chirac. Le RPR reste fidèle à sa perception de la crise et ses conceptions keynésiennes. La priorité pour le parti est de combattre le chômage. D'ailleurs, Jacques Chirac insiste pour que le gouvernement donne la priorité « [...] à la recherche du plein emploi sur la lutte contre l'inflation. »¹²² La motivation électorale n'explique pas cette position du RPR. Bien que la lutte contre le chômage constitue un argument électorale de taille, le parti est fidèle à la conception gaullienne¹²³ de l'économie et sa position postérieure prouve que sa conception n'est pas motivée par l'opportunisme électorale. Les gaullistes changent leur conception de l'économie non pas quand ils sont au pouvoir, mais vers la fin de 1982, un peu avant leur changement de position à propos de l'intégration européenne¹²⁴, quand ils se rendent compte que les solutions qu'ils proposent sont inefficaces. Cette conception est tout à fait keynésienne dans la mesure où la priorité de Keynes est de combattre le chômage et les inégalités de revenus afin d'empêcher la rupture de la cohésion sociale.¹²⁵ Le chômage est prioritaire dans leur conception, car ils considèrent que c'est lui qui est inflationniste.¹²⁶ En proposant de combattre le chômage, le RPR considère que l'inflation se résorbera en même temps que celui-ci, ce qui est tout à fait keynésien.

¹²¹ Plan de soutien à l'économie adopté à l'automne 1975 qui se caractérise par des mesures à court terme pour relancer la consommation, diminuer le chômage et l'inflation. Les mesures sont néo-keynésiennes. Le plan est un échec; le franc sort du serpent monétaire en mars 1976.

¹²² *Le Monde*, 9 mai 1977, p. 21.

¹²³ Nous traiterons ce point plus tard.

¹²⁴ Voir chapitre 3.

¹²⁵ Pour la définition du keynésiannisme voir Michel Beaud et Gilles Dostaler, *La pensée économique depuis Keynes*, édition abrégée, Paris, éd. du Seuil, 1996 (1993), p. 75.

¹²⁶ *Le Monde*, 27 juin 1978, p. 8.

Le RPR est influencé par les idées keynésiennes dans les solutions qu'il apporte à la crise, idées que de Gaulle lui-même avait adoptées. Toutefois, le Général les avait adaptées à sa politique d'indépendance, l'économie étant au service de la politique étrangère. Dans *Propositions pour la France*, le parti explique : « De notre capacité à sortir de la crise en nous forgeant une autre prospérité dépendront notre rang dans le monde et notre indépendance [...] »¹²⁷. La sortie de la crise passe par la lutte contre le chômage qui dépend de la croissance du PIB, thème cher au Général. Jacques Chirac insiste sur le caractère « impératif de la croissance »¹²⁸ de l'ordre de 5 à 6 % par an dans le but d'éliminer le chômage¹²⁹. Le président du RPR fait le calcul que si la richesse produite sur le territoire augmente dans un temps donné, le chômage se résorbera, car les entreprises auront besoin de main-d'œuvre. Chirac précise que cette croissance passe par une « relance des investissements [...] pour les équipements nationaux [...] comme les bâtiments et les travaux publics »¹³⁰. Il s'agit de mesures keynésiennes d'intervention dans les travaux publics. Cette analyse démontre que le RPR entreprend de vaincre la crise avec des mesures conjoncturelles.

Pour assurer la croissance, le Général insistait sur l'idée que l'économie devait être dirigée. Toutefois, il ne s'agit pas du modèle soviétique ni du modèle capitaliste.¹³¹ L'originalité du projet économique gaulliste réside dans la planification et la participation.¹³² Dès son retour au pouvoir, en 1958, l'économie de la France est

¹²⁷ RPR, *Propositions pour la France*, *op. cit.*, p. 177.

¹²⁸ *Le Monde*, 6 juin 1977, p. 6.

¹²⁹ RPR, *Propositions pour la France*, *op. cit.*, p. 181.

¹³⁰ *Le Monde*, 24 novembre 1977, p. 11.

¹³¹ Knapp, *op. cit.*, p. 20.

¹³² La notion de participation n'est pas au centre des priorités du RPR. Même sous de Gaulle, cette notion est controversée et ne fait pas partie de ses priorités. De Gaulle définit le plan : « [...] déterminer les

assainie à l'aide du plan Pinay-Rueff. L'objectif de ce plan est de rendre les industries françaises compétitives dans la nouvelle CEE et le reste du monde. Le plan demeure central dans la stratégie du RPR pour résoudre la crise. Jacques Chirac explique « [...] qu'il faut revenir aux sources de la planification gaullienne, car demain une ample relance économique sera nécessaire et seule la planification permettra de relancer les investissements »¹³³. Le plan entre dans la stratégie de croissance car il permet l'investissement nécessaire à celle-ci.

Même dans les objectifs du plan, le parti s'approprie la stratégie du Général. La question du rôle du commerce extérieur dans la croissance est primordiale. Jean Falala, député gaulliste de la Marne depuis 1967, souligne : « L'exportation doit être un but et non pas un simple moyen de liquider les surplus. »¹³⁴ L'interdépendance des économies s'est fortement accrue depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et elle a été synonyme de croissance, particulièrement pour les pays membres de la CEE qui ont augmenté le volume de leurs échanges. En raison de la dépendance énergétique de la France, la classe politique veut développer son commerce extérieur avec les pays producteurs de pétrole. Jacques Chirac utilise même le terme « dépendance »¹³⁵ pour évoquer cette nouvelle situation. Le développement du commerce extérieur est

objectifs à atteindre, le rythme à suivre, les conditions à observer par l'économie du pays, et de fixer à l'État lui-même l'effort financier à fournir, les domaines de développement dans lesquels il doit intervenir, les mesures à prendre en conséquence par ses décrets, ses lois, ses budgets. » : De Gaulle, *Mémoires d'espoir*, op. cit., p. 159.

¹³³ *Le Monde*, 1er octobre 1977, p. 9.

¹³⁴ *JORF*, 26^e séance, no. 91, 27 octobre 1977, p. 6627.

¹³⁵ *Le Monde*, 4 février 1977, p. 25.

nécessaire à la croissance de la France.¹³⁶ En somme, le parti gaulliste de la période étudiée reprend les idées du Général afin de combattre la crise économique.

Lorsque de Gaulle arriva au pouvoir, il défendit le Marché commun et, par la suite, l'adoption de la PAC, car l'intégration économique régionale permettait à la France de développer son commerce extérieur, particulièrement le secteur de l'agriculture. En 1967, 55,6 % des exportations agro-alimentaires de la France sont destinés à l'Europe comparativement à 28,6 % en 1959.¹³⁷ L'adoption du Marché commun a permis un déplacement géographique des échanges commerciaux de la France de la Zone franc vers la CEE. L'Europe représente un débouché pour les produits français avec la clause de la préférence communautaire de la PAC. Avec la crise économique qui se développe à partir de 1968, les gaullistes insistent de plus en plus sur l'importance de préserver l'acquis communautaire. Yves Guéna souligne qu'il faut défendre les réalisations du Général en matière de construction européenne afin d'éviter « [...] la dissolution du Marché commun dans une vaste zone de libre-échange [...] »¹³⁸ Les motifs sont les mêmes qu'à l'époque où de Gaulle repoussa l'élargissement de la CEE à la Grande-Bretagne. L'objectif est de protéger la préférence communautaire et la solidarité financière qui est nécessaire au commerce agricole de la France.

La maintien du Marché commun entre dans les solutions proposées par le RPR face à la crise économique. Tout comme de Gaulle, le parti considère que la CEE doit

¹³⁶ Le RPR indique que le commerce extérieur doit se faire par le biais des petites et moyennes entreprises (PME). *JORF*, 73^e séance, no. 104, 30 novembre 1978, p. 8482.

¹³⁷ En 1959, la France exporte 136 442 milliers de dollars de ce type de produits en Europe contre 786,8 millions en 1967. Ces données sont en valeur courante. Source : OCDE, *Série B : commerce extérieur par produits*, 1959 et 1967.

¹³⁸ *Le Monde*, 21 juillet 1978, p. 5.

sauvegarder les intérêts économiques de la France et que cela passe par la protection du marché commun contre la concurrence étrangère. D'ailleurs, Yves Guéna déclare à ce sujet « [...] force est de constater que le tarif extérieur commun a son rôle à jouer pour préserver l'économie européenne d'une concurrence ruineuse. »¹³⁹ Le commerce extérieur est défendu mais, dans cette situation de crise, le RPR insiste sur l'importance d'avoir un commerce régional qui ne dépendrait pas des autres puissances économiques occidentales. Michel Debré observe que la crise est en fait une « guerre des économies nationales » et que les États-Unis, le Japon, la Grande-Bretagne et l'Allemagne adoptent une attitude protectionniste, ce qui est déloyal envers la France.¹⁴⁰ Le véritable problème avec ce protectionnisme, selon le parti gaulliste, est que les puissances étrangères profitent de la diminution du tarif extérieur commun dans le cadre des négociations du GATT pour écouler leurs marchandises sans ouvrir leurs frontières à la CEE et, particulièrement à la France. Jean-Noël de Lipkowski renchérit en déclarant que « [...] le Japon, en [vient] à déverser [son] trop plein sur l'Europe des Neuf, la plus perméable, qui devient ainsi une sorte de marché de rechange. »¹⁴¹ Selon le parti, la CEE doit se prémunir contre la concurrence extérieure, particulièrement celle du Japon dont la croissance étonnante, malgré la crise, inquiète l'ensemble de la classe politique française. Le parti considère même que le Marché commun est une « passoire » et que cette situation est devenue « une cause du chômage ». ¹⁴² La défense du Marché commun entre dans les stratégies contre la crise économique en raison de la conception

¹³⁹ *Le Monde*, 21 juillet 1978, p. 5.

¹⁴⁰ *JORF*, 12^e séance, 14 octobre 1977, p. 6113-6114.

¹⁴¹ *JORF*, 7^e séance, no. 18, 20 avril 1978, p. 1243; Michel Debré accuse même le Japon de pratiquer le dumping de façon systématique en Europe. *JORF*, 19^e séance, no. 29, 27 avril 1977, p. 2225.

¹⁴² *JORF*, 19^e séance, no. 29, 27 avril 1977, p. 2225.

économique des gaullistes qui consiste à mettre en œuvre des mesures qui donneraient la priorité à la lutte contre le chômage plutôt qu'à la lutte contre l'inflation.

La conception keynésienne du RPR influence sa stratégie économique qui vise essentiellement à réduire le chômage en agissant au regard de la conjoncture. Il préconise un retour à la planification gaullienne en favorisant le commerce extérieur et la préservation du taux préférentiel du Marché commun dans ce dessein. Selon le RPR, le retour à la croissance doit se faire à l'image des propositions émises jusqu'alors. Il n'adopte pas de nouvelles solutions à l'égard de cette crise.

Conclusion

Après la crise traversée par les gaullistes, le RPR tente de reconstruire son identité. La priorité du nouveau parti est de créer la cohésion dans le contexte de crise économique. Les gaullistes défendent avec fermeté le principe d'indépendance de la France vis-à-vis du reste du monde, ce qui comprend la Communauté économique européenne. Tout comme le Général, le parti se refuse à toute intégration et prône une Europe des États qui demeurerait indépendante. Ce discours se reflète dans la position du RPR face aux événements clés de la construction européenne. Il refuse que l'Assemblée européenne soit élue au suffrage universel par peur qu'elle ne devienne législative. Le RPR propose une politique énergétique et une politique industrielle commune afin de réduire la dépendance énergétique et les coûts liés à la modernisation de l'industrie, ce qui est conforme à l'action du général de Gaulle qui utilise la CEE afin de servir l'économie de la France. Tout comme de Gaulle, le parti refuse l'élargissement

de la Communauté. Le RPR, tout comme le Général à son époque, est motivé par des raisons économiques, à savoir la similitude des économies de la France et des pays candidats, particulièrement l'Espagne qui exporte des produits méditerranéens en grandes quantités. Sa position réfractaire à l'intégration européenne peut s'expliquer par la réaction conjoncturelle qu'il adopte à l'égard de la crise, c'est-à-dire des mesures de régulation keynésiennes. Il propose des mesures qui concordent avec le gaullisme. La planification et le commerce extérieur sont des moyens de contrer la crise. Toutefois, le commerce doit se développer avec les pays du tiers-monde et les pays pétroliers du Moyen-Orient afin de pallier le déficit commercial de la France. Les nouvelles technologies sont à promouvoir afin d'y parvenir. Le développement du commerce avec l'Europe ne fait pas partie des solutions du RPR, ce qui peut expliquer la continuité avec la politique européenne précédente. La stratégie du parti en matière économique est mieux définie après cette période, ce qui radicalise sa politique européenne.

CHAPITRE 2 : Radicalisation de la politique européenne des gaullistes dans l'opposition : la question du commerce extérieur (décembre 1978 – juin 1983)

En décembre 1978, la politique européenne des gaullistes subit quelques modifications. La création du nouveau parti centriste-droite de Valéry Giscard d'Estaing, l'Union pour la démocratie française (UDF), en février 1978 et l'élection prochaine à l'Assemblée européenne, entraînent une radicalisation des discours du RPR quant à la construction européenne. Hospitalisé suite à un accident de voiture, Jacques Chirac, toujours président du parti, lance un appel aux Français de l'hôpital Cochin situé à Paris le 6 décembre 1978. Par cet appel, le parti amorce sa fonction critique¹⁴³ qui découle de sa stratégie dans l'opposition. Il critique la politique européenne du Président et de son parti qu'il qualifie même de « parti de l'étranger »¹⁴⁴. Il accuse l'UDF d'être conciliant à l'égard des négociations menant au Système monétaire européen (SME), de la défense, de l'élargissement de la CEE et de la « politique de juste retour » de Margaret Thatcher. Par ailleurs, la question de la croissance économique de la France est encore au centre des préoccupations du parti qui mise de plus en plus sur la PAC comme facteur de croissance. Les structures agro-alimentaires de l'économie française influencent invariablement cette stratégie sans toutefois que le parti prône le développement du commerce extérieur avec la Communauté européenne. Le développement de la PAC, inscrit dans la conception de la croissance de la France, doit se faire en fonction des pays producteurs de pétrole et des pays en voie de développement par une politique d'exportation. Cette stratégie répond directement au

¹⁴³ Jean Charlot précise, toutefois, que les critiques à l'égard de la politique présidentielle sont prudentes et modérées avant 1981; elles deviennent «féroces et impitoyables» par la suite avec l'élection du Parti socialiste. Jean Charlot, «Tactique et stratégie du RPR dans l'opposition», *Pouvoirs*, no. 28, 1984, p. 39.

¹⁴⁴ *Le Monde*, 8 décembre 1978, p. 9.

déficit de la balance commerciale de la France à l'égard de ces pays producteurs de pétrole. La politique européenne et son contexte économique sont mis en relation afin de comprendre cette radicalisation dans la pensée gaullienne du RPR.

A) L'Appel de Cochin et ses suites : radicalisation de la politique européenne des gaullistes

En 1978, le RPR a réussi à rassembler l'ensemble des gaullistes au sein d'un même parti. Sa politique européenne commence à se radicaliser pour devenir encore plus tranchante au lendemain du deuxième choc pétrolier et de l'élection du Parti socialiste (PS). Le RPR, maintenant consolidé, peut exprimer sa politique étrangère sans contrainte, ce qu'il va faire avec l'Appel de Cochin¹⁴⁵. Toutefois, le durcissement de sa politique européenne est toujours en continuité avec le discours gaulliste, sauf qu'elle est libre des contraintes du pouvoir ou de la cohésion.¹⁴⁶ L'indépendance reste au centre du discours du RPR quant à la politique européenne du gouvernement qu'il dénonce.

Chirac dans son appel qui redéfinit la politique du parti gaulliste, insiste sur l'importance d'une politique européenne concordant avec la politique étrangère que doit mener la France. Le RPR durcit le ton et utilise un vocabulaire de grandeur comme le

¹⁴⁵ La paternité de cet appel est attribuée à Pierre Juillet, conseiller politique de Georges Pompidou et Jacques Chirac. La participation de Marie-France Garaud et Charles Pasqua est probable. Ces trois individus forment la « troïka » des mentors pour Jacques Chirac jusqu'en 1983. Knapp, *op. cit.*, p. 106-107.

¹⁴⁶ D'ailleurs, ce changement dans la politique européenne du RPR ne fait pas l'unanimité. Certains gaullistes historiques, particulièrement Alain Peyrefitte, Olivier Guichard et Jacques Chaban-Delmas, contestent l'appel de Cochin de Jacques Chirac, ce qui constitue la première crise à laquelle le parti fait face depuis sa création. *Le Monde*, 16 décembre 1978, p. 9.

Général à son époque. Il dénonce la politique européenne du gouvernement¹⁴⁷ et il exige l'indépendance de la France. L'élection prochaine de l'Assemblée européenne au suffrage universel est considérée comme un « piège » qui « prépare l'inféodation de la France [...] et son abaissement ».¹⁴⁸ Le RPR dénonce ce qu'il perçoit comme de la supranationalité par ce discours. L'Europe doit rester « européenne » dans la ligne directrice du général de Gaulle pour être compatible avec sa politique étrangère. Le parti accuse le gouvernement de permettre une Europe « aux intérêts américains », de sacrifier la PAC « aux intérêts étrangers les plus puissants » et « d'aggraver une situation déjà fort peu satisfaisante » pour « nos intérêts agricoles ».¹⁴⁹ La construction européenne doit s'aligner en fonction du diagnostic que fait le parti de la situation européenne et internationale. L'Europe fédérale, l'abolition de la PAC et l'élargissement européen ne sont pas considérés comme bénéfiques à la France. Il refuse donc de les cautionner. Il dénonce les mêmes projets européens que lors de sa création, mais son discours est plus ferme qu'auparavant.

Les deux premières critiques adressées par le RPR au gouvernement de l'UDF, puis au PS, se réfèrent aux deux fondements de la politique étrangère de De Gaulle, soit l'économie et la défense. Maurice Couve de Murville précise que la politique extérieure de la France doit être soutenue par « [...] les deux piliers de base sur lesquels s'appuient toutes politiques étrangères dignes de ce nom et dignes de la France – j'ai nommé une

¹⁴⁷ Andrew Knapp et Alain Duhamel s'entendent pour dire que les prises de position concernant les politiques du Président sont contradictoires dans la mesure où le RPR oriente ses critiques en fonction de la prise de position de Giscard d'Estaing; elles se définissent donc, seulement dans un esprit d'opposition. Nous sommes en désaccord avec cette affirmation, car il y a une continuité dans les critiques du RPR et la politique européenne reste gaulliste comme nous allons le démontrer dans ce chapitre. Elle reste la même après l'élection de Mitterrand à la Présidence de la République; Knapp, *op. cit.*, p. 111 et Alain Duhamel, *La République giscardienne : anatomie politique de la France*, Paris, Grasset, 1980, p. 236.

¹⁴⁸ *Le Monde*, 8 décembre 1978, p. 9.

¹⁴⁹ *Ibid.*

situation économique et monétaire solide, une défense à la fois indépendante et crédible. »¹⁵⁰ Or, le parti estime que Giscard d'Estaing et, par la suite, le Président socialiste François Mitterrand ne respectent pas ces deux bases. Du point de vue économique, le RPR est en accord avec l'instauration d'un Système monétaire européen, car il considère qu'une des causes de la crise économique est la maladie de la monnaie qu'il faut régler.¹⁵¹ Toutefois, il impose ses conditions et critique le contenu du système tel que proposé. Il exige un système autre que celui défendu par Giscard d'Estaing de peur que la République fédérale d'Allemagne ne domine l'économie européenne. Jacques Chirac accuse même la future monnaie européenne, l'ECU, d'être fort semblable au deutsche mark et il dénonce « [...] la discipline monétaire acceptée [qui] est plus allemande qu'européenne. »¹⁵² Il faut comprendre qu'à cette époque, la France connaît à la fois une inflation plus élevée que l'Allemagne et des dévaluations successives de son franc, ce qui la rend vulnérable par rapport à l'économie allemande. En 1982, la France a connu une inflation de 11,6 % comparativement à 6,3 % pour la RFA.¹⁵³ Depuis 1976, la France a connu trois dévaluations, dont celle de 1982 qui aggrave fortement le déficit de sa balance commerciale et, par conséquent, sa croissance économique. D'ailleurs, Michel Debré qualifie ce système « d'aléatoire, et à certains égards dangereux » en raison du dérapage de la monnaie française et de l'écart de l'inflation entre ces deux pays.¹⁵⁴ Le RPR est d'avis que la France doit stabiliser le

¹⁵⁰ *JORF*, 79^e séance, no. 128, 18 novembre 1982, p. 7336.

¹⁵¹ Voir chapitre 1, p. 50.

¹⁵² *Le Monde*, 15 décembre 1978, p. 8.

¹⁵³ Commission des Communautés européennes, direction générale des affaires économiques et financières, « Rapport économique annuel 1982-1983 », *Économie européenne*, no. 15, mars 1983, p. 52.

¹⁵⁴ *JORF*, 75^e séance, no. 108, 21 novembre 1979, p. 10 365.

franc¹⁵⁵ avant de s'impliquer dans un Système monétaire européen afin d'éviter de subordonner l'économie française à l'économie allemande, ce qui affecterait la politique étrangère du pays.

Les craintes du RPR à l'égard de la prédominance des intérêts économiques allemands en Europe — qu'il associe par ricochet aux intérêts américains en raison du statut particulier de la RFA — étaient déjà présentes lors de la première présidence gaulliste. Le général de Gaulle a toujours défendu une Europe dirigée par la France en fonction de sa vision du pays dans le monde. Il craignait que l'Europe ne serve que les intérêts américains par le biais de l'Allemagne et du Royaume-Uni.¹⁵⁶ Avec la crise économique qui sévit et la politique européenne de Valéry Giscard d'Estaing, le discours du successeur gaulliste se durcit, car Jacques Chirac craint que la France ne perde le rôle de leader qu'elle a exercé depuis la création de la CECA. Chirac va même jusqu'à dénoncer « l'Europe mollusque [...] aux intérêts germano-américains ».¹⁵⁷ La question de la prédominance de l'économie allemande par rapport l'économie de la France inquiète le RPR, mais ce qui le préoccupe par ailleurs, c'est la question de la défense.

Avec la nouvelle politique de défense de l'UDF¹⁵⁸ et, plus tard, la crise des euromissiles, le parti condamne l'abandon de la conception gaullienne de la défense qui

¹⁵⁵ À l'instar du Général, qui a stabilisé l'économie de la France lors de son retour au pouvoir avant la mise en application du Traité de Rome.

¹⁵⁶ Berndt von Staden, « Charles de Gaulle et la politique extérieure de la République fédérale d'Allemagne », dans *De Gaulle en son siècle Actes des Journées internationales tenues à l'Unesco, Paris, 19-24 novembre 1990*, tome 5 : Europe, *op. cit.*, p.344.

¹⁵⁷ *Le Monde*, 3 avril 1979, p. 11.

¹⁵⁸ La politique de défense de Giscard d'Estaing est en contradiction avec la politique gaullienne. Non seulement il défend le concept de sanctuarisation élargie, mais il soutient aussi la participation de la France à la bataille de l'avant proposée par l'OTAN. D'ailleurs, la France s'engage à participer au développement de cette organisation avec la déclaration d'Ottawa et soutient ouvertement la collaboration

permettait l'indépendance de la France d'un point de vue international. Pour le parti gaulliste, seule cette conception de la défense est acceptable. D'ailleurs, à la cérémonie de la libération de Paris, le 25 août 1979, Jacques Chirac s'élève contre toute intégration militaire franco-allemande et précise que « [...] seule une défense vraiment libre et indépendante peut être la garantie de la maîtrise de notre destin en tant que nation souveraine ».¹⁵⁹ Même si aucun parti en France ne remet en question la prérogative présidentielle à propos de l'utilisation de l'arme nucléaire, le RPR critique tout de même la stratégie de défense de l'UDF qui prévoit, selon lui, la consultation de la RFA avant l'utilisation de ce type d'arme. La position du RPR ne change d'ailleurs pas avec l'élection de François Mitterrand à la Présidence en 1981, car le Président socialiste est ouvert au dialogue avec la RFA et les États-Unis quant à la sécurité en Europe. Le partage du contrôle ou l'abolition de l'arme nucléaire est inacceptable pour le parti gaulliste en raison de son rôle stratégique dans les relations internationales. Maurice Couve de Murville insiste sur l'importance de la conception gaullienne de l'arme atomique, car elle « soutient l'indépendance d'action » de la France, ce qui en fait un « instrument de la politique étrangère ».¹⁶⁰ L'intégration européenne militaire, particulièrement en ce qui concerne l'arme nucléaire, est inadmissible pour le RPR.

L'intégration atlantique n'est pas plus acceptable pour le parti gaulliste. Depuis le début de la V^e République, les gaullistes refusent la subordination de la politique de défense de la France. La stratégie de défense du Général implique que la France se retire

avec l'organisation dans sa loi sur la programmation militaire de 1976. Voir chapitre 1, p. 33. et Frédéric De Rose, « La politique de défense du président Giscard d'Estaing » dans Samy Cohen et Marie-Claude Smouts, *La politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985, p. 179

¹⁵⁹ *Le Monde*, 28 août 1979, p. 1.

¹⁶⁰ *JORF*, 6^e séance, no. 75, 7 juillet 1982, p. 4232.

du commandement intégré de l'OTAN, retrait que de Gaulle décide en mars 1966. La France se doit de n'être sous quelque influence que ce soit en matière de défense si elle veut être indépendante. Le RPR défend cet acquis gaulliste avec ardeur lors des rapprochements entre la France et l'OTAN. Yves Guéna souligne que ce qui vaut pour la France [en parlant de l'indépendance], vaut pour l'Europe dans la mesure où seule une « Europe européenne » qui n'est « l'annexe d'aucune superpuissance », particulièrement des États-Unis, peut « permettre la souveraineté des États qui la constituent ».¹⁶¹ Le RPR appréhende que l'UDF n'autorise une réinsertion de la France dans le Commandement intégré nord-atlantique, d'autant plus que le Président de la République ne cache pas ses affinités avec les États-Unis. Michel Debré accuse même le gouvernement de soutenir la Commission européenne qui incite la France « à réintégrer l'organisation atlantique par le biais d'un fédéralisme européen ».¹⁶² Cette déclaration démontre que le parti refuse l'intégration militaire, qu'elle soit européenne ou atlantique, car l'une entraîne l'autre. Le RPR conteste le fait que la France soit inféodée aux États-Unis pour sa défense, car toute ingérence extérieure dans la stratégie française nuirait à la crédibilité du pays sur la scène internationale. Pour le RPR, une économie forte et une défense indépendante sont les conditions *sine qua non* à la grandeur de la France et il n'hésite pas à employer une tactique offensive afin de faire respecter cet adage gaullien.

À partir de 1979, la question de l'élargissement européen devient omniprésente dans les débats en raison de l'échéance de ces élargissements. Le RPR voit l'entrée

¹⁶¹ JORF, 23^e séance, no. 32, 4 mai 1979, p. 3389.

¹⁶² JORF, 19^e séance, no. 85, 18 octobre 1979, p. 8326.

prochaine du Portugal, mais surtout de l'Espagne¹⁶³, comme une menace pour les intérêts agricoles de la France en Europe. Le parti redoute que la France perde ses parts de marchés en Europe et dans le monde. L'élargissement de l'Europe à ces pays ne cadre pas avec la perception de l'économie mondiale que se fait le parti. Son refus est en continuité avec celui du Général envers le Royaume-Uni, il dénonce essentiellement cet élargissement pour des raisons économiques. Lors d'une conférence de presse du 12 octobre 1979, le parti propose l'entrée immédiate de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce dans le Conseil européen des chefs d'États. Il estime que « [...] sur le plan politique et culturel, leur présence dans l'Europe peut se justifier par leur régime démocratique autant que par leur appartenance profonde à la culture du continent [...] ».¹⁶⁴ Le parti refuse l'admission du Portugal, mais surtout de l'Espagne à la CEE en raison de leurs concurrence dans le domaine agro-alimentaire. Les pays candidats ne sont pas perçus comme une menace politique au leadership de la France, contrairement à la Grande-Bretagne dans les années 1960. Le RPR n'hésite pas à utiliser un discours intransigeant en raison de la contradiction fondamentale entre cet élargissement et sa perception de l'économie nationale et internationale. Selon lui, les intérêts nationaux sont en jeu.

Les discussions quant à l'élargissement de l'Europe inquiètent fortement le RPR, car le parti considère que les intérêts de la France et de l'Espagne sont diamétralement opposés. Le parti condamne ce projet depuis le début, mais son discours à propos de

¹⁶³ L'Espagne concurrence la France, car elle produit non seulement des fruits et légumes, mais aussi du vin. Voir Chapitre 1, p. 45-46. L'entrée de la Grèce n'est pas contestée en raison de la complémentarité des deux économies et de la faible concurrence grecque. Le RPR perçoit l'avantage de développer les exportations de la France à destination de la Grèce. *JORF*, 98^e séance, no. 118, 6 décembre 1979, p. 11280.

¹⁶⁴ *Le Monde*, 13 octobre 1979, p. 40.

celui-ci se durcit en raison de l'aggravation de la crise économique. La concrétisation de ce projet est contraire à la stratégie économique proposée par le parti qui mise sur un renforcement de la PAC¹⁶⁵ en faveur de la France. Dans ce contexte, Jacques Chirac affirme avec insistance son opposition à l'élargissement de la CEE : « Nous sommes donc résolument hostiles à l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun. »¹⁶⁶ Jacques Chirac va même jusqu'à déclarer qu'il a la « certitude que l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun ruinerait des régions entières de notre pays. »¹⁶⁷ Dans le quotidien espagnol ABC, il ajoute que l'intégration de l'Espagne dans la Communauté serait « [...] le moyen idéal pour rompre le Marché commun. »¹⁶⁸ Dans la conception européenne des gaullistes, l'Europe doit servir les intérêts non seulement politiques, mais aussi économiques de la France. L'adhésion de l'Espagne à la CEE est perçue négativement par le RPR. Il n'hésite pas à rendre plus intransigeant son discours à l'égard de ce projet. Le parti compte d'autant plus sur l'agriculture française pour équilibrer sa balance commerciale avec les pays producteurs de pétrole que son déficit s'est aggravé avec le second choc pétrolier en 1979. Le renforcement de la Politique agricole commune fait partie de cette stratégie. La concurrence espagnole nuit au bon fonctionnement de cette stratégie, selon le parti; c'est pourquoi il s'y oppose.

L'Appel de Cochin en décembre 1978 marque le début de la radicalisation du discours gaulliste en matière de politique européenne. Après le second choc pétrolier, le RPR durcit le ton et condamne ouvertement l'intégration européenne que l'UDF, et plus

¹⁶⁵ La PAC est déjà menacée par la politique de «juste retour» de Margaret Thatcher et les doléances américaines en matière de libre-échange. Ce point est développé dans la prochaine section.

¹⁶⁶ *Le Monde*, 1^{er} juin 1979, p. 10.

¹⁶⁷ *Le Monde*, 25 janvier 1979, p. 6.

¹⁶⁸ *Le Monde*, 25 mars 1983, p. 32.

tard le PS, proposent. Le Général n'hésitait pas à décrier avec impétuosité l'intégration européenne. La nouveauté est que le parti gaulliste s'oppose vivement aux partis au pouvoir, particulièrement pour ce qui est de la défense de la politique agricole commune.

B) La politique agricole commune : indispensable pour l'économie de la France

Le commerce international est rétabli depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. En France, les surplus agricoles constituent un produit d'échange intéressant que l'administration de Gaulle met à profit. Déjà, la Loi d'orientation du 5 août 1960 établit comme objectif d' : « Accroître la contribution de l'agriculture au développement économique national [...] ».¹⁶⁹ En 1962 avec l'adoption de la PAC, la France réussit son pari de mettre en place une structure favorisant les échanges agricoles en Europe, de sorte qu'en 1972, à la veille du premier choc pétrolier, l'agriculture représente 17,7 % des exportations françaises dans le monde et 22,3 % des exportations françaises vers la Communauté européenne. Ces exportations vers la CEE constituent 62,9 % des exportations agro-alimentaires de la France.¹⁷⁰ La PAC constitue donc, dès son avènement, une nécessité pour l'économie de la France.

Le 1^{er} janvier 1973, le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark entrent officiellement dans la CEE. Ce premier élargissement comporte des avantages pour la Communauté qui bénéficie d'un marché intérieur plus grand. Par contre, il ne survient pas sans heurts, particulièrement en raison de la spécificité anglaise. En effet, le

¹⁶⁹ Jean-Claude Kroll, *Politique agricole et relations internationales : les enjeux en France et dans la CEE depuis 1945*, Paris, Syros, 1987, collection alternatives économiques, p. 36.

¹⁷⁰ OCDE, *Série B : commerce extérieur par produits*, 1972.

Royaume-Uni a une tradition bien différente des six. Il entretient un lien privilégié avec les pays du Commonwealth et les États-Unis, ce qui fait qu'il importe essentiellement ses produits agro-alimentaires de ces pays. Il a majoritairement abandonné la culture agricole lors de la Révolution industrielle, ce qui fait qu'il est nettement importateur. La clause de la préférence communautaire voudrait qu'il importe principalement des pays membres de la CEE. Or, il continue d'importer du continent 30 % seulement de ses produits agricoles.¹⁷¹ L'attitude anglaise choque la classe politique française qui comptait sur les marchés anglais afin de redynamiser les exportations au sein de la CEE. Les espoirs français se soldèrent par un échec car la part de la CEE dans les exportations agro-alimentaires diminue. Elle passe de 62,9 % en 1972 à 52,3 % en 1983.¹⁷² La France doit trouver une façon de redonner un nouveau souffle à la PAC afin qu'elle serve les intérêts économiques du pays.

La politique agricole et son plus grand défenseur, la France, sont victimes de récriminations de la part des États-Unis. À partir de 1974, les pétrodollars permettant aux pays pétroliers d'acheter des produits agro-alimentaires, la demande en blé de la part de l'URSS qui a réorienté son agriculture, et l'importation de produits agricoles à faible coût par les pays du tiers monde, entraînent une flambée des prix qui permet aux États-Unis de revigorer leur balance commerciale.¹⁷³ Dans les années 1980, la demande s'essouffle et le pays fait de nouveau face à un problème de surproduction. Le Président américain, Ronald Reagan dénonce, par l'intermédiaire du GATT, la préférence communautaire au sein de la PAC. Partisan du néolibéralisme, il considère que cette

¹⁷¹ Kroll, *op. cit.*, p. 133.

¹⁷² INSEE, *Annuaire statistique de la France*, 1983.

¹⁷³ Kroll, *op. cit.*, p. 104.

règle est contraire aux engagements européens en matière de libre-échange. La politique agricole de la CEE est donc remise en question de part et d'autre au début des années 1980.

Outre le principe de la préférence communautaire, le Royaume-Uni remet aussi en question la solidarité financière. De par sa situation particulière, l'agriculture ne représente que 2,8 % du PIB du pays¹⁷⁴, elle revendique donc la politique du « juste retour ». Cette politique veut que le versement au budget de la PAC soit proportionnel au retour financier, ce qui rend caduque la présence d'un tel budget. Dès lors, les pays membres de la Communauté européenne se voient contraints de négocier avec les Anglais; il s'ensuit une série de compromis qui donnent, sous forme de chèque, des montants compensatoires au Royaume-Uni. Bénéficiant fortement de la péréquation européenne, la France critique les revendications anglaises et tente de préserver ce principe.

Dans ce contexte, le RPR n'hésite pas à réitérer les principes de la PAC instaurée par le général de Gaulle. Il fait preuve de fermeté et défend une politique claire envers les Anglais qui demandent une réforme de la politique agricole. Le parti gaulliste fait des principes de la PAC les éléments non négociables de la compétitivité française. Gérard Chasseguet, député de la Sarthe de 1973 à 1993, déclare que « [l'] Unité de marché, [la] préférence communautaire [et la] solidarité financière doivent être réaffirmées sans ambiguïtés. »¹⁷⁵ Les intérêts de la France sont atteints dans la mesure où Margaret

¹⁷⁴ *Ibid.*, p. 132.

¹⁷⁵ *JORF*, 109^e séance, no. 123, 13 décembre 1979, p. 11679.

Thatcher, alors Premier ministre du Royaume-Uni, conteste fortement les deux derniers principes essentiels à l'économie de la France. Le RPR va même jusqu'à déclarer « [...] qu'il est nécessaire aujourd'hui que le Royaume-Uni, s'il persiste dans sa politique actuelle, quitte le Marché commun. »¹⁷⁶ Le parti gaulliste s'inscrit dans la lignée de la conception gaullienne de l'Europe. Il défend une Europe qui sert les intérêts de la France. Il n'hésite pas à faire preuve de virulence dans son discours si les Anglais refusent de respecter cette conception du rôle de l'Europe. D'ailleurs, ses critiques sont encore plus fermes lorsque le Royaume-Uni attaque directement les deux des principes de la PAC : la préférence communautaire et la solidarité financière.

Dès son adhésion, le Royaume-Uni s'en prend à la PAC. En 1979 avec l'élection de Margaret Thatcher, les doléances anglaises persistent et la Dame de fer fait preuve d'intransigeance par rapport à la préférence communautaire qui remet en question l'approvisionnement agro-alimentaire de son pays. Claude Labbé, député de Seine-et-Oise de 1958 à 1962 et de Hauts-de-Seine de 1967 à 1993, rappelle le premier refus gaulliste et les avertissements du Général quant au danger d'admettre le Royaume-Uni dans le Marché commun :

« Les Britanniques n'ont jamais fait de mystère de leur volonté de transformer le Marché commun en vaste zone de libre-échange, et de dynamiter ainsi la seule politique commune mise en place à ce jour, à savoir la politique agricole. »¹⁷⁷

En ce contexte économique difficile, le RPR craint que les produits en provenance du Commonwealth¹⁷⁸ ne viennent concurrencer la France dans le Marché commun. La stratégie économique du parti repose sur le fait que la France doit exporter ses produits

¹⁷⁶ *Le Monde*, 11 mars 1980, p. 14.

¹⁷⁷ *JORF*, 58^e séance, no. 36, 5 juin 1980, p. 1529.

¹⁷⁸ Les produits ovins de la Nouvelle-Zélande sont un exemple.

agricoles. Par ailleurs, en refusant de mettre en application le principe de la préférence communautaire, le Royaume-Uni prive la France d'un marché supplémentaire pour écouler ses surplus agro-alimentaires. Le parti gaulliste émet le diagnostic que la France, perdante avec l'élargissement au Royaume-Uni, doit préserver cet acquis, car elle fait face à un nouvel élargissement aux pays méditerranéens fortement concurrentiels.

Avec le slogan « I want my money back », Margaret Thatcher remet en question le principe de la solidarité financière qui contribue à soutenir l'agriculture française. Le RPR dénonce l'inflexibilité du Premier ministre anglais qui n'exige ni plus ni moins que le remboursement de sa cotisation à la PAC, car elle n'en bénéficie pas. Le compromis de Bruxelles du 30 mai 1980, qui donne momentanément satisfaction au Royaume-Uni, réduit de 15 milliards de francs en deux ans la part anglaise dans le budget de la PAC. Jacques Chirac dénonce ce compromis, qui fait des Français « [...] les otages permanents de Londres [...] ». ¹⁷⁹ L'élargissement prochain à la Grèce, à l'Espagne et au Portugal alourdit le budget de la PAC; la redistribution de celui-ci inquiète le RPR qui insiste sur l'importance, pour la France, de bénéficier de cette solidarité financière afin de dynamiser son agriculture. De plus, le RPR signale que la fin de la solidarité financière touche l'industrie de la France qui est désavantagée par rapport à l'industrie anglaise, plus performante dans le domaine des biens de consommation. Claude Labbé appréhende que « les industries agro-alimentaires [...] continueront de ce fait d'être victimes d'une concurrence déloyale de la part des industries britanniques. » ¹⁸⁰ Il faut

¹⁷⁹ *Le Monde*, 31 mai 1980, p. 1.

¹⁸⁰ *JORF*, 58^e séance, no. 36, 5 juin 1980, p. 1529.

noter que la France a un marché garanti pour ses produits agricoles et elle bénéficie d'un contrôle des prix qui ne tient pas compte de l'offre et la demande, ce qui rend périlleux l'abandon des principes de préférence communautaire et de solidarité financière. Le Royaume-Uni bénéficie des marchés de la Communauté, plus particulièrement de la France, mais celle-ci perd à la fois des parts de marché et son coussin de sûreté quant à ses exportations. La France a besoin de l'agriculture afin de rééquilibrer sa balance commerciale. C'est pourquoi le RPR développe une nouvelle stratégie afin de pallier le marché communautaire de plus en plus incertain.

La balance commerciale totale et européenne de la France est déficitaire avant la crise économique des années 1970 et 1980. Toutefois, l'explosion des prix de l'énergie dégrade le taux de couverture de la balance commerciale qui reste déficitaire même après la baisse de ces prix. En 1979, année du deuxième choc pétrolier, la France a un taux de couverture de 90,7; en 1982, avec l'échec des mesures du gouvernement socialiste, elle atteint 80 %.¹⁸¹ En raison de leur conception de l'économie qui indique que la croissance du commerce extérieur est nécessaire à la croissance du PIB, le RPR développe une stratégie relativement au développement du commerce extérieur. Les exportations agro-alimentaires sont au centre de cette stratégie. Michel Cointat, ingénieur agronome et député de l'Ille-et-Villaine de 1967 à 1993, déclare : « Aujourd'hui l'agriculture est devenue, qu'on le veuille ou non, un secteur économique essentiel de la France et l'un des éléments les plus dynamiques de la balance commerciale de notre pays. »¹⁸² Tout comme le général de Gaulle, le député considère

¹⁸¹ INSEE, *Annuaire statistique de la France*, 1982.

¹⁸² *JORF*, 130^e séance, no. 72, 30 juin 1982, p. 4015.

que l'industrie agro-alimentaire a un rôle à jouer dans la croissance économique de la France. Ce secteur, qui a contribué au commerce extérieur de la France depuis le 19^e siècle, est la priorité dans la stratégie du parti. Toutefois, le rôle proposé par le RPR est différent en raison du contexte de crise économique et de surproduction agro-alimentaire. Face à une Communauté qui ressemble de plus en plus à une « tour de Babel »¹⁸³, le RPR propose, pour la PAC, un rôle d'organisation des exportations européennes dans le monde.

Le RPR mise sur la reconquête du marché intérieur, mais surtout sur l'exportation comme facteur de croissance. Sa politique agricole nationale, qui s'insère dans la planification, a pour objectif d'être le point de départ qui redonne un second souffle au secteur agro-alimentaire. Dans son programme économique, le parti insiste sur le fait que « [...] la politique agricole [...] devrait être résolument expansionniste. »¹⁸⁴ La France ne doit pas se contenter des parts de marché qu'elle possède déjà dans ce secteur, mais elle doit les accroître.¹⁸⁵ La proposition du RPR pour la politique agricole nationale doit s'appliquer aussi au niveau européen. Jean-Noël de Lipkowski insiste sur l'importance d'une nouvelle politique : « Il faut écarter la thèse de la simple autosuffisance [en parlant de la production agro-alimentaire de la Communauté] et vouloir, au contraire, une politique de production et d'exportation. »¹⁸⁶

¹⁸³ Kroll, *op. cit.*, p. 171.

¹⁸⁴ Rassemblement pour la République, *Atout France*, présenté par Jean Méo, Édition Roudil, Paris, 1980, p. 79.

¹⁸⁵ En ce sens, la PAC instaurée sous le général de Gaulle a permis à la France de conquérir des parts de marché en Europe, de sorte qu'en 1972, les produits agro-alimentaires représentaient 22,3% des exportations totales vers l'Europe contre 14,5% en 1961, une année avant l'instauration de la PAC. En 1972, 62,9% des exportations agro-alimentaires de la France sont dirigées vers la CEE. OCDE, *Série B : commerce extérieur par produits*, 1961 et 1972.

¹⁸⁶ *JORF*, 4^e séance, no. 8, 9 avril 1980, p. 128.

Le RPR, tout comme le Général avant lui, inscrit la stratégie d'exportation de la France dans un contexte européen. Toutefois, contrairement à de Gaulle qui comptait sur le marché intérieur européen, le parti mise sur une politique d'exportation commune envers le monde.

Avec le nouveau contexte économique et la stagnation des exportations agricoles¹⁸⁷ vers la Communauté européenne, le RPR est conscient que la PAC doit être réformée, car elle est moins dynamique qu'à l'époque de sa création. Michel Cointat dénonce l'attitude anglaise qui réclame la suppression de la préférence communautaire et la solidarité financière; il explique, toutefois, que « cela ne signifie pas pour autant que cette politique commune ne doive pas évoluer [...] mais à condition de respecter les trois principes fondamentaux définis le 14 janvier 1962. »¹⁸⁸ Les principes de base ne doivent pas être remis en question; seul le moyen de revigorer la PAC doit être examinée. En ce sens, le parti propose une alternative au manque de débouchés européens qui va augmenter avec l'adhésion prochaine à des pays fortement agricoles.

Le RPR explique :

« Réorientée, la politique agricole commune devrait pouvoir être dynamisée par la mise en œuvre d'une véritable politique d'exportation, le développement de l'aide alimentaire en faveur des pays en voie de développement, et l'organisation de marchés dans tous les secteurs de production ne bénéficiant pas de protection suffisante. »¹⁸⁹

La stratégie du RPR consiste à développer de nouveaux marchés pour les surplus agricoles de la France par l'intermédiaire de la CEE. Une politique commune de l'exportation permet d'avoir les structures nécessaires au bon fonctionnement d'une

¹⁸⁷ La part de la CEE dans les exportations agro-alimentaires de la France ne représentent plus que 57% en 1980. OCDE, *Série B : commerce extérieur par produits*, 1980.

¹⁸⁸ *JORF*, 108^e séance, no. 123, 13 décembre 1979, p. 11642.

¹⁸⁹ RPR, *Atout France*, *op. cit.*, p. 75.

telle stratégie d'exportation. La croissance du commerce extérieur de ce secteur essentiel à l'économie de la France passe maintenant par les pays du tiers monde, et non plus par la Communauté elle-même.

Le RPR est particulièrement intransigeant à l'égard de la politique de l'UDF et du PS qui ne défendent pas la politique agricole commune aussi fermement qu'il l'eût souhaité. Il radicalise sa critique¹⁹⁰ en raison du nouveau contexte économique auquel la France fait maintenant face. En raison de l'élargissement prochain de la Communauté européenne et de la nécessité pour le pays de redynamiser ses exportations agricoles, le RPR n'hésite pas à exiger que le Royaume-Uni quitte le Marché commun s'il ne peut respecter les principes de base de la PAC. Toutefois, le parti attribue une nouvelle fonction de coordination à la PAC qui doit, par une politique commune des exportations agraires, compenser le manque de débouchés en Europe par la conquête d'un nouveau marché, en l'occurrence, le tiers-monde. Cette solution s'explique par sa conception de l'économie.

C) Le commerce extérieur : moteur de la croissance et résorption du chômage

Pour le RPR, la priorité est toujours la résorption du chômage. Toutefois, face aux échecs de la stratégie keynésienne, le parti commence à développer des thèses libérales dans ses solutions proposées. Les questions de l'investissement et de la réduction des dépenses sociales sont prédominantes dans son discours. L'investissement

¹⁹⁰ Certes, le Général n'a jamais hésité à faire preuve de fermeté afin de défendre les intérêts économiques de la France qui l'a fait lors de la crise de la chaise vide. Toutefois, le parti est plus radical tout au long de la période.

permet la compétitivité de l'entreprise française, ce qui entraîne la croissance du commerce extérieur et la diminution du taux de chômage. L'inflation diminuera en conséquence. En juin 1982, l'expérience désastreuse des socialistes au pouvoir depuis 1981 mène le RPR à adopter ce virage néolibéral¹⁹¹ déjà en cours aux États-Unis et au Royaume-Uni.

La situation économique de la France ne s'améliore pas malgré les mesures keynésiennes apportées lors des premières années de la crise. Avant 1979, la priorité du RPR consistant à réduire le chômage par la relance des investissements passe par les travaux publics et le bâtiment. Les mesures proposées ne sont pas efficaces, car elles sont de nature conjoncturelle. D'ailleurs de 1973 à 1979, l'on assiste une quasi stagnation des efforts d'investissement des entreprises.¹⁹² Les industries ne se modernisent pas; leur compétitivité et leur production stagnent. Le RPR fait le constat de l'échec de sa politique d'investissement dans le secteur des travaux publics, mais il considère toujours que l'investissement est essentiel à la reprise de la croissance. Ce sont les secteurs prioritaires qui changent. Il propose maintenant « [...] un appui massif à l'investissement dans l'industrie, l'agriculture, le logement et l'aménagement et le commerce [...] ».¹⁹³ Le parti considère que le rétablissement de la croissance économique passe essentiellement par la modernisation des entreprises et du secteur agricole. Même s'il ne comprend pas la nature du problème structurel de la France, il

¹⁹¹ Dès 1978, un certain libéralisme s'installe au ministère des Finances. Le ministre de l'époque, René Monory, tente un traitement structurel de la crise en libérant progressivement les prix à partir d'avril 1978. Toutefois, sa politique est un échec en raison de la pression des cotisations sociales, le relèvement des tarifs publics, la dépréciation du franc et du second choc pétrolier. Cela ne constitue que les premiers balbutiements libéraux en France en matière économique. Chauveau, *op. cit.*, p. 96.

¹⁹² Denis Brand et Maurice Durousset, *La France : histoire et politiques économiques depuis 1914*, Paris, Sirey, 1991, coll. Mémentos d'histoire économique, p. 111.

¹⁹³ RPR, Atout France, *op. cit.*, p. 18.

commence à déceler que la crise est structurelle. Pierre Bas, député de 1967 à 1986, fait état de cette prise de conscience : « La crise économique [...] est un phénomène durable, qui traduit un bouleversement de l'ordre antérieur des choses, auquel nous ne reviendrons plus. »¹⁹⁴ Ce constat du RPR peut expliquer le changement dans sa politique d'investissement. L'industrie et le secteur agro-alimentaire doivent être compétitifs; le gouvernement doit permettre l'investissement nécessaire.

L'aide à l'investissement est la priorité dans la stratégie économique du RPR. Elle permet de dépenser l'argent de l'État en créant des emplois plutôt qu'en versant des allocations de chômage.¹⁹⁵ Le parti fait le calcul que cette aide, temporaire et accompagnée de baisses d'impôt pour les entreprises, permettra de relancer l'investissement privé. Sa politique suppose de « [...] redonner sa place à l'esprit de libre entreprise [...] ». ¹⁹⁶ En ce sens, il mise sur la libéralisation des prix et de l'industrie.¹⁹⁷ La relance de l'investissement privé passe, ainsi, par une diminution des contraintes auxquelles les entreprises sont confrontées. D'ailleurs, Antoine Gissinger, député du Haut-Rhin de 1968 à 1986, explique que la RFA connaît un meilleur résultat en matière de résorption du chômage, car la France « [n'a] pas su choisir [...] entre une politique de libéralisation réelle et une politique d'assistance à l'égard des entreprises. »¹⁹⁸ Puisqu'il appuie sa conception de la croissance sur la relance des

¹⁹⁴ *JORF*, 9^e séance, no. 60, 15 octobre 1980, p. 2695.

¹⁹⁵ RPR, *Atout France*, *op. cit.*, p. 40.

¹⁹⁶ *Ibid.*

¹⁹⁷ Il faut savoir que l'État stabilise les prix de 1936 à 1986 en France et que certaines entreprises sont nationalisées conformément au contexte d'État-providence d'après-guerre. Hervé Dumez, « La politique des prix », dans *De Gaulle en son siècle. Actes des Journées internationales tenues à l'Unesco, Paris, 19-24 novembre 1990, tome 3 : Moderniser la France*, *op. cit.*, p. 106.

¹⁹⁸ *JORF*, 52^e séance, no. 51, 14 juin 1979, p. 5028. Cette politique est d'autant plus conflictuelle lorsque les socialistes prennent le pouvoir en 1981, car ils proposent la nationalisation d'entreprises qui

investissements privés, lesquels permettraient la modernisation et la compétitivité des entreprises, le parti gaulliste considère qu'il faut soutenir les entreprises par une aide financière, mais surtout par des mesures de déréglementation. Il s'agit des prémisses du tournant libéral du RPR. Toutefois, on ne peut considérer que le parti est néolibéral, car son diagnostic se fait toujours en fonction de la résolution du problème de chômage.

La question de l'importance du commerce extérieur a toujours été au cœur de la stratégie des gaullistes depuis l'avènement de la V^e République. Dans le contexte de crise économique et de la faible croissance, le RPR insiste d'autant plus sur cet aspect de la stratégie. Selon le parti gaulliste, la relance des investissements doit rendre les entreprises françaises plus compétitives. Michel Barnier, député de la Savoie de 1978 à 1993, puis sénateur de 1995 à 1999, exprime clairement la position du RPR à ce sujet : « L'essentiel est donc de provoquer la relance de la demande extérieure, c'est-à-dire de diminuer nos coûts de production afin d'améliorer nos exportations. »¹⁹⁹ Le parti compte sur la croissance du commerce extérieur afin de rétablir la croissance économique de la France. Michel Cointat explique que « [...] le commerce extérieur constitue l'un des moyens d'assurer l'expansion économique de notre pays. »²⁰⁰ L'exportation est l'outil auquel le RPR donne la priorité pour relancer la croissance. Le commerce extérieur avec l'Europe n'est plus l'objectif premier; il épouse plutôt une tendance déjà en place qui propose d'orienter les exportations françaises vers le tiers monde et le Moyen-Orient.

représentent 40% du PNB. Chauveau, *op. cit.*, p. 98. Le RPR dénonce cette nationalisation et vote contre le 26 octobre 1981. *JORF*, 47^e séance, no. 53, 27 octobre 1981, p. 2595.

¹⁹⁹ *JORF*, 129^e séance, no. 87, 12 décembre 1981, p. 4698.

²⁰⁰ *JORF*, 39^e séance, no. 72, 1 novembre 1980, p. 3403. Le deuxième moyen étant la reconquête du marché intérieur afin de diminuer les importations. À ce sujet, Robert-André Vivien ajoute que « [...] la reconquête du marché intérieur passe par l'exportation! » *JORF*, 12^e séance, no. 61, 16 octobre 1980, p. 2734.

La nouvelle stratégie d'exportation du RPR est encouragée, d'une part, par la saturation et la forte compétition des marchés européens, d'autre part, par le besoin de rééquilibrer la balance commerciale avec les pays producteurs de pétrole. Claude Labbé déclare :

« Elle [la relance économique] ne peut, selon nous, être sérieusement envisagée que dans le cadre d'une nouvelle coopération entre les pays industriels consommateurs d'énergie, les pays producteurs de pétrole et les pays en voie de développement. »²⁰¹

Il faut noter qu'en 1981, au lendemain de l'élection socialiste et à la veille du déficit catastrophique de 1982, la France est déficitaire de 64 555 millions de francs à l'égard des pays pétroliers du Moyen-Orient; son déficit total est de 104 799 millions de francs.²⁰² La baisse de ce déficit permettrait à la France de diminuer considérablement son déficit total. Les pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient, qui possèdent maintenant d'importants moyens financiers, peuvent maintenant importer plus de biens non essentiels. La stratégie d'exportation du RPR vise, non seulement à fournir des infrastructures à ces pays, mais aussi de nouvelles technologies. Le parti considère que « [...] la filière électronique ouvre désormais la voie à une nouvelle ère de croissance. »²⁰³ Toutefois, l'essentiel des exportations porte sur les infrastructures, conformément à la politique des grands contrats défendus par l'ensemble de la classe politique. Les exportations agro-alimentaires doivent être dirigées essentiellement vers le tiers-monde à travers une politique commune de l'exportation au sein de la PAC. Selon Jean Méo, président du Syndicat des industries pétrolières et secrétaire général adjoint du RPR depuis 1979, le redressement national se fait par « [...] la recherche de

²⁰¹ *JORF*, 10^e séance, no. 25, 16 septembre 1981, p. 1046.

²⁰² INSEE, *Annuaire statistiques de la France*, 1981.

²⁰³ RPR, *Atout France*, *op. cit.*, p. 33.

nouveaux marchés pour exporter davantage. »²⁰⁴ Le commerce avec la Communauté européenne n'est pas prioritaire dans la stratégie économique proposée par le parti. Le commerce extérieur, ainsi rétabli, doit permettre de résorber le chômage.

Même s'il défend des solutions libérales pour enrayer la crise économique, le RPR n'a toujours pas pris le virage néolibéral. Il considère l'aide aux entreprises par les subventions ne doit pas diminuer et doit, ultérieurement, entraîner une baisse du taux de chômage. Il encourage les investissements à l'étranger dans une certaine mesure, mais il donne la priorité à ceux en sol national. Le RPR précise que « [...] quelque soit leur importance [en parlant des investissements français à l'étranger], la priorité doit être accordée à la création d'emploi en sol national. »²⁰⁵ Ainsi, les mesures incitatives doivent être orientées en fonction de la stimulation de l'investissement national. La priorité est de réduire le chômage par une stimulation de l'activité productive. Dans une entrevue accordée au journal *Le Monde*, Jacques Chirac propose un plan de redressement qui illustre cette priorité : « Le premier objectif de la politique [de nouvelle croissance] à mener doit être l'emploi; c'est un but pas une conséquence. »²⁰⁶ La politique économique proposée par le RPR est conçue en fonction de cet objectif.

Un certain schéma peut se dégager de la politique économique du RPR. L'État doit favoriser l'investissement en prenant des mesures temporaires afin de permettre la modernisation qui accroît la compétitivité des entreprises. Cela stimule le commerce extérieur avec les pays pétroliers du Moyen-Orient, dont la balance commerciale avec la

²⁰⁴ *Le Monde*, 25 septembre 1979, p. 8.

²⁰⁵ *Ibid.*, p. 296.

²⁰⁶ *Le Monde*, 15 avril 1980, p. 12.

France est très excédentaire. Le parti utilise la Communauté européenne, plus précisément la PAC, afin de mettre en place une politique d'exportation des produits agro-alimentaires, vers un nouveau marché, le tiers-monde. Dans cette optique, le rôle de la CEE est plus limité qu'auparavant. Sous l'administration de Gaulle, le commerce avec les pays membres de la Communauté est incontournable. En raison du contexte économique et de l'élargissement prochain à des économies concurrentes de la France, le RPR tente de développer une stratégie nouvelle afin de stimuler la croissance en France, laquelle résorberait les problèmes de chômage.

Après un an de pouvoir, les socialistes constatent l'échec de leur politique économique. Le 12 juin 1982, ils sont obligés d'amorcer un retour à la rigueur avec une deuxième dévaluation du franc de 5,75 %.²⁰⁷ L'expérience socialiste est désastreuse pour l'économie de la France. Le déficit de la balance commerciale atteint des sommets en 1982; le taux de couverture tombe à 80 %. En terme de valeur, la France importe pour 151 501 millions de francs de plus qu'elle n'exporte.²⁰⁸ À partir de ce moment²⁰⁹, le RPR reconsidère ses conceptions quant à la stratégie à adopter face à la crise. Il propose encore des solutions libérales à apporter à la crise, comme la relance massive des investissements, la déréglementation, et la dénationalisation, des entreprises.²¹⁰ Toutefois, l'objectif change après l'échec des mesures antérieures. Le but premier de la politique économique n'est plus de résorber le chômage. Avant de mettre en place la planification, Michel Barnier explique: « Il faut des conditions dont la première est

²⁰⁷ Au même moment, la RFA réévalue à la hausse le Deutschemark de 5%, ce qui désavantage doublement le franc au sein du système monétaire européen. Chauveau, *op. cit.*, p. 100.

²⁰⁸ INSEE, *Annuaire statistique de la France*, 1982.

²⁰⁹ Il faut dire qu'en deux ans, de 1981 à 1983, le franc a perdu 20% de sa valeur. Chauveau, *op. cit.*, p. 100.

²¹⁰ *JORF*, 120^e séance, no. 68, 24 juin 1982, p.3789-3790.

l'absence d'inflation. »²¹¹ Ce glissement des priorités du RPR marque le virage économique que prend le parti en 1983, ce qui influence sa politique européenne en conséquence.

Conclusion

En 1978, le RPR réussit à concentrer les forces gaullistes au sein d'un même parti. Il affirme qu'en raison du contexte particulier d'une présidence non gaullienne, il peut critiquer le Président s'il ne respecte pas les principes gaulliens. En décembre 1978, Jacques Chirac lance l'appel de Cochin qui marque une radicalisation dans la politique européenne des gaullistes qui deviennent plus intransigeants à l'égard des décisions européennes de la présidence. Le RPR dénonce le Système monétaire européen, tel que proposé par Giscard d'Estaing, et le rapprochement entre la France et l'OTAN. La politique européenne du président est perçue, par le parti, comme étant nuisible aux intérêts politiques et économiques de la France. L'élargissement est aussi dénoncé en raison de la conception de l'économie qu'ont les gaullistes. Les nouveaux pays candidats ont des économies qui concurrencent dans certains domaines celle de la France. Ils risquent d'accaparer les parts de marché de la France en Europe et une partie du budget de la PAC, d'autant plus que la PAC est menacée par le Royaume-Uni qui remet en doute la pertinence de la préférence communautaire et de la solidarité financière. Le RPR n'hésite pas à exiger le retrait du Royaume-Uni du Marché commun s'il ne veut pas respecter les principes de la Politique agricole.

²¹¹ *JORF*, 102^e séance, no. 61, 15 juin 1982, p. 3343.

Pour le parti gaulliste, les échanges avec la Communauté n'ont pas la priorité. La CEE doit permettre au RPR de mettre en application sa conception de l'économie qui comprend une politique d'exportation commune des produits agro-alimentaires envers les pays du tiers-monde. Les structures des économies française et mondiale influencent la stratégie de croissance du parti. Le RPR constate que la moitié du déficit de la balance commerciale de la France provient des pays pétroliers du Moyen-Orient; il défend donc le commerce avec ces pays. Dans cette stratégie, le but est toujours de redonner un second souffle à la croissance afin de résorber le chômage. Malgré sa conception économique qui se rapproche de plus en plus du néolibéralisme, le tournant ne s'effectue qu'en 1982 lorsque le parti change de priorité et prône la résorption de l'inflation. Ce changement se produit parallèlement à l'évolution sensible de sa politique européenne vers une plus grande intégration.

Chapitre 3 : Le RPR et sa nouvelle politique européenne : ouverture à l'intégration et structure économique (juin 1983 – février 1986)

Le 12 juin 1983, le RPR annonce officiellement sa nouvelle politique européenne. Il fait preuve d'ouverture par rapport à l'intégration que les gaullistes ont toujours décriée. Le parti propose une concertation en matière de politique étrangère, un élargissement des compétences des institutions européennes et une plus grande coopération monétaire et financière. Sa nouvelle politique de défense européenne surprend d'autant plus qu'elle redéfinit la notion d'indépendance si chère aux gaullistes. Le RPR assume maintenant l'élargissement de la Communauté européenne à l'Espagne et au Portugal. Toutefois, il craint toujours la concurrence de ces pays en matière agro-alimentaire. Il tente de limiter les effets de cette concurrence sur l'économie de la France avec son nouveau programme européen dans un contexte de crise économique.

Dès 1982, le RPR amorce une réflexion quant à la validité des solutions qu'il a proposées afin de redynamiser la croissance de la France. L'échec des politiques socialistes, constaté en juin 1982, entraîne l'ensemble de la classe politique — le parti socialiste opte lui-même pour une politique de désinflation compétitive — à adopter une politique de rigueur à l'égard de la crise.²¹² Le RPR soutient la lutte à l'inflation qui passe par un assainissement des finances de la France. L'interdépendance des économies industrielles et l'érosion des exportations françaises envers les pays industrialisés²¹³ incitent le parti à modifier sa stratégie économique. L'échec des mesures keynésiennes

²¹² Jean-François Eck, *Histoire de l'économie française depuis 1945*, Paris, Armand Collin, 2004, coll. Cursus. Histoire, p. 58.

²¹³ *Ibid.*, p. 198.

et l'aggravation de la situation économique de la France incitent les gaullistes à proposer un nouveau type de solutions monétaristes et néolibérales en matière d'économie afin de répondre au caractère structurel de la crise. Après une explication de la nouvelle politique européenne du RPR, leur conception de l'économie sera précisée en raison de la place de l'Europe dans cette nouvelle stratégie.

A) Ouverture à l'intégration : politique européenne de défense et concertation des politiques extérieures

L'année 1983 marque une rupture dans la politique européenne du RPR. Les gaullistes font preuve de réceptivité à l'égard de l'intégration. Ils deviennent les porte-parole d'une défense proprement européenne, ce qui remet en question la politique soutenue par le général de Gaulle et qui avait déjà entraîné le refus de la Communauté européenne de défense (CED) en 1954.²¹⁴ Le RPR prône une certaine concertation en politique étrangère et un accroissement des compétences des institutions en Europe. La notion même d'indépendance est donc remise en question. Ainsi, il s'agit d'un tournant diamétralement opposé à sa politique européenne précédente, particulièrement pour ce qui est de sa politique de défense.

En 1977, les tensions entre le bloc occidental et le bloc soviétique reprennent après une décennie de détente. Les Soviétiques mettent un terme à la non-prolifération

²¹⁴ Il ne faut pas voir dans cette évolution une dérive droitière du RPR comme Jean Baudouin l'affirme dans son article : Baudouin, *loc. cit.*, p. 53. En effet, le gaullisme n'est pas une doctrine immuable. Même sous de Gaulle, les gaullistes étaient capables de débattre des fondements même de ce courant, même au niveau de la politique étrangère. Badache, *loc cit.*, pp. 844-860. Jacques Chirac illustre la nature de la doctrine gaulliste : « L'essence même du gaullisme, c'est d'être un pragmatisme. » Jacques Chirac, États généraux « Professions et libertés », 15 juin 1982, cité de Charlot, *loc. cit.*, p. 43.

du nucléaire instaurée, entre autres, par les accords de SALT I en 1972.²¹⁵ Les missiles de moyenne portée SS20, installés sur le territoire soviétique, sont décriés par le chancelier de l'Allemagne Helmut Schmidt. Les Européens revendiquent un engagement des États-Unis afin de contrebalancer les forces nucléaires et, ainsi, sauvegarder le principe de dissuasion nucléaire.²¹⁶ Les euromissiles sont finalement installés en Europe en 1983. Dans ce contexte, le RPR doit se prononcer à propos de la politique de défense qu'il préconise. Il décide donc de miser sur une défense européenne ouverte à la stratégie de l'OTAN.

Le RPR élabore un programme de collaboration avec les pays européens, particulièrement avec la RFA, conformément au Traité de l'Élysée du 22 janvier 1963 conclu entre le général de Gaulle et Konrad Adenauer, alors chancelier de l'Allemagne. Jacques Chirac propose « un examen commun des exigences de la défense en Europe occidentale, d'un point de vue stratégique et des moyens de mettre en œuvre, grâce à des consultations [...] entre les autorités responsables des pays européens concernés [...] ». ²¹⁷ Pour le parti gaulliste, la collaboration de prime abord avec l'Allemagne de l'Ouest est essentielle. Le président du RPR déclare que : [...] nous sommes tenus [...] de pratiquer une étroite concertation en matière de défense. » ²¹⁸ Ce discours n'est pas en rupture avec la doctrine gaulliste, car le Général lui-même prônait cette collaboration. Toutefois, la nouvelle politique de défense du parti contient deux ruptures majeures

²¹⁵ Le traité *Strategic Arms Limitations Treaty*, signé à Moscou le 26 mai 1972 entre les États-Unis et l'URSS, prévoit la limitation des missiles intercontinentaux de part et d'autre. Toutefois, il ne contient aucun accord à propos des euromissiles – à courte portée – ce qui inquiète les Européens, car l'Europe, en cas de guerre nucléaire, serait le théâtre des affrontements.

²¹⁶ D'ailleurs, Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la République, est conscient que la sécurité française dépend plus de la dissuasion exercée par l'OTAN que de la dissuasion française. David Yost, *La France et la sécurité européenne*, Paris, PUF, 1985 (1984), p. 178.

²¹⁷ *Le Monde*, 24 janvier 1984, p. 8.

²¹⁸ *Le Monde*, 23 mai 1984, p. 4.

avec la politique précédente, soit les relations avec l'OTAN et le rôle qu'il réserve à la RFA.

La politique de défense du RPR est confirmée officiellement le 12 juin 1983 dans son rapport : *L'état de l'Europe et les mesures d'une indispensable relance de la construction européenne*. Certes, la déclaration de Jacques Chirac du 2 juillet 1982, au Congrès de l'UDE à l'Hôtel de Ville de Paris, laissait croire que le RPR renonçait définitivement à sa politique gaullienne en matière de sécurité : « [...] le maire de Paris [lance] l'idée d'une défense nucléaire proprement européenne, complémentaire aux engagements pris par les Américains dans le cadre de l'OTAN. »²¹⁹ Toutefois, le RPR ne veut pas aller aussi loin dans sa politique de défense européenne et précise sa politique officielle en 1983. D'ailleurs, Jacques Chirac nuance la question de l'indépendance nationale en matière de sécurité au colloque du Centre européen de relations internationales et de stratégie le 5 juin 1984. Dans son discours intitulé *Une Europe libre dans un monde libre*, Chirac explique :

« [...] la pratique de l'indépendance nationale implique la constante recherche d'un juste équilibre entre la sauvegarde de cette indépendance et le respect de nos obligations, principalement celles que nous avons contractées à l'égard de nos alliés et de nos partenaires européens. C'est ainsi que, tout en prenant les dispositions propres à assurer, en accord avec le Commandement de l'alliance, notre pleine participation à la défense commune de l'Europe, nous devons préserver notre autonomie de décision quant aux conditions d'emploi de notre arsenal nucléaire. »²²⁰

Dans la stratégie de défense du RPR, le nucléaire reste une prérogative française, ce qui ne signifie pas que la France ne participe pas à la stratégie européenne et atlantique.

²¹⁹ Jean Charlot, *loc. cit.*, p. 43.

²²⁰ Discours de Jacques Chirac le 5 juin 1984 au colloque européen de relations internationales et de stratégie, *Jacques Chirac, une ambition pour la France*, textes rassemblés et présentés par Jean-Marie Benoist, Paris, Albin Michel, 1988, p. 275.

Jacques Chirac explique les motivations du RPR: « L'objectif est clair : donner aux pays européens les moyens de mieux assurer leur défense à leur frontière dans le cadre de l'Alliance atlantique. »²²¹ Il s'agit d'une ouverture à la stratégie précédemment proposée par Valéry Giscard d'Estaing. Le RPR comprend la nécessité de coopérer avec l'OTAN dans le contexte de la crise des euromissiles. Il fait preuve de pragmatisme. Toutefois, la rupture à l'égard du rôle de l'Allemagne est plus significative quant à l'évolution de sa politique européenne.

L'Allemagne de l'Ouest dépend des États-Unis afin d'assurer sa sécurité depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. En vertu de la Loi fondamentale, sa constitution, elle ne peut posséder l'arme nucléaire. De Gaulle a tenté d'arrimer la stratégie allemande à sa conception stratégique gaulliste, mais ce fut un échec. La RFA étant la cible première en cas de guerre, Bonn n'a d'autres choix que de confier sa politique de sécurité aux États-Unis.²²² Le RPR poursuit cet objectif du Général, mais il ne limite plus l'Allemagne à un rôle contemplatif. Il propose que la RFA « participe directement au niveau des responsabilités. »²²³ Son président précise que les deux pays « doivent unir davantage leurs politiques, leurs objectifs, leurs moyens et, pour y parvenir, doivent parler l'une avec l'autre de tous les problèmes de leur sécurité sans en exclure aucun. »²²⁴ Il s'agit essentiellement de léguer une partie de la souveraineté de la France, car une concertation implique nécessairement des compromis à l'encontre de la

²²¹ *Le Monde*, 14 juin 1983, p. 7.

²²² Stéphanie Cronen et Sophie Molle, « Fondements juridiques et politiques comparés des doctrine de défense », dans Olivier Pirotte dir., *Les politiques de défense franco-allemandes : étude comparée*, Paris, Fondation pour les études de la défense, 1997, p. 52.

²²³ Toutefois, il ne s'agit pas de doter la RFA de l'arme nucléaire : « Bonn s'est engagé par traité à renoncer à l'armement atomique, et il n'y a pas à revenir là-dessus. » *Le Monde*, 20 octobre 1983, p.1.

²²⁴ *Ibid.*

doctrine de défense gaulliste menée jusqu'alors. La France ne serait plus totalement indépendante avec cette proposition. Cette union des stratégies de défense avec l'Allemagne doit se faire dans le cadre européen.

La politique de défense du RPR est un véritable projet inclus dans sa politique européenne. Le parti élabore une politique commune en matière de sécurité qui se réfère à la Communauté européenne. Jacques Chirac définit le projet du RPR le 27 octobre 1983 :

« Cette sécurité implique un renforcement coordonné des forces conventionnelles européennes, et le déploiement en Europe d'une force tactique nucléaire²²⁵ opposable à la force soviétique [...] élaborer entre pays européens une politique de défense étroitement coordonnée et constamment modernisée. »²²⁶

La France n'a plus le poids international qu'elle avait à l'époque du général de Gaulle, car un des deux piliers de sa politique étrangère est atteint.²²⁷ Le système économique et monétaire de la France est affaibli en raison des politiques économiques conjoncturelles adoptées depuis le début de la crise en 1974. Cette politique de défense est pragmatique dans la mesure où le RPR l'adapte en fonction du contexte international. Alain Peyrefitte justifie la politique du RPR en expliquant que : « Plus la France pèsera dans la construction européenne, plus elle aura de poids international, notamment dans le dialogue Est-Ouest. »²²⁸ Le parti gaulliste utilise l'Europe, à l'instar du général de Gaulle, afin de préserver le rôle de la France sur la scène internationale. Sa politique de

²²⁵ Toutefois, cette force repose sur les armes nucléaires françaises et anglaises. Il n'est pas question ici de créer un arsenal nucléaire européen. Voir le discours de Jacques Chirac le 5 juin 1984 au colloque européen de relations internationales et de stratégie, *op. cit.*, p. 269.

²²⁶ *Le Monde*, 28 octobre 1983, p. 9.

²²⁷ Voir chapitre 2, p. 60.

²²⁸ *JORF*, 61^e séance, no. 40, 12 juin 1985, p. 1598.

défense a donc une composante politico-stratégique. Toutefois, elle découle plutôt d'un pragmatisme économique que le parti expose au comité central du 12 juin 1983.

« Et c'est pourquoi nous avons choisi, aujourd'hui, notre volonté d'affirmer la place de la France en Europe. Affligée par son déficit et son endettement extérieur, dépourvue d'une monnaie solide, devenue l'obligé de l'étranger, la France n'est plus en état de parler haut et ferme à Bruxelles et au Luxembourg. Aujourd'hui, la cohérence et l'unité d'action de l'Europe sont nécessaires en raison de l'instabilité monétaire généralisée, de l'âpreté de la compétition commerciale et technologique, de l'énorme puissance militaire accumulée par l'Union soviétique et de l'antagonisme des deux Supergrands. »²²⁹

Le parti fait preuve de pragmatisme, car il conclut que la France n'a plus les moyens de ses ambitions; elle doit, en ce sens, modifier sa politique européenne.

La coopération européenne en matière de défense est proposée par le RPR pour des raisons, certes, stratégiques, mais essentiellement économiques. Avec la reprise des hostilités entre les deux blocs et la course aux armements relancée par le président américain Ronald Reagan, le parti émet le constat que la France seule n'a pas les moyens financiers de soutenir le rythme de réarmement et la modernisation nécessaire à sa sécurité. Dans son discours du 5 juin 1984, Jacques Chirac justifie les motifs de la politique de défense du RPR. Il souhaite que les alliés européens de la France consacrent « une part nettement plus importante de leur budget » aux forces conventionnelles européennes.²³⁰ Ce budget communautaire permettrait à la France de bénéficier d'un retour financier à l'image de la Politique agricole commune. Il propose aussi un « partage des charges et une étroite combinaison des recherches et des productions » afin de permettre « la fabrication de systèmes d'armement très

²²⁹ *Le Monde*, 14 juin 1983, p. 7.

²³⁰ Discours de Jacques Chirac le 5 juin 1984 au colloque européen de relations internationales et de stratégie, *op. cit.*, p. 269.

coûteux ».²³¹ La France seule ne peut financer cette course aux armements. Conformément à l'initiative de défense stratégique développée par Reagan le 26 janvier 1983, le parti estime qu'il faut que les Européens « imaginent et discutent du développement d'un système antimissile européen ».²³² En contribuant à la stratégie américaine, la France reste un acteur sur la scène internationale et elle réduit le coût de sa défense. Cette politique de sécurité implique nécessairement que la France cède une partie de sa souveraineté, ce qui est une évolution par rapport à la pensée gaulliste traditionnelle. Pour le parti, seule une politique de défense commune permet la concertation politique afin de poursuivre la construction européenne.

Le RPR, en plus de favoriser une certaine intégration militaire, propose une concertation en matière de politique extérieure.²³³ Dans son programme européen du 12 juin 1983, le parti insiste sur la nécessité d'une « [...] coopération plus accrue, plus précise et plus institutionnelle [...] » en matière de politique extérieure.²³⁴ Le contexte international, avec la reprise de la Guerre froide et la crise économique accentuée par le second choc pétrolier²³⁵, influence le RPR qui suggère le regroupement des pays membres de la Communauté européenne afin de prendre des mesures en commun lors de crises internationales, particulièrement là « où leurs [la CEE] intérêts vitaux

²³¹ *Ibid.*

²³² *Le Monde*, 27 mars 1984, p. 4.

²³³ L'intégration militaire doit se réaliser avant l'intégration politique sans quoi « [...] la coopération politique [...] demeurera illusoire [...] défense et diplomatie sont en effet plus que jamais inséparables. » Discours de Jacques Chirac le 5 juin 1984 au colloque européen de relations internationales et de stratégie, *op. cit.*, p. 270.

²³⁴ *Le Monde*, 11 juin 1983, p. 1.

²³⁵ En décembre 1979, l'URSS envahit l'Afghanistan, ce qui ravive les animosités entre les deux blocs. La répression en Pologne et les entorses aux droits de l'homme faites par l'URSS contribuent à cette tension. D'autre part, la guerre entre l'Iran et l'Irak de 1980 à 1988 concerne les intérêts de la France qui, en 1980, importait pour 23 912 millions de francs en provenance de l'Irak – essentiellement du pétrole – contre 3891 millions en 1981. La France doit se tourner vers l'Arabie Saoudite afin de combler ses besoins. INSEE, *Annuaire statistique de la France*, 1983.

risqueraient d'être mis en péril, tels que la Méditerranée, l'Afrique et le Moyen-Orient. »²³⁶ Ces intérêts que le RPR identifie sont principalement économiques, car ces régions fournissent le pétrole de la France qui est fortement dépendante d'un point de vue énergétique.²³⁷ D'ailleurs, Jacques Chirac justifie la politique de son parti en déclarant qu'il « faut prendre en compte, dans la conduite de notre politique extérieure, les réalités du monde d'aujourd'hui [...] ». ²³⁸ La nouvelle politique favorisant l'intégration politique du RPR découle donc d'un certain réalisme.

Le parti gaulliste évoque une coopération en matière politique dans son programme annoncé le 12 juin 1983. Toutefois, son discours concernant les institutions européennes démontre qu'il s'agit d'intégration et non plus de coopération comme au temps du général de Gaulle. Le 22 janvier 1984, au 3^e congrès national de la démocratie chrétienne française, le président du RPR précise son projet politique européen qui nécessite

« [...] un véritable secrétariat permanent politique, relayant les chefs d'État et de gouvernement, dépendant du seul Conseil européen [...], pour permettre à l'Europe de ne plus bafouiller comme elle le fait actuellement, quand ses intérêts sont en cause dans le monde. »²³⁹

Contrairement à de Gaulle qui voulait contrôler seul la politique extérieure de la France – il en a d'ailleurs fait une condition de son retour au pouvoir –, le RPR considère qu'un secrétariat permanent permettrait aux pays européens de se concerter en matière de

²³⁶ Discours de Jacques Chirac le 5 juin 1984 au colloque européen de relations internationales et de stratégie, *op. cit.*, p. 270.

²³⁷ En 1983, les produits énergétiques, excluant les produits chimiques et demi-produits divers, représentent 24,4% des importations totales de la France contre 19,3% en 1978 à la veille du second choc pétrolier. INSEE, *Annuaire statistique de la France*, 1983.

²³⁸ Discours de Jacques Chirac le 5 juin 1984 au colloque européen de relations internationales et de stratégie, *op. cit.*, p. 272.

²³⁹ *Le Monde*, 24 janvier 1984, p. 8.

politique étrangère.²⁴⁰ Ce secrétariat aurait un pouvoir décisionnel. Toutefois, le Conseil garderait un droit de veto.

L'intégration politique est encore plus présente dans le discours du parti gaulliste à propos de l'Assemblée européenne. Il change radicalement de position. Dans son rapport *L'état de l'Europe et les mesures d'une indispensable relance de la construction européenne*, le RPR déclare ne voir « [...] aucun inconvénient à ce que les compétences de l'Assemblée de Strasbourg [...] soient accrues. »²⁴¹ Cette prise de position est fondamentalement en contradiction avec la politique que le parti a défendue jusqu'alors. Le RPR s'est élevé contre l'élection au suffrage universel du Parlement européen par crainte que celui-ci n'élargisse ses compétences.²⁴² La défense d'une assemblée supranationale s'appropriant des prérogatives des parlements nationaux démontre une évolution dans la pensée européenne des gaullistes qui font preuve de réalisme en s'adaptant au moyen de leur ambition. L'intégration politique est nécessaire dans la conception de la sécurité et de l'économie qu'ont les gaullistes.

La nouvelle politique de défense du RPR rompt avec leur politique précédente. Le parti propose une défense inscrite dans un contexte européen et atlantique. Le rôle de l'Allemagne de l'Ouest est accru; elle peut participer activement au processus décisionnel, mais les questions relatives à l'arme nucléaire restent une prérogative

²⁴⁰ Certes, le plan Fouchet proposé par de Gaulle insistait sur la nécessité de coordonner la politique étrangère des États membres. Toutefois, dans son projet, les chefs d'État et de gouvernement délibéraient et décidaient des directives par le biais du Conseil européen, finalement créé sous Georges Pompidou. La Commission politique européenne a seulement pour mission d'assister le Conseil qui détient le pouvoir décisionnel. Première version du plan Fouchet, 19 octobre 1961 tirée de Charles Zorgbibe, *Histoire de la construction européenne*, Paris, PUF, 1993, pp.71-75.

²⁴¹ *Le Monde*, 11 juin 1983, p. 10.

²⁴² Voir chapitre 1, p. 41.

française. Le parti développe une politique européenne concernant l'armement conventionnel et le développement technologique. Avec la reprise de la course aux armements, le RPR comprend la nécessité pour l'économie de la France de poursuivre sa stratégie à moindre coût. Le parti fait preuve de pragmatisme relativement à l'intégration militaire et à l'intégration politique. L'état lamentable de l'économie de la France à partir de 1982 et la recrudescence des conflits influencent le RPR qui défend une certaine concertation en matière de politique étrangère par le biais des institutions européennes. La nouvelle politique européenne des gaullistes découle d'un certain pragmatisme afin de servir au mieux les intérêts de la France.

B) Poursuite de l'intégration économique : place prépondérante de la Communauté européenne

La politique européenne du RPR suppose non seulement une ouverture à l'intégration militaire et politique, mais aussi un renouveau de l'intégration économique. Le parti gaulliste, en adoptant une politique monétariste et néolibérale en matière d'économie, change sa stratégie. Il préconise les échanges avec les pays industrialisés, principalement avec les pays membres de la CEE.²⁴³ La coopération monétaire et

²⁴³ D'ailleurs cette stratégie ne lui est pas exclusive. Les socialistes la partagent avec le RPR. La réflexion en ce sens est quasi unanime dans la mesure où la Commission européenne et certains chercheurs arrivent au même constat d'interdépendance des économies européennes et de nécessité de développer le commerce communautaire. La Commission indique que « l'action de la relance ne produira pleinement ses fruits que si les opérateurs économiques [européens] sont de nouveaux convaincus de l'attractivité du marché européen – pas seulement en tant que débouché essentiel pour leurs produits, mais aussi en tant qu'espace de coopération doté d'un cadre juridique transparent et calculable – et de l'intérêt d'y faire leurs investissements. » Elle soutient « [...]l'irréversibilité de l'intégration communautaire. » Archives nationales de France, versement 1990634, article 1 : Questions économiques – Union douanière. Les notes de recherche d'Alain Buzelay, publiées en 1983 dans la *Revue d'économie politique*, théorisent ce courant de pensée. Il émet la thèse que l'intégration économique en Europe n'est pas responsable de l'apparition des fluctuations. C'est plutôt le contraire : [...] l'autonomie des politiques économiques et la divergence des conjonctures en résultant ont dispersé l'effort communautaire, affaibli la résistance de l'ensemble et, par le fait même, amplifié les fluctuations nationales qui convergent négativement. » Alain Buzelay, « Notes et

financière européenne devient prioritaire dans la politique économique du RPR afin de redynamiser l'économie de la France. De même le parti défend l'approfondissement de la PAC en fonction des besoins de l'agriculture française. Le marasme économique est à la base de la réflexion du parti qui défend l'intégration économique de l'Europe, à l'instar du général de Gaulle.²⁴⁴

Depuis sa création, le RPR défendait une politique d'exportation envers les pays pétroliers du Moyen-Orient et le tiers-monde. Avec l'échec des mesures prises par le Parti socialiste en 1982²⁴⁵, le parti constate l'échec des mesures keynésiennes et tente une nouvelle stratégie basée sur le long terme. Elle comprend une plus grande intégration économique en Europe afin de conjurer la crise. Le commerce extérieur reste toujours le moteur de la croissance pour le parti, mais il ne vise plus à réduire le déficit énergétique. Michel Barnier explique la réflexion du parti : « En 1982, notre déficit avec la Communauté européenne a doublé! C'est montré comment la crise de l'industrie française est une crise de compétitivité, autant qu'une crise de l'énergie. »²⁴⁶ Les gaullistes constatent que la situation de la France à l'égard des pays membres de la CEE est insoutenable. Le déficit de la balance commerciale française envers ces pays passe de 8572 millions de francs en 1978 – année qui correspond à l'adoption de la stratégie

mémoranda : Intégration européenne et fluctuations économiques », *Revue d'économie politique*, no. 4 (1983), p. 589.

²⁴⁴ Les années où le Général est au pouvoir marquent un déplacement géographique du commerce extérieur qui passe des pays de la Zone franc aux pays membres de la CEE. Le Général accélère la mise en place du Marché commun et contribue au développement de la PAC, ce qui permet à l'agriculture d'être un pilier de la croissance française. Alain Prate, « Le général de Gaulle et la construction européenne » dans *De Gaulle en son siècle actes des Journées internationales tenues à l'Unesco, Paris, 19-24 novembre 1990, tome 5 : Europe*, Paris, La Documentation française, Plon, 1992, coll. Espoir, p.71.

²⁴⁵ Le déficit de la balance commerciale du pays est de 151 501 millions de francs, soit un taux de couverture de 80%, du jamais vu depuis l'avènement de la Ve République. INSEE, *Annuaire statistique de la France*, 1982. Voir chapitre 2, p. 79.

²⁴⁶ *JORF*, 90^e séance, no. 104, 30 novembre 1983, p. 5748.

précédente – à 56 578 millions en 1983, soit une augmentation de 560 %. Pour la même période, la situation du commerce extérieur avec les pays pétroliers du Moyen-Orient suit le cheminement inverse; le déficit passe de 28 617 millions de francs à 21 433 millions pour une diminution de 25,1 %.²⁴⁷ Le déficit à l'égard de la CEE représente 2,6 fois le déficit envers les pays pétroliers. La pression exercée par la situation économique de la France conduit le RPR à modifier sa stratégie économique et, par le fait même, sa politique européenne.

Les motivations du parti quant à son nouveau programme européen reflètent la situation économique de la France. Au comité central du parti, le dimanche 12 juin 1983, le président du RPR, qui redoute la politique de François Mitterrand, alors président de la République, dévoile la politique du parti à propos de la coopération monétaire : « [...] une décision de retrait de la France [du Système monétaire européen] entraînerait inmanquablement, au vu de la situation présente de notre économie, une chute incontrôlable de notre devise nationale [...] ».²⁴⁸ Le parti soutient le SME²⁴⁹ qui permet une plus grande convertibilité des monnaies. Toutefois, sa politique ne se limite pas à un soutien des politiques économiques européennes existantes. Le RPR va plus loin et insiste sur la nécessité d'approfondir le système en vigueur. Jacques Chirac explique que

²⁴⁷ Il faut préciser que la diminution n'est pas attribuable au prix du pétrole, mais bien à la hausse des exportations françaises au Moyen-Orient. La France exporte pour 30 735 millions de francs en 1983, comparativement à 12 815 millions en 1978. Elle exporte essentiellement des biens d'équipement professionnels, soit pour 14 265 millions de francs. L'augmentation du déficit avec la CEE s'explique par la hausse des importations qui connaît une croissance plus marquée que les exportations. De 1978 à 1983, les importations françaises en provenance de la CEE augmentent de 210 points comparées à 188,7 pour les exportations. INSEE, *Annuaire statistique de la France*, 1978 et 1983. Voir le graphique en annexe.

²⁴⁸ *Le Monde*, 14 juin 1983, p. 7.

²⁴⁹ Lors des négociations relatives à l'adoption de ce système, le RPR l'a fortement critiqué en raison de la prédominance du deutscheMark. Toutefois, il n'a jamais remis en cause l'importance pour la France de stabiliser sa monnaie dans un système européen. *JORF*, 42^e séance, no. 98, 9 novembre 1977, p. 7156. Chapitre 1, p. 50.

« L'Europe stagne depuis une quinzaine d'années et, par exemple, même le Système monétaire européen, une innovation de réelle portée, en est resté à son stade initial. »²⁵⁰

Tout comme le Général à son époque, le RPR fait le calcul que la France doit approfondir l'intégration économique en fonction de ses intérêts. Seulement, ses intérêts ne sont plus les mêmes et elle doit faire des concessions, ce qui explique que le parti gaulliste est prêt à approfondir le SME, même si la France doit renoncer à l'autonomie de sa monnaie, symbole national.

En plus de l'intégration monétaire, le parti plaide pour un développement accentué du Marché commun. Il défend la création d'un marché unique. Il redéfinit les trois piliers de la CEE. Ceux-ci comprennent toujours la préférence communautaire et la solidarité financière, mais le RPR ne se contente plus d'union douanière. Michel Cointat explique que son parti soutient « la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux [...] ». ²⁵¹ Avec cette politique, le RPR va au-delà de la défense des acquis gaullistes en matière européenne telle que proposée avant 1983. ²⁵² Le marché n'a plus de frontières internes, ce qui permet la libre circulation des populations des pays membres – et, en l'occurrence, le droit de travailler ailleurs que dans leur pays d'origine – et une libéralisation du mouvement des capitaux.

L'approfondissement du marché communautaire proposé par le RPR est relié au déficit de la balance française des paiements. Michel Cointat explique que le parti

²⁵⁰ *Le Monde*, 13 octobre 1984, p. 10.

²⁵¹ *JORF*, 61^e séance, no. 91, 9 novembre 1983, p. 5029.

²⁵² Dans son programme *Proposition pour la France*, le RPR maintient que la France doit renforcer « l'Europe européenne » en « maintenant ce qui a été acquis », c'est-à-dire la PAC, l'union douanière et le tarif extérieur commun. Rassemblement pour la République, *Propositions pour la France*, *op. cit.*, p. 213.

gaulliste est inquiet à ce propos: « Ce qui est grave, c'est le déficit de la balance du commerce, certes puisqu'il a atteint 93 milliards, mais c'est surtout celui de la balance des paiements qui est passé de 26 à 79 milliards [1982]. »²⁵³ Le solde de la balance des paiements permet de réduire l'impact du déficit de la balance commerciale dans la comptabilité nationale, car il comprend les mouvements de capitaux. Un solde négatif de la balance des paiements augmente la dette vis-à-vis de l'extérieur. Georges Tranchant, député de Hauts-de-Seine de 1978 à 1993, illustre la problématique de l'endettement français : « La dette extérieure de la France s'est élevée de 12 milliards et demi de dollars en 1980 à plus de 59 milliards de dollars en 1985 – soit cinq fois plus. »²⁵⁴ La France a besoin de rétablir le solde de sa balance des paiements afin de réduire son endettement. Les structures du SME et le marché unique permettraient au pays d'équilibrer ce déficit à l'aide de la libre circulation des capitaux. L'intégration économique est une nécessité pour l'économie française, ce qui motive la politique du RPR envers la Communauté européenne.

Les critiques gaullistes quant à un nouvel élargissement européen à l'Espagne et au Portugal découlent de deux facteurs indissociables. Le premier se rapporte à l'augmentation des coûts du budget de la CEE, particulièrement de la PAC, déjà fortement diminué par la politique britannique de Margaret Thatcher qui atteint directement la préférence communautaire et la solidarité financière. Le deuxième renvoie à la crainte du RPR par rapport à la concurrence agricole de ces pays qui aggraverait le déficit de la balance commerciale de la France par une perte de ses parts

²⁵³ *JORF*, 37^e séance, no. 83, 26 octobre 1983, p. 4513.

²⁵⁴ *JORF*, 21^e séance, no. 71, 17 octobre 1985, p. 3150.

du marché agro-alimentaire en Europe. Le RPR, qui n'hésitait pas avant 1983 à décrier cet élargissement²⁵⁵, devient plus réservé et il propose progressivement des solutions qui s'adaptent à la réalité de cet élargissement prochain par pragmatisme économique.

Avec la politique de juste retour de Margaret Thatcher, alors Premier ministre britannique, et ses revendications concernant la provenance des importations du pays, la solidarité financière et la préférence communautaire sont fortement remises en question. Le Compromis de Bruxelles de mai 1980 crée un précédent permettant au Royaume-Uni de revendiquer le retour de ses cotisations au budget de la PAC. Le RPR évalue que cet accord implique de nombreuses conséquences et met l'Europe en péril. Michel Cointat relie ce problème à la question de l'élargissement prochain. « Le budget communautaire est dans une impasse chronique. Le Royaume-Uni ne veut pas payer ce qu'il doit. L'Allemagne n'accepte plus la clé de répartition des dépenses. L'Italie, l'Irlande et la Grèce réclament des subsides non prévus par les traités. »²⁵⁶ L'agriculture de la France est dépendante de la contribution de budget de la PAC. En plus de permettre la modernisation de l'agriculture et la commercialisation des produits excédentaires, cet argent permet de garantir un certain revenu aux agriculteurs de la France.²⁵⁷ Le RPR, qui constate déjà une menace sur la part de retour de la France, craint que l'élargissement ne se traduise par une aggravation de la situation française. Jacques Godfrain, député de l'Aveyron de 1978 à 1995 et de 1997 à nos jours, illustre l'inquiétude de son parti à

²⁵⁵ Depuis l'appel de Cochin en décembre 1978, le RPR fait preuve d'intransigeance à l'égard de cet élargissement, particulièrement pour ce qui est de l'Espagne concurrente redoutable de la France en matière agro-alimentaire. Jacques Chirac déclare d'ailleurs: « Nous sommes donc résolument hostiles à l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun. » *Le Monde*, 1^{er} juin 1979, p. 10.

²⁵⁶ *JORF*, 77^e séance, no. 93, 22 novembre 1985, p. 4631.

²⁵⁷ Michel Bourdon, « L'agriculture française dans la récession économique », dans *Les agriculteurs et la politique*, Pierre Coulomb et alt. dir., Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990, p. 60.

l'Assemblée nationale : « [...] l'élargissement de la CEE à l'Espagne et au Portugal [...] ne manquera pas de se traduire par un accroissement important des dépenses pour soutenir les productions méditerranéennes. »²⁵⁸ Les raisons du refus de cet élargissement découlent du facteur économique. L'Europe n'est pas préparée à intégrer l'économie espagnole à l'économie européenne sans heurter le commerce extérieur de produits agro-alimentaires de la France, essentiel à la croissance du pays.

Le secteur agro-alimentaire constitue un facteur de croissance de l'économie de la France depuis la création de la PAC en 1962, particulièrement à partir de 1965, année où la France exporte plus de produits agricoles que de matières premières en Europe.²⁵⁹ En 1983, les exportations agro-alimentaires de la France vers la CEE représentent 61,1 % de ses exportations totales de ce type de produit.²⁶⁰ La grande majorité des produits agricoles de la France sont destinés à la Communauté européenne. De plus, la part de ce type de produits dans les exportations totales vers la CEE augmente continuellement passant de 15,8 % en 1977 à 22,3 % en 1983. Le RPR craint que l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal, grands producteurs de produits méditerranéens comme les fruits, les légumes et le vin²⁶¹, ne diminue les parts

²⁵⁸ *JORF*, 35^e séance, no. 33, 27 avril 1984, p. 1988.

²⁵⁹ Elle exporte 604,5 millions de dollars de produits agro-alimentaires en Europe, ce qui constitue 46,8% de ses exportations vers l'Europe. La part de la CEE dans les exportations de ce type de produit a augmenté de 18,2% par rapport à 1959, première année complète du régime de la V^e République. OCDE, *série B : commerce extérieur par produits*, 1959 à 1967.

²⁶⁰ INSEE, *Annuaire statistique de la France*, 1983.

²⁶¹ L'Espagne et la France ont des agricultures similaires. Ces pays ont une production méditerranéenne. Le RPR est inquiet, car le commerce espagnol avec la CEE représente 49,05% de ses exportations totales. Ramon Tamames, *Introduction à l'économie espagnole*, traduit de l'espagnol par Denise et Carlos Quesasda, Paris, SEDES, 1987, p. 180. À la veille de son adhésion, ce type de produits compte pour 7,6% des exportations de la péninsule Ibérique. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, *annuaire FAO du commerce*, 1986. Cette même année, les exportations agricoles de la France vers la Communauté sont de 11,9%. INSEE, *Annuaire statistique de la France*, 1985. Cette importance de ce commerce explique la peur du parti quant à la concurrence espagnole. Au sujet de la concurrence, voir le chapitre 1 page 47-48.

de marché de la France au sein de la CEE. D'autant plus que la France a un déficit commercial de 56 578 millions de francs avec la CEE. Le solde positif de 28 175 millions de francs des exportations de produits agro-alimentaires vers les pays de la Communauté est nécessaire à l'économie de la France, car il permet d'éviter un déficit d'un tiers plus grand, ce qui est considérable.²⁶² Le facteur économique est à prendre en considération lors de l'examen des positions du RPR.

Le parti est conscient de la production concurrentielle de l'Espagne et du Portugal. Michel Cointat explique que le RPR craint l'élargissement prochain, car « [...] ils sont concurrents : ils produisent du vin, des fruits et des légumes. »²⁶³ Le parti gaulliste démontre que l'objectif de sa politique est d'empêcher que la France ne perde ses parts de marchés en Europe. Michel Cointat exprime les appréhensions du parti :

« [...] sur le plan agro-alimentaire, la balance commerciale de la France, avec l'Espagne, est déjà déficitaire de 500 millions d'ECU et [...] les potentialités agricoles de la péninsule Ibérique sont énormes [...] elle pourra exporter sur l'Europe 1 million et demi d'hectolitres de vins de table qui encombreront un peu plus un marché déjà pléthorique [...] l'arrivée de l'Espagne va bouleverser le marché des fruits et légumes [...] ».²⁶⁴

Le RPR n'est toujours pas enthousiasme face à cet élargissement prochain, mais il est moins hostile à celui-ci en raison de l'inévitable adhésion espagnole. Il considère toujours qu'il est néfaste pour l'économie de la France d'avoir des concurrents agricoles de plus dans la Communauté. Certes, sur les 88 députés du RPR en 1985, 80 s'abstiennent lors de la ratification du traité instituant l'élargissement à l'Espagne et au Portugal.²⁶⁵ Toutefois,

²⁶² INSEE, *Annuaire statistique de la France*, 1983.

²⁶³ *JORF*, 77^e séance, no. 93, 22 novembre 1985, p. 4632.

²⁶⁴ *Ibid.*

²⁶⁵ *JORF*, 77^e séance, no. 93, 22 novembre 1985, p. 4642.

il ne faut pas voir dans ce vote l'approbation de ce projet européen. Pragmatique, le RPR développe une politique visant à diminuer l'impact de l'entrée espagnole dans la CEE.

Dès 1984, le RPR tente de trouver une solution afin de contrebalancer la concurrence espagnole lors de son entrée dans la Communauté européenne. Le parti considère que l'approfondissement doit précéder l'élargissement. Roger Corrèze, député de Loir-et-Cher de 1968 à 1988, exprime la position de son parti qui réclame une politique commune des vins, fruits et légumes et qui craint le désengagement de la CEE : « Mais vous comprendrez, dès lors, je l'espère, les craintes exprimées par les viticulteurs français de voir les prix de leurs vins tendre vers le prix mondial à la suite d'un désengagement de la CEE. »²⁶⁶ Le parti considère que la Communauté doit intervenir afin de diminuer l'impact de la concurrence de l'Espagne sur les exportations de vins de la France. Cette politique s'inscrit dans un projet plus large. Jacques Godfrain explique que son parti considère que la CEE, ainsi élargie, doit : « [...] renforcer l'acquis communautaire en dotant l'Europe d'une véritable stratégie de l'exportation. »²⁶⁷ Il s'agit d'organiser les surplus européens afin de les exporter en dehors de la Communauté, ce qui touche particulièrement le vin, les fruits et les légumes. Ce député RPR explique que « la modernisation suppose aujourd'hui la coopération européenne [...] ». ²⁶⁸ Selon le RPR, la France doit actualiser son agriculture, particulièrement la production de vins, fruits et légumes directement atteinte par la concurrence espagnole. Il instrumentalise l'Europe afin de servir les intérêts de la France. Le RPR accepte donc, par réalisme, l'élargissement européen et tente d'en diminuer les impacts.

²⁶⁶ *JORF*, 58^e séance, no. 85, 8 novembre 1985, p. 4108.

²⁶⁷ *JORF*, 35^e séance, no. 33, 27 avril 1984, p. 1988.

²⁶⁸ *JORF*, 19^e séance, no. 98, 18 octobre 1984, p. 4836.

Dans sa politique précédente, le RPR considérait que le commerce extérieur avec les pays producteurs de pétrole et le tiers-monde représentait une voie incontournable afin de redynamiser la croissance. Après l'échec des mesures socialistes en 1982 et l'aggravation de la balance commerciale avec les pays de la Communauté, le RPR change de stratégie et adopte des solutions structurelles à la crise qui comprennent une reprise en main du commerce avec la CEE. En ce sens, il défend non seulement les acquis de l'intégration économique et monétaire, mais propose aussi un approfondissement du Système monétaire européen, ce qui touche nécessairement la question de l'indépendance nationale. Le parti gaulliste constate que l'élargissement à l'Espagne et au Portugal est inévitable. Même s'il est toujours en désaccord avec cet élargissement qu'il considère néfaste pour l'agriculture de la France, en raison de la concurrence espagnole et de l'accroissement des coûts, il adopte une politique pragmatique et propose une politique commune des vins, fruits et légumes afin d'en amortir le choc. Cette nouvelle politique européenne, qui prône l'approfondissement économique de l'Europe, découle donc de la situation économique de la France.

C) Entre structure et conjoncture : les politiques monétaristes et néolibérales du RPR

Lors de son retour au pouvoir, le général de Gaulle a adapté sa politique économique à la situation de la France. Ce système économique refuse la planification à la soviétique, mais accepte l'intervention de l'État par une planification proprement

française.²⁶⁹ Avec la fin de la croissance économique d'après-guerre et les échecs des politiques économiques précédentes, le RPR doit réorienter sa politique économique afin de donner un second souffle à la croissance de la France. D'ailleurs, cette évolution n'est pas contraire au gaullisme. De Gaulle déclare « En économie, non plus qu'en politique ou en stratégie, il n'existe, à mon sens, de vérité absolue. »²⁷⁰ Le gaullisme est un pragmatisme; comme toutes les doctrines, elle évolue. Le contexte économique d'endettement national, d'inflation accrue par rapport aux concurrents de la France et de déficit de la balance commerciale mène le RPR à proposer de nouvelles solutions. Le parti considère que les entreprises de la France ne sont plus compétitives et que la politique économique doit faire preuve de rigueur afin de permettre un retour à la croissance. La France doit déréglementer, ce qui va redonner de la vigueur aux entreprises. Toutefois, les politiques monétaristes et néolibérales proposées n'ont rien d'exceptionnel; la majorité des pays occidentaux de l'époque les défendent, particulièrement le Royaume-Uni et les États-Unis. Cette nouvelle orientation est liée à la politique européenne du RPR dans la mesure où il tente d'améliorer la compétitivité des entreprises françaises à l'égard des pays de la Communauté. Il est donc essentiel de l'illustrer.

Avec l'échec des mesures keynésiennes et la stagflation qui perdure, les pays industrialisés se tournent vers la politique économique qui s'inspire du monétarisme de Milton Friedman.²⁷¹ Cette école défend la théorie voulant que l'inflation soit le

²⁶⁹ Knapp, *op. cit.*, p. 20.

²⁷⁰ Charles de Gaulle, *Mémoire de guerre*, Tome 3 : *Le Salut*, Paris, Plon, 1980 (1959), collection «Presses-Pocket», p. 146, cité de Knapp, *op. cit.*, p. 20.

²⁷¹ Ses principaux ouvrages sont : *Théorie de la consommation* (1957) et *Inflation et système monétaires* (1969). Ce dernier explique la théorie monétarisme.

phénomène nuisible à la croissance dans la mesure où il perturbe les anticipations des agents économiques et qu'il nuit à la compétitivité extérieure.²⁷² La relance par une politique monétaire crée donc de l'inflation et ne réduit pas le chômage à long terme parce qu'il est naturel. Il faut, donc, limiter la création monétaire. L'État doit limiter ses dépenses et cesser d'intervenir. À l'instar des socialistes, le RPR est indirectement influencé par cette théorie – par le biais de l'influence des politiques américaines et anglaises – lorsqu'il propose de combattre l'inflation et non plus le chômage.²⁷³ Jacques Chirac explique les nouvelles priorités du parti « Le rétablissement des grands équilibres (commerce extérieur, prix, déficits publics) demeura l'objectif principal, et c'est dans les limites de cette contrainte que le gouvernement pourra prendre ses décisions. »²⁷⁴ Le parti considère que l'inflation est responsable du manque de compétitivité des entreprises françaises, ce qui affecte le commerce extérieur. Ce tournant dans la conception économique du RPR est, sans aucun doute, influencé par les États-Unis²⁷⁵, mais aussi par la situation économique de la France qui s'est fortement dégradée depuis 1982.

Le parti gaulliste propose de combattre l'inflation afin d'améliorer la compétitivité française à l'égard de ses concurrents et, ainsi, rétablir la croissance. L'inflation croît de fortement en raison de la politique gouvernementale précédente. À cette époque, la priorité était le chômage; l'État a négligé de soulager l'inflation pourtant

²⁷² Philippe Deubel et Marc Montoussé dir., *Dictionnaire de Sciences économiques et sociales*, Rosny-sous-Bois, Bréal, 2002, p. 465.

²⁷³ Il s'agit d'un tournant par rapport à la politique précédente. En 1978, dans une entrevue du journal *Le Monde*, Jacques Chirac explique qu'il faut combattre le chômage, car c'est lui qui est inflationniste. *Le Monde*, 27 juin 1978, p. 8.

²⁷⁴ *Le Monde*, 3 juin 1985, p. 21.

²⁷⁵ D'ailleurs, Jacques Chirac ne cache pas son admiration pour Ronald Reagan. Il déclare : « Être traité de reaganien ne me donne aucun complexe. D'ailleurs, j'observe que le truc de Reagan, ça marche [en parlant de la politique économique des États-Unis] [...] ». *Le Monde*, 11 février 1984, p. 8.

élevée. Le RPR constate la gravité de la situation, ce qui le fait envisager cette nouvelle stratégie se basant sur la croissance des exportations avec la CEE. Michel Cointat explique :

« Selon les chiffres et les courbes de l'INSEE, il apparaît que, de 1973 à 1981, cette différence d'inflation avec nos partenaires est passée d'un point au bénéfice de la France à 3,5 points – c'est cependant le maximum – au détriment de notre pays. Or, depuis le mois de mai 1981, cette différence a varié de plus de 3,5 p. 100 à plus de 6,2 p. 100, aggravant ainsi notre manque de compétitivité. »²⁷⁶

Le RPR veut rétablir la compétitivité des industries de la France à l'égard des pays industrialisés, particulièrement ceux de la Communauté européenne. Combattre l'inflation est le moyen qu'il prône afin d'y parvenir. Dans la mesure où les prix seront compétitifs, les exportations augmenteront.

Le parti gaulliste met au point un programme qui se base sur deux conditions.

Jacques Chirac explique que la première condition de son parti est que

« [...] notre [la France] politique de rigueur budgétaire [...] soit la traduction de choix politiques clairs et permanents. Cela doit être vrai pour les dépenses de l'État avec l'abandon d'interventions économiques nuisibles et coûteuses ou la suppression de services ou de missions non indispensables. [...] cette nouvelle orientation doit également concerner les dépenses sociales. »²⁷⁷

Autrement dit, le parti adopte une composante essentielle de la théorie monétariste. Il condamne les dépenses de l'État qui entraînent l'endettement national et défend l'idée que les interventions étatiques, par des politiques budgétaires et monétaires, ne sont que conjoncturelles, donc inefficaces. Jacques Chirac illustre cette position du parti : « [...] seule la croissance permet aux entreprises de créer de l'emploi [...] le traitement social

²⁷⁶ *JORF*, 37^e séance, no. 83, 26 octobre 1983, p. 4513.

²⁷⁷ *Le Monde*, 17 avril 1985, p. 9.

du chômage est un leurre. »²⁷⁸ L'État ne doit pas intervenir, mais au contraire, réduire les contraintes imposées aux entreprises afin de réduire le chômage.

La deuxième condition que le RPR défend est « [...] que nous [la France] sachions retrouver une expansion que les autres pays ont recréée. »²⁷⁹ Le commerce extérieur reste un facteur de croissance incontournable pour le parti. Il désire d'ailleurs redynamiser le commerce avec les pays membres de la CEE en raison du fort déficit de la France par rapport à ceux-ci. Le parti considère qu'il est urgent de rétablir le commerce et la croissance de la France à l'égard des pays industrialisés. Michel Noir, député du Rhône de 1976 à 1986 et de 1988 à 1997, explique à ce sujet que « Depuis quatre ans, nous sommes à la traîne par rapport à nos principaux compétiteurs. »²⁸⁰ Ce constat de la situation économique du pays est en lien avec la première condition à propos de la limitation des dépenses de l'État qui permet de diminuer l'endettement et l'inflation de la France. Ainsi, le parti fait le calcul qu'une fois la compétitivité des entreprises françaises retrouvée, la France pourra rivaliser avec les pays de la CEE. L'inflation combattue, les entreprises concurrentielles pourront augmenter leur exportation et leur production, et créer de nouveaux emplois.

Ces deux conditions supposent la liberté d'entreprise pour le parti qui élabore un programme de retour aux règles du libéralisme. Jean Baudouin, politologue, dénombre trois propositions du RPR en ce sens : déplanifier et déréglementer, dénationaliser et

²⁷⁸ *Le Monde*, 17 avril 1985, p. 9.

²⁷⁹ *Ibid.*

²⁸⁰ *JORF*, 71^e séance, no. 91, 20 novembre 1985, p. 4489.

débureaucratiser l'économie et démembrer le système de protection sociale.²⁸¹ Pour le parti, l'État doit limiter ses interventions dans l'économie. Il ne doit que défendre la libre entreprise, ce qui implique l'élimination des contraintes auxquelles elles sont soumises. Dans le programme du parti, il est spécifié que l'État doit déréglementer et libérer les prix, mais surtout privatiser les entreprises et les banques qui ont été nationalisées par les socialistes en 1981. En mars 1984, le RPR concrétise sa dénonciation des nationalisations. Il soumet des propositions de lois à cet égard dont la *Proposition de loi sur le commerce de banque et les conditions de son exercice*. Dans ce projet de loi que Jacques Chirac, le président du RPR, présente, il est indiqué qu'il est « [...] interdit à toute collectivité publique de prendre des mesures dont l'effet direct ou indirect serait de nature à fausser la concurrence dans le commerce des banques. ».²⁸² Cette proposition est néolibérale dans la mesure où le seul rôle de l'État doit être de protéger la concurrence. À propos des entreprises, le RPR développe le même discours néolibéral et de privatisation. Michel Noir déclare que : « Les entreprises ont plus besoin de liberté que de subventions. »²⁸³ Le parti mise sur le jeu de la concurrence²⁸⁴ afin de redynamiser l'économie de la France. Les entreprises doivent bénéficier d'une plus grande liberté aux fins d'augmenter les possibilités de productivité.

²⁸¹ L'auteur étant un politologue, il ne possède pas un recul historique. Nous sommes conduit à nuancer son propos. Il ne s'agit pas de déplanifier, mais de restructurer la planification. Lors de son retour au pouvoir en 1986, le RPR applique cette conception de la planification. Jean Baudouin, *loc. cit.*, p.58.

²⁸² *Le Monde*, 27 mars 1984, p. 41.

²⁸³ *Le Monde*, 26 avril 1984, p. 8.

²⁸⁴ Toutefois, il n'applique pas totalement le discours qu'il tient à propos du rôle de la concurrence dans la croissance économique de la France. Sa position sur l'élargissement de l'Espagne et du Portugal démontre que le parti craint cette concurrence agricole. Néanmoins, il accepte de façon pragmatique cet élargissement et propose la politique commune des vins, fruits et légumes en vue d'en contrôler les effets. Voir la section précédente.

Avec l'aggravation de sa balance commerciale en 1982, particulièrement avec la Communauté européenne, et l'inefficacité des politiques keynésiennes pour combattre la crise, le RPR développe une nouvelle conception de l'économie qui se base sur le monétarisme et le néolibéralisme. L'inflation doit être combattue afin de rendre la compétitivité aux entreprises françaises. L'État doit réduire ses dépenses et son endettement. Il ne doit intervenir qu'au cas où la concurrence entre les entreprises est menacée. La nouvelle conception de l'économie des gaullistes découle à la fois de l'observation de la situation de la France par rapport à l'économie mondiale et de l'influence des politiques menées par les autres pays industrialisés. Comme il considère que les mesures keynésiennes ne sont que conjoncturelles, il tente, donc, d'apporter des solutions qu'il considère structurelles à cette crise.

Conclusion

En juin 1983, le RPR change radicalement de politique par rapport à la construction européenne. Auparavant, il défendait les acquis gaullistes en matière européenne. Le contexte économique particulier de la France, caractérisé par une inflation constante, un endettement préjudiciable et un effondrement de la balance commerciale du pays à l'égard de ses partenaires européens, incite le parti gaulliste à reconsidérer sa position par rapport à l'intégration européenne. Sur le plan de l'intégration militaire, il préconise une défense européenne des forces conventionnelles dans laquelle la RFA aurait un rôle décisionnel, ainsi qu'une collaboration avec l'OTAN. Cette nouvelle stratégie permet au parti d'utiliser l'Europe comme un instrument au service des intérêts politico-stratégiques de la France, mais aussi de

diminuer le coût du développement d'armement afin que le pays reste un acteur incontournable sur la scène internationale. La France n'a plus les moyens de ses ambitions autant dans sa défense que dans sa politique extérieure. C'est pourquoi le parti devient aussi favorable à l'intégration politique. Les institutions européennes seront susceptibles de permettre à la France de faire valoir ses intérêts, économiques et politiques, et de plaider pour eux.

Tout comme De Gaulle avant lui, le RPR voit dans l'intégration économique européenne la solution aux problèmes économiques de la France. La nouvelle conception économique du parti qui s'inspire du monétarisme et du néolibéralisme conduit le parti à redéfinir le rôle de l'Europe. Le parti oriente maintenant sa politique économique en fonction de la lutte contre l'inflation et l'endettement. Il soutient un approfondissement du Système monétaire européen et le développement du marché unique dans le but de rétablir la balance des paiements et la balance commerciale de la France. Dans la conception du parti, la croissance suppose une politique de rigueur face à la crise, ce qui permettra de redynamiser le commerce extérieur avec les pays de la CEE. Le RPR tolère même l'élargissement à l'Espagne et au Portugal et tente d'inclure la péninsule ibérique dans son projet européen avec une politique d'exportation commune du vin, des fruits et des légumes. En bref, le parti devient plus favorable à l'intégration européenne par pragmatisme économique.

Chapitre 4 Les gaullistes au pouvoir : une intégration de plus en plus marquée (mars 1986 – mai 1988)

Le 16 mars 1986, le RPR et l'UDF remportent 286 sièges sur un total de 577 à l'élection législative. Jacques Chirac devient Premier ministre de la France, instituant ainsi la première cohabitation.²⁸⁵ L'intégration militaire et économique de l'Europe est au centre des préoccupations du parti. Dès son arrivée au pouvoir, le RPR entreprend de préciser sa politique de défense intégrée dans le cadre européen. La ratification de l'Acte unique européen, révisant les traités existants dans l'objectif de finaliser le Marché unique, et le contexte des négociations entre les États-Unis et l'URSS à propos du retrait des forces nucléaires intermédiaires incitent le parti²⁸⁶ à mettre cette question au premier plan. L'orientation européenne se précise avec la Charte des principes de sécurité proposée à l'UEO.²⁸⁷ La concertation avec l'Allemagne et la collaboration en matière d'armement occupent l'essentiel de la doctrine de défense du parti.

En ce qui concerne l'économie, le gouvernement applique une politique néolibérale et monétariste conforme au programme du RPR.²⁸⁸ La recherche de la croissance économique influence les gaullistes dans leur politique d'exportation envers les pays développés. Cette nécessité les mène à céder une partie de la souveraineté de la

²⁸⁵ François Mitterrand, du parti socialiste, est alors le Président de la République. La gauche et la droite doivent donc cohabiter. Cette cohabitation illustre l'insatisfaction des Français à l'égard de la présidence socialiste.

²⁸⁶ Si le gouvernement est constitué d'une coalition de droite, la position du RPR le domine, car elle est semblable à bien des égards et le parti constitue la majorité. D'ailleurs le 17 novembre 2002, les partis de droite s'uniront sous le patronyme d'Union pour un mouvement populaire.

²⁸⁷ L'Union de l'Europe occidentale est née du Traité de Bruxelles le 17 mars 1948. Il est à la base de la réflexion concernant le projet de la CED avorté en 1954.

²⁸⁸ La continuité des politiques économiques s'explique par le fait que l'ancien gouvernement socialiste a défendu, en grande partie, les thèses de l'opposition à partir de 1983. Jean-Pierre Vesperini, *L'économie de la France sous la V^e République*, Paris, Economica, 1993, p. 337.

France à l'Europe. Ils s'appuient sur l'intégration économique afin de créer le marché de leur ambition et d'atteindre leurs objectifs économiques. L'échéance de 1992 conduit le parti à adopter des mesures pour favoriser l'intérêt de la France en Europe. La politique européenne des gaullistes découle donc plutôt d'un certain pragmatisme économique que de la contrainte du pouvoir.

A) L'ère de la défense intégrée

Dès son arrivée au pouvoir, le RPR contribue à la politique de défense du gouvernement. Il prône le renforcement de la défense européenne dans le cadre atlantique afin de poursuivre l'intégration politique. Pour le parti, l'Europe permet à la France de continuer à jouer un rôle sur la scène internationale. Jacques Chirac va faire de l'adoption de sa charte de la sécurité de l'Europe occidentale une priorité. La coopération, d'abord bilatérale avec la RFA, puis européenne, est motivée par des raisons politico-stratégiques et économiques. Elle est une nécessité afin de servir les ambitions de la France.

Le 11 mars 1985, Mikhaïl Gorbatchev accède au pouvoir de l'Union soviétique. Ce jeune leader tranche par rapport aux précédents, car l'URSS était jusqu'alors dirigée par une gérontocratie. Lorsqu'il accède au pouvoir, l'économie du pays est dans un état critique. Il procède alors à des réformes qui comprennent la Perestroïka et la Glasnost.²⁸⁹ L'URSS ne peut plus poursuivre la course aux armements réengagée par Ronald Reagan. Les discussions à propos de la limitation de l'armement reprennent alors entre

²⁸⁹ La Perestroïka propose de restructurer l'économie et la société russe dans le sens de la libéralisation et la Glasnost concerne la transparence de l'État.

les deux antagonistes. En ce sens, le Traité de Washington est adopté le 8 décembre 1987, prévoyant ainsi le retrait des armes de portée intermédiaire stationnées en Europe. La limitation des armements redevient donc une question d'actualité.

Le RPR, en accédant au pouvoir, doit faire face à cette réalité.²⁹⁰ Jean Vallex explique qu'il est « [...] indispensable que soient prises des initiatives européennes faute desquelles les progrès dans le désarmement risqueraient de se traduire par une moindre sécurité tant pour l'Europe que pour la France. »²⁹¹ Dans ce contexte de reprise des pourparlers entre les deux Grands, Chirac propose une charte des principes de la sécurité de l'Europe occidentale dans le cadre de l'UEO. Il en dégage les principes essentiels dans un discours à l'UEO en décembre 1986. Ceux-ci comprennent le maintien de la dissuasion nucléaire qui reste « le seul moyen efficace de prévenir efficacement toute guerre en Europe » dans la perspective d'un désarmement qui doit se faire en considérant « la menace dans sa globalité ». ²⁹² Le RPR craint que la sécurité européenne soit menacée par la réduction des armements américains; c'est pourquoi il préconise une prise de position européenne. Il explique que « la construction européenne, très avancée dans le domaine de l'économie, est balbutiante dans le domaine de la sécurité [...] un tel état de fait est inacceptable. »²⁹³ Ce qui ne veut pas dire qu'il remet en question la dissuasion exercée par l'OTAN; il préconise plutôt que les Européens en assurent une

²⁹⁰ Philip H. Gordon attribue ce changement aux pressions ouest-européennes et américaines. Il cite d'ailleurs Robert W. Komer, officier de l'armée américaine et conseiller de Jimmy Carter, qui considère que l'OTAN ne peut assurer un maintien crédible de sa défense initiale non-nucléaire sans la participation de la France qui joue un rôle clé. Philip H. Gordon, *A Certain Idea of France : French Security Policy and the Gaullist Legacy*, Princeton, Princeton University Press, 1993, p. 144.

²⁹¹ *JORF*, 57^e séance, no. 78, 6 novembre 1987, p. 5476.

²⁹² Discours de Jacques Chirac à l'Assemblée de l'UEO en décembre 1986, Benoist, *op. cit.*, p. 138.

²⁹³ *Ibid.*

partie eux-mêmes. Il s'agit essentiellement de renforcer le pilier européen au sein de l'Alliance atlantique.

Selon les gaullistes, l'Europe politique ne peut se faire sans deux éléments indissociables, c'est-à-dire une économie forte et une défense crédible. Dans la charte de sécurité, il est spécifié que l'intégration militaire est « la condition du renforcement politique en Europe. »²⁹⁴ Avant son arrivée au pouvoir, le RPR avait déjà émis le constat que la France n'avait plus les moyens de ses ambitions. Puisqu'il désire que le pays garde sa vocation mondiale, il propose de s'appuyer sur la Communauté afin que la France puisse « jouer le rôle d'un moteur pour l'Europe ».²⁹⁵ La finalité d'une Europe politiquement et militairement unie est qu'elle « puisse tenir son rang dans le monde et affirmer [...] son indépendance, sa puissance et son dynamisme économique ».²⁹⁶ Le parti prend en compte la réalité économique de la France et l'incapacité de celle-ci de mener à bien une politique extérieure, seule et sans aide extérieure. L'Europe doit ainsi se doter d'une défense commune afin qu'elle acquière une politique extérieure commune donnant un poids mondial à la Communauté.

Afin de parvenir à son objectif de doter l'Europe d'une défense commune, le RPR privilégie d'abord les relations bilatérales, surtout avec l'Allemagne de l'Ouest. À l'Institut des hautes études de défense nationale, Jacques Chirac déclare que son parti

²⁹⁴ *Ibid.*, p. 139. Le RPR fait de la politique extérieure commune une priorité. Jacques Chirac déclare, à propos du conflit opposant la Grande-Bretagne et la Syrie, « Je suis persuadé que les douze arriveront à une position commune qui marquera la solidarité avec la Grande-Bretagne ». *Le Monde*, 5 novembre 1986, p. 3.

²⁹⁵ Présentation de la loi de programmation militaire le 8 avril 1987 par Jacques Chirac, cité de Benoist, *op. cit.*, p. 172.

²⁹⁶ *JORF*, 2^e séance, no.2, 8 avril 1987, p. 23.

souhaite « que le rapprochement franco-allemand soit perçu comme il doit l'être, c'est-à-dire comme une contribution nécessaire et irremplaçable à la sécurité de l'Europe occidentale tout entière et que son dynamisme s'étende à nos autres partenaires ».²⁹⁷ La base même de l'intégration militaire doit être franco-allemande. Ainsi, la France garde la mainmise sur la défense européenne dans la mesure où l'Allemagne, laquelle ne possède pas de droits militaires, n'a pas de réel pouvoir en matière de sécurité. Jacques Baumel, député en 1945-1946, du département de Hauts-de-Seine de 1967 à 1969 et de 1973 à 2002, complète la réflexion du parti en déclarant que face « au neutralisme possible allemand [...] la seule solution est la défense européenne. »²⁹⁸ Le RPR craint, qu'en vertu du Traité de Washington, la coopération entre la France et la RFA soit compromise. Il décide donc qu'il faut doter ces deux pays d'une « coordination militaire organique franco-allemande, fondée sur une doctrine d'emploi et une coordination des échelons de commandement ».²⁹⁹ Le parti s'assure de maintenir la relation privilégiée entre la France et l'Allemagne de l'Ouest, tout en gardant le contrôle de la sécurité européenne.

En plus de la coopération franco-allemande, le RPR souligne l'importance de coordonner les forces nucléaires européennes. Jacques Chirac énonce qu'en « tant que puissances nucléaires, [la France et la Grande-Bretagne] ont d'évidentes convergences d'intérêts, dont je souhaite qu'elles se concrétisent aussi rapidement que possible ».³⁰⁰ Le retrait des armes intermédiaires d'Europe par les Américains conduit le parti à

²⁹⁷ Discours de Jacques Chirac à l'I.H.E.D.N. le 12 décembre 1987, cité de *La politique de défense de la France : textes et documents*, présentation de Dominique David, Paris, Fondation pour les Études de Défense Nationale, 1989, p. 302.

²⁹⁸ *JORF*, 84^e séance, no. 40, 17 juin 1987, p. 2469.

²⁹⁹ *JORF*, 63^e séance, no. 80, 10 novembre 1987, p. 5647.

³⁰⁰ Discours de Jacques Chirac à l'I.H.E.D.N. le 12 décembre 1987, cité de FEDN, *op. cit.*, p. 300.

revisiter sa position sur le nucléaire. Il ne remet pas en question la prérogative présidentielle quant à la décision de l'utilisation du nucléaire, mais il est prêt à des concessions à propos de l'armement conventionnel et la coordination des armées afin de contrebalancer le retrait américain. Il compte d'ailleurs sur la collaboration nucléaire franco-britannique afin de renforcer le poids de l'Europe dans l'Alliance atlantique. Jacques Baumel explique qu'il appartient « aux Français et aux Européens [...] d'unir leurs forces au sein d'une véritable communauté stratégique, en renforçant ainsi le "pilier" européen et l'alliance atlantique ».³⁰¹ Chirac renchérit « l'Alliance atlantique ne peut être forte si l'Europe est faible ».³⁰² Dans la conception du RPR, la collaboration avec la Grande-Bretagne est nécessaire si l'Europe, sous la direction de la France, veut jouer un rôle déterminant au sein de l'OTAN et dans les relations internationales.

En raison du développement technologique en matière d'armement, le parti soutient le gouvernement dans sa recherche de l'équilibre des forces. Dans la loi de programmation du 22 mai 1987 relative à l'équipement militaire pour les années 1987 à 1991³⁰³, il est stipulé qu'un « effort spécial de recherche et de développement sera fait pour évaluer et exploiter les autres technologies militaires adaptées à la pénétration et à l'utilisation de l'espace ».³⁰⁴ L'effort national s'inscrit dans un projet global de l'Agence spatiale européenne créée le 31 mai 1975. Jacques Chirac illustre la position de son parti

³⁰¹ *JORF*, 63^e séance, no. 80, 10 novembre 1987, p. 5646.

³⁰² Discours de Jacques Chirac au Comité d'action pour l'Europe, décembre 1987, cité de Benoist, *op. cit.*, p. 141.

³⁰³ D'ailleurs cette loi n'est pas l'objet d'un consensus. Le gouvernement et le RPR soutiennent le développement de nouveaux armements, mais François Mitterrand, alors président de la République, ne partage pas l'avis du parti gaulliste en raison de la limitation préconisée par l'URSS. François Valentin, *Regards sur la politique de défense de la France de 1958 à nos jours*, Paris, Fondation pour les Études de Défense, 1995, coll. Perspectives stratégiques, p. 72.

³⁰⁴ Présentation de la loi de programmation militaire le 8 avril 1987 par Jacques Chirac, cité de Benoist, *op. cit.*, p. 172.

qui désire « accroître notre effort national, mais aussi œuvrer pour une coordination plus étroite des politiques de recherche et de fabrication d'armements entre pays européens ».³⁰⁵ En raison des coûts engendrés par la recherche et le développement des technologies de pointe, le parti comprend la nécessité d'insérer ce programme dans un contexte européen. La France seule n'a pas les moyens financiers et technologiques pour soutenir un tel projet d'envergure. Jean Baumel explique d'ailleurs, en référence au projet spatial européen³⁰⁶, que « l'enjeu est immense, tant du point de vue stratégique que du point de vue économique ou technologique ».³⁰⁷ La France se doit de prendre part activement au développement spatial, mais seule une participation dans le cadre européen est possible. Pour le RPR, l'intégration militaire en matière de recherche et de développement est nécessaire afin de répondre à sa politique de défense comprenant une dimension spatiale.

La participation active de la France à sa propre sécurité et à la sécurité européenne est défendue par le RPR qui prône des réformes en matière de stratégie dans le dessein de conserver le rôle d'acteur incontournable de la France dans les relations internationales. Dans une conférence de presse le 1^{er} mars 1988, Jacques Chirac affirme que la France « ayant retrouvé son dynamisme et modernisé sa défense est en mesure [...] d'affirmer sa vocation universelle ».³⁰⁸ Pour le parti gaulliste, la crédibilité instaurée par une défense efficace et moderne permet à la France d'être présente sur la scène internationale là où ses intérêts sont en jeu. Le président du parti considère que les

³⁰⁵ *JORF*, 4^e séance, no. 3, 9 avril 1987, p. 89.

³⁰⁶ Il comprend essentiellement le projet *Hermès* de navette spatiale européenne arrimée à *Ariane 5*, un puissant lanceur et le projet *Colombus* qui est un laboratoire scientifique pressurisé attaché à la station spatiale internationale.

³⁰⁷ *JORF*, 63^e séance, no. 80, 10 novembre 1987, p. 5647.

³⁰⁸ Conférence de presse de Jacques Chirac le 1^{er} mars 1988 cité de Benoist, *op. cit.*, p. 191.

intérêts du pays se situent en Asie, au pourtour du Pacifique et en Amérique latine, car ces régions deviendront « de nouvelles puissances économiques, démographiques et politiques ».³⁰⁹ Pour le RPR, l'envergure de ces entités suppose que la France s'allie à l'Europe, par le biais de l'intégration politique, militaire et économique afin qu'elle soit en mesure de rivaliser avec celles-ci. L'intégration militaire est donc une condition *sine qua non* à la puissance française.

Dès son arrivée au pouvoir, le RPR est confronté à la volonté américano-soviétique de limiter les armements. Comme il craint que la sécurité européenne soit atteinte par le Traité de Washington, le parti décide, à partir de bases bilatérales avec l'Allemagne de l'Ouest et le Royaume-Uni, de proposer que le pilier européen de l'Alliance atlantique soit renforcé par le biais de l'UEO. Cette stratégie répond aux besoins de sécurité de la France affaiblie économiquement et déficiente au point de vue technologique. Pour le RPR, seule l'Europe de la défense peut faire face efficacement non seulement à l'URSS, mais aussi aux nouvelles puissances émergentes. Ainsi, le parti défend l'intégration militaire, non pas pour marquer une rupture avec la politique gaullienne précédente, mais par pragmatisme politico-stratégique et économique.

B) Une France économiquement forte dans une Europe économiquement forte

Dès son arrivée au pouvoir, le RPR entreprend d'appliquer les solutions monétaristes et néolibérales qu'il a proposées lorsqu'il était dans l'opposition. Dans un souci d'augmenter les exportations envers la Communauté économique européenne, le

³⁰⁹ *Ibid.*

parti prône des mesures afin d'améliorer la compétitivité des entreprises françaises. Outre la privatisation et la modernisation des industries, il s'efforce d'établir un marché libre en France. Pour le parti, l'objectif de rétablir le dynamisme de la croissance en France nécessite le renforcement du SME dans le but de réduire l'écart inflationniste français. La France doit redevenir une puissance économique.

Dès 1983, le RPR considère que le retour à la croissance passe par une reprise du commerce extérieur avec les pays industrialisés. Jacques Chirac illustre les priorités du parti dans le *Bulletin de liaison des cadres du mouvement RPR* : « Il faut donc améliorer notre compétitivité. D'où l'effort du gouvernement pour maîtriser l'inflation afin que nos prix soient concurrentiels, afin que nous puissions regagner nos parts de marché, augmenter notre production, et donc augmenter nos emplois. »³¹⁰ La politique économique monétariste que préconise le RPR prévoit que les entreprises modernisées et l'inflation contrôlée permettront de diminuer le chômage. Dans ce credo, Jacques Chirac déclare que « tous les moyens dont nous disposons doivent être affectés à l'amélioration de notre compétitivité ».³¹¹ L'ensemble des ressources du gouvernement doit donc être mobilisé afin de redynamiser la croissance par le commerce extérieur qui reste la priorité du RPR.

Le rétablissement de l'économie de la France dépend de sa compétitivité industrielle en raison des structures économiques occidentales concurrentielles. Michel Noir indique que le RPR soutient « les marchés "porteurs", c'est-à-dire les marchés

³¹⁰ Repères : bulletin de liaison des cadres du mouvement RPR, no. 208 (9 au 16 janvier 1987), p. 1.

³¹¹ *Le Monde*, 17 janvier 1987, p. 5.

solvables et à fort potentiel.³¹² Parmi eux figurent, bien entendu, l'ensemble des pays de l'OCDE, qui constituent le cœur de notre cible prioritaire avec, au premier rang les pays européens ».³¹³ Il applique sa conception du commerce extérieur développée en 1983 en raison du déficit de la balance commerciale français à l'égard de la CEE. Toutefois, ce déficit est moins marqué, passant de 64 080 millions de francs en 1982 à 54 276 en 1986. Les exportations vers la Communauté représentent 48,8 % du total en 1982, comparativement à 57,8 % en 1986.³¹⁴ L'objectif du parti est d'accroître les parts de marchés de la France en Europe. Michel Noir explique que l'analyse du parti découle du fait que « de 1980 à 1985, [la France a] perdu pratiquement 13 p. 100 de [ses] parts de marché industriel ».³¹⁵ Le parti amorce donc une phase de rattrapage de son commerce avec les pays développés. La croissance passe par l'amélioration des exportations avec les pays membres de la Communauté.

La reprise de la part des marchés de la France en Europe suppose que le pays contrôle ses tendances inflationnistes face à ses partenaires européens. Jacques Chirac réaffirme l'objectif du RPR : « La priorité absolue est la lutte contre l'inflation et le chômage ».³¹⁶ La situation de l'inflation en France s'est quelque peu améliorée par rapport à ses principaux compétiteurs, tels la RFA, mais elle reste toujours plus élevée. En décembre 1981, la France connaît un taux d'inflation de 14 % comparativement à

³¹² L'analyse du RPR est aussi influencée par le contre-choc pétrolier de 1985-1986 et la dévalorisation du dollar. En 1986, la baisse du coût des importations de pétrole est de 53 %. Patrick Allard et Pierre Villa, « L'économie française en 1986 », *Economie et statistique*, no. 201 (juillet-août 1987), p. 3. Il recherche des marchés dont la liquidité est reconnue. Toutefois, cet élément conjoncturel n'est pas déterminant dans l'analyse du parti.

³¹³ *JORF*, 71^e séance, no. 105, 14 novembre 1986, p. 6254.

³¹⁴ INSEE, *Annuaire statistique de la France*, 1982 et 1986.

³¹⁵ *JORF*, 66^e séance, no. 82, 13 novembre 1987, p. 5729.

³¹⁶ *Repères : bulletin des cadres du mouvement*, no. 208, loc. cit., p. 1. Le RPR se situe toujours dans une perspective monétariste; la lutte contre l'inflation doit rendre la compétitivité aux entreprises françaises. La croissance ainsi retrouvée permettra une diminution du chômage. Voir chapitre 3.

6,8 % pour l'Allemagne. En mars 1988, l'écart est réduit à 1,5 %; la France a un taux d'inflation de 2,5 % et l'Allemagne, 1 %.³¹⁷ La France améliore donc sa situation inflationniste; toutefois, le RPR ne juge pas cet état satisfaisant. Il mise plutôt sur un écart nul, ou même positif pour la France, entre celle-ci et ses principaux compétiteurs. Chirac déclare en ce sens que « si nous n'avons pas une inflation qui soit moins importante [...] nous perdrons notre bataille économique et notre bataille pour l'emploi ».³¹⁸ L'analyse du parti est que l'inflation particulièrement élevée de la France doit, à tout le moins, être équivalente à l'inflation des compétiteurs afin d'entrer dans la concurrence.

Le RPR, de par sa priorité économique qui est de combattre l'inflation, propose toutes les solutions possibles en ce sens. Robert-André Vivien, député de Val-de-Marne de 1967 à 1969 et de 1973 à 1995, explique la position de son parti à l'égard du SME : « La désinflation doit se nourrir d'éléments nouveaux. Je pense au développement de la concurrence et à la modernisation de la politique monétaire. »³¹⁹ La parité monétaire européenne permettrait à la France de recouvrer une certaine stabilité monétaire. D'ailleurs, à l'initiative du RPR, le gouvernement de la France a pris l'initiative en Europe et a proposé un mémorandum en 1987 en vue de renforcer le SME. Chirac explique que le Système monétaire européen est « une zone de stabilité indispensable aujourd'hui dans le désordre monétaire international ».³²⁰ Le parti gaulliste considère que la France doit poursuivre l'intégration monétaire, car elle est nécessaire à la stabilité

³¹⁷ Ces données sont tirées d'un rapport de la Commission générale du Plan (Xe plan), *L'environnement international*, commandé par le RPR en vue de rédiger le prochain plan. Versement 19980192, fond 80 AJ BIS, article 13.

³¹⁸ *Le Monde*, 17 janvier 1987, p. 5.

³¹⁹ *JORF*, 15^e séance, no. 85, 15 octobre 1986, p. 4691.

³²⁰ *JORF*, 99^e séance, no. 97, 4 décembre 1987, p. 6716.

monétaire de la France. Elle permet à la France d'être plus compétitive à l'égard des pays industrialisés en général, et européens en particulier.

Dans le souci de rétablir cette compétitivité des entreprises françaises, le RPR propose un ensemble de stratégies. Franck Borotra, député des Yvelines de 1986 à 2002, expose les propositions de son parti : « La compétitivité est donnée structurelle : elle se construit, ou elle se perd, dans le temps long, celui des stratégies d'entreprises, de l'investissement, de la formation et de la recherche ».³²¹ Il s'agit des moyens que le parti compte utiliser afin de parvenir à son objectif. Le RPR mise sur l'investissement des entreprises dans le but de moderniser la production, mais surtout d'investir à l'étranger. Michel Noir signale que le RPR « soutient l'investissement commercial à l'étranger ».³²² Les entreprises françaises implantées à l'étranger pourront ainsi à la fois être plus compétitives, en raison de leur présence sur le territoire commercial à conquérir, et rapporter des capitaux étrangers en France afin de réduire le déficit de la balance des paiements. Le parti prend d'ailleurs des mesures concrètes pour stimuler l'investissement à l'étranger. Jacques Chirac annonce qu'une « provision accordée sans agrément préalable, sera autorisée pour les premières implantations commerciales sur un pays donné ».³²³ Cette mesure encourage ce type d'investissement, car il s'agit d'une garantie financière. La somme accordée par le gouvernement s'inscrit au passif du bilan de l'entreprise afin de remédier à une perte éventuelle. Les parts de marchés ainsi reconquises doivent contribuer à l'augmentation du commerce extérieur.

³²¹ *JORF*, 33^e séance, no. 70, 27 octobre 1987, p. 4795.

³²² *JORF*, 66^e séance, no. 82, 13 novembre 1987, p. 5730.

³²³ *Le Monde*, 5 juillet 1986, p. 32.

La seconde stratégie que le RPR propose concerne la recherche et la formation. Il souligne que, pour contrer la crise, il faut miser sur « les industries de pointe, notamment l'aéronautique, les télécommunications, l'informatique et la chimie fine ».³²⁴ Or, une restructuration de l'économie de la France suppose le développement technologique. Jacques Chirac explique que son parti est d'avis que « la France a perdu des parts de marchés à l'exportation comme sur le marché intérieur entre les années 1980 et 1985 [...] parce que la part de PNB consacrée à la recherche et au développement est restée inférieure à celle des autres grands pays ».³²⁵ Dans la conception économique du RPR, la modernisation des entreprises est essentielle afin de redynamiser le commerce extérieur de la France avec les pays industrialisés. Michel Noir insiste aussi sur la pertinence d'entreprendre « des actions dans le domaine de la formation et des ressources humaines ».³²⁶ La formation doit être axée sur les nouvelles technologies afin d'avoir une main-d'œuvre qualifiée et concurrentielle. L'objectif de ces mesures est donc d'améliorer la compétitivité des industries françaises par rapport à ses principaux concurrents.

Pour le RPR, le retour à la croissance passe essentiellement par des stratégies d'entreprise. Il estime que les contraintes aux entreprises doivent être éliminées. Robert-André Vivien déclare en ce sens que « pour guérir notre économie, il faut encore libérer les capacités productives ».³²⁷ Le RPR analyse les structures de l'économie française et considère que la lourdeur de celles-ci est responsable de la détérioration du commerce extérieur de la France. De l'avis de Jacques Chirac, pour que la France se sorte de sa

³²⁴ Repères : bulletin de liaison des cadres du mouvement, no. 225 (15 au 22 mai 1987), p. 4.

³²⁵ *Le Monde*, 20 novembre 1987, p. 34.

³²⁶ *JORF*, 66^e séance, no. 82, 13 novembre 1987, p. 5730.

³²⁷ *JORF*, 15^e séance, no. 85, 15 octobre 1986, p. 4691.

situation difficile, « rien n'est plus nécessaire que de construire une économie plus moderne, plus souple, plus ouverte sur l'extérieur, moins entravée par des rigidités étatiques ».³²⁸ La priorité est donc d'augmenter la productivité des entreprises et les échanges commerciaux avec l'extérieur afin de rétablir la croissance économique du pays. Le RPR n'hésite pas à considérer des mesures comme le gel des salaires afin de réduire l'inflation.³²⁹ Ainsi, les entreprises, réduisant leur coût de production, n'augmenteront pas leurs prix et la France aura des prix compétitifs. L'objectif est de minimiser les contraintes aux entreprises aux fins d'augmenter leur production.

Le RPR considère que la libéralisation du marché n'est pas suffisante. Il prévoit la réduction des dépenses publiques afin de parvenir à son objectif de croissance. Philippe Auberger, député d'Yonne de 1986 à 2002, déclare que le parti estime que la politique budgétaire de la France doit inclure la « diminution des prélèvements fiscaux, le ralentissement de la progression des dépenses publiques et la réduction du déficit budgétaire ».³³⁰ Dans une perspective néolibérale, le gouvernement ne doit intervenir que pour protéger la concurrence. La baisse des dépenses étatiques permet au gouvernement de diminuer son déficit et de réinvestir cet argent dans la défense. D'ailleurs, le RPR privatise les entreprises nationalisées par les socialistes afin de réduire les coûts engendrés par ces entreprises. De plus, cette pratique est considérée comme une entrave à la concurrence. Jacques Chirac explique que les dénationalisations sont « une nécessité économique dans la perspective du grand marché européen qui sera un

³²⁸ *JORF*, 2^e séance, no. 2, 8 avril 1987, p. 22.

³²⁹ Jacques Chirac déclare d'ailleurs : « toute politique de redressement implique forcément des mécontents [...] je n'ai pas peur de me salir pour la bonne cause ». *Le Monde*, 10 février 1987, p. 8.

³³⁰ *JORF*, 66^e séance, no. 82, 13 novembre 1987, p. 5721.

monde de compétition, de concurrence renforcée. »³³¹ La conception économique du parti comprend donc la libre entreprise.

Le RPR soutient non seulement la réduction des charges du gouvernement national, mais aussi une réduction des charges européennes. Il ne remet pas en question la pertinence de la PAC, au contraire.³³² Il déplore plutôt que la Communauté favorise maintenant une politique sociale commune. D'ailleurs, Jacques Chirac déclare que le gouvernement doit se « battre pour que la politique agricole européenne soit un soutien à l'exportation » en raison des surplus agricoles produits par la France.³³³ Le président du parti renchérit en dénonçant la nouvelle priorité du budget européen : « [...] la réorientation du budget communautaire au profit d'autres politiques régionales et sociales, [se fait] dans le but non dissimulé de favoriser d'autres États membres à notre détriment ». ³³⁴ Le RPR est d'accord pour que la Communauté effectue des dépenses communautaires, mais elles doivent se faire dans le sens des intérêts économiques de la France et non ceux des autres États. De plus, le parti s'oppose aux dépenses sociales en général et ne peut cautionner un tel revirement de situation. Pour le parti, l'Europe, au même titre que la France, doit assainir ses dépenses, d'autant plus qu'elle deviendra bientôt un Marché unique.

Depuis 1983, le RPR défend une conception monétariste et néolibérale de l'économie. Son arrivée au pouvoir, en 1986, lui permet de mettre en application ses

³³¹ *Le Monde*, 28 octobre 1987, p. 6.

³³² La France bénéficie grandement de l'aide aux agriculteurs de la PAC en plus d'avoir un marché fermé à la concurrence extérieure avec la préférence communautaire.

³³³ *JORF*, 44^e séance, no. 96, 31 octobre 1986, p. 5529.

³³⁴ *Ibid.*

solutions à la crise économique. Il met en place des mesures afin de combattre l'inflation en réduisant les dépenses de l'État et en renforçant le SME. Son objectif est de rétablir la compétitivité des entreprises françaises afin de développer son commerce extérieur avec les pays industrialisés. Le parti tente même de faire appliquer sa conception de l'économie au sein de la Communauté afin de redynamiser l'économie européenne. Autrement dit, il prône l'idée d'une France et d'une Europe économiquement forte à l'égard de la compétition mondiale.

C) L'échéance de 1992

Le 17 février 1986, un mois avant les élections législatives, le gouvernement socialiste signe l'Acte unique européen modifiant ainsi le Traité de Rome. L'objectif premier est de compléter le processus de mise en place d'un marché intérieur unique. Ce traité contient aussi des modifications quant aux règles de fonctionnement des institutions et l'élargissement des champs de compétence de la Communauté. Au pouvoir, le RPR s'inscrit dans la continuité du gouvernement précédent puisqu'il appuie la ratification de l'Acte unique. Les motivations d'ordre économique le conduisent à accepter des concessions politiques surprenantes à l'égard de la politique gaulliste traditionnelle. La compétition internationale et l'espoir de redynamiser l'économie de la France l'entraînent dans la voie de l'intégration européenne.

En novembre 1986, l'Assemblée nationale française débat à propos de la ratification de l'Acte unique européen. Le RPR prend position en faveur de ce traité³³⁵ en raison de l'analyse qu'il fait du contexte national et international. Lors du 100^e anniversaire de Robert Schumann le 26 juin 1986, Jacques Chirac expose les motivations du parti.

« Oui, la construction de l'Europe est plus que jamais une nécessité. Facteur de paix entre les nations, facteur de prospérité [...], elle est aujourd'hui une condition sine qua non pour triompher de la crise et pour nous permettre de retrouver notre rang sur l'échiquier international. »³³⁶

Le parti gaulliste reprend essentiellement son discours qu'il tient depuis juin 1983. La persistance de la crise économique et la reprise des hostilités entre le bloc américain et le bloc soviétique influencent la politique européenne du parti. Il fait le calcul que l'intégration est le meilleur moyen de servir au mieux les intérêts de la France.

Au cours du débat concernant la ratification de ce traité, l'analyse du RPR est explicite. Les considérations d'ordre économique sont omniprésentes dans ses discours. Jean-Noël de Lipkowski estime que la « baisse de compétitivité européenne depuis le début des années 1970 est allée de pair avec le ralentissement des échanges intracommunautaires ». ³³⁷ Or, la politique économique du parti repose sur la compétitivité de l'Europe en général et de la France en particulier. L'intégration européenne est donc le moyen qu'il préconise afin de rétablir le contrôle des entreprises de la France. Dans un

³³⁵ Le soutien n'est pas tout à fait unanime. Une opposition à l'intégration européenne existe encore au sein du parti. Elle est constituée de gaullistes historiques, parmi lesquels on retrouve Jean Foyer, Jacques Chaban-Delmas et Michel Debré. Jean Foyer déclare qu'ils sont en désaccord avec la ratification de l'Acte unique, car « il s'agit à l'évidence d'un transfert partiel de souveraineté ». Par contre, il constitue une minorité et n'ont plus le poids politique qu'ils avaient auparavant. *JORF*, 82^e séance, no. 109, 21 novembre 1986, p. 6649.

³³⁶ *JORF*, 84^e séance, no. 49, 26 juin 1986, p. 2447.

³³⁷ *JORF*, 81^e séance, no. 109, 21 novembre 1986, p. 6605.

même ordre d'idées, Jacques Chirac explique que son parti soutient l'intégration européenne, car celle-ci joue « un rôle majeur [...] dans la lutte contre le chômage ».³³⁸ Cette analyse est donc que la reprise du commerce intracommunautaire doit permettre à la France de rétablir sa compétitivité et sa croissance; ainsi, la productivité augmentée, la création de nouveaux emplois résorbera le chômage.

Une plus grande intégration économique implique que le RPR accepte quelques concessions politiques. La semaine précédant la ratification de l'Acte unique européen, Jacques Toubon, député de Paris de 1981 à 1993, avait déposé à l'ordre du jour la question d'une commission d'enquête parlementaire à propos des conséquences de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun, conformément aux craintes déjà exprimées par le parti. Toutefois, fait surprenant, le RPR va finalement demander le retrait de cette question afin de démontrer sa bonne volonté européenne.³³⁹ Le parti ne remet donc plus en question l'élargissement afin de poursuivre l'approfondissement. La deuxième concession surprenante concerne la prise de décision législative. Le général de Gaulle tenait à ce que les prises de décision, particulièrement en ce qui concerne le budget européen, relèvent des chefs d'État ou de gouvernement, lesquels doivent posséder un droit de veto. Afin d'alléger les procédures et de permettre l'intégration économique, le RPR approuve l'idée que « le conseil [...] fera appel à la majorité qualifiée pour la mise en œuvre du marché intérieur ».³⁴⁰ La majorité qualifiée implique qu'une décision doit obtenir 71 % des voix pour être adoptée, ce qui implique que la

³³⁸ *JORF*, 81^e séance, no. 109, 21 novembre 1986, p. 6612.

³³⁹ *Le Monde*, 20 novembre 1986, p. 13.

³⁴⁰ *JORF*, 81^e séance, no. 109, 21 novembre 1986, p. 6606.

France pourrait ne pas être accord avec une mesure et être obligée de l'appliquer. Ces compromis sont acceptés par le RPR qui fait preuve de pragmatisme économique.

À la réunion du comité central du RPR, Édouard Balladur explique que son parti considère que l'Acte unique européen repose sur une « “conception libérale” basée sur “l'économie de marché” [...] et il doit absolument être respecté ».³⁴¹ À l'égard de l'échéance de l'achèvement du Marché unique en 1992, le parti prend d'ailleurs des mesures afin d'en assurer le respect. Jacques Chirac commande un document d'orientation des régions françaises dans la perspective du X^e plan. Il demande aux présidents des conseils régionaux d'évaluer « les forces et les faiblesses de [leur] région en tenant compte de la dimension européenne [...] dans le but d'en renforcer le potentiel économique dans la perspective d'un marché unifié européen ».³⁴² L'ensemble du plan est orienté en fonction d'exécuter l'Acte unique. Il doit permettre à la France d'être en mesure d'assurer la compétitivité de ses entreprises par rapport à ses concurrents européens. Son achèvement est donc une priorité pour le parti.

Le RPR évalue que le Marché unique est une nécessité pour la France. Ses motivations économiques sont explicites dans le discours du parti. Michel Cointat insiste sur « l'enjeu économique [qui] est considérable ».³⁴³ Il ajoute que

« si les États européens ne sont pas capables de créer entre eux un marché intérieur de plus de 300 millions de consommateurs, c'est-à-dire une dimension suffisante pour affronter la compétition et la concurrence internationale, ils seront condamnés à abandonner progressivement leurs parts de marché. »³⁴⁴

³⁴¹ *Le Monde*, 19 décembre 1988, p.6.

³⁴² Lettre de M. Jacques Chirac, 22 mai 1987 GP/JP, Versement 19980192, fond 80 AJ BIS, article 13.

³⁴³ *JORF*, 81^e séance, no. 109, 21 novembre 1986, p. 6618.

³⁴⁴ *Ibid.*

À ce moment, le parti craint particulièrement la concurrence du Japon et des États-Unis.³⁴⁵ D'après l'analyse du parti, la part de l'Europe dans le commerce mondial régresse. Jacques Chirac estime que les échanges intracommunautaires sont à la baisse au profit des Américains et des Japonais, car « [les] importations [extracommunautaires de l'Europe] représentent 32 % du PIB ».³⁴⁶ Le RPR soutient que la France doit bénéficier de l'avantage commercial du Marché unique afin de donner un second souffle à son commerce extérieur. L'objectif est de permettre à celle-ci d'être plus compétitive à l'égard de ses deux concurrents internationaux qui doivent composer avec les barrières douanières pour exporter en Europe. D'ailleurs, cette stratégie vis-à-vis de son diagnostic de la situation ne lui est pas exclusive. À l'instar de Jacques Chirac qui souligne que le Marché unique doit permettre à « l'Europe d'être compétitive »³⁴⁷, le Commissariat général du Plan estime que « l'objectif de l'unification du marché est double : redynamiser la croissance de la CEE et lui donner la taille et l'unité nécessaire pour qu'elle puisse retrouver son rang dans la compétition internationale, face aux États-Unis et au Japon ».³⁴⁸ Le RPR, de même que ce commissariat, constate que la concurrence japonaise et américaine est d'une telle ampleur que la France ne peut y faire face seule. C'est pourquoi le Marché unique semble être la solution la mieux adaptée à cette situation selon la conception économique du RPR.

³⁴⁵ En 1986-1988, le Japon est au troisième rang des exportateurs mondiaux et les États-Unis est au premier rang. La France se situe au quatrième rang. Jean-Michel Dinand explique que « l'économie japonaise est la deuxième au monde avec un PNB de 2800 milliards de dollars, c'est-à-dire un petit peu plus de la moitié du PNB américain [...] c'est trois fois le PNB de la France. » Jean-Michel Dinand, « Le commerce extérieur japonais », *Problèmes économiques*, no. 2210 (30 janvier 1991), p. 27.

³⁴⁶ Discours prononcé au Conseil économique et social le 26 janvier 1988, cité de *Jacques Chirac, une ambition pour la France*, op. cit., p. 97.

³⁴⁷ *Le Monde*, 30 janvier 1988, p. 3.

³⁴⁸ Commissariat général du Plan, *La France dans l'Europe de 1992 : rapport du groupe de travail*, juillet 1988, p. 8, Versement 19980192, fond 80 AJ BIS, article 15.

À cette époque, le Japon se spécialise dans des domaines technologiques à fort potentiel économique. Le parti considère que la France souffre directement de cette concurrence. Michel Debré attribue d'ailleurs la « guerre économique » à la « perte du monopole industriel et technologique ».³⁴⁹ Pour le parti, la France doit rattraper son retard technologique par rapport aux Japonais si elle veut augmenter la croissance de son commerce extérieur. Le Japon exporte 11 milliards de dollars de biens d'équipement vers la CEE en 1985.³⁵⁰ De plus, Jacques Chirac souligne que « les échanges de produits de haute technologie sont déficitaires de 10 millions de dollars au Japon ».³⁵¹ La France doit trouver un moyen afin de combler ce retard technologique. Le RPR tente donc de le réduire par une collaboration communautaire au sein d'un Marché unique.³⁵²

Dans l'optique de rétablir la compétitivité des entreprises de technologies de la France, le parti gaulliste propose essentiellement d'augmenter l'investissement productif français et de développer la recherche européenne. Robert-André Vivien explique que son parti considère que le « manque de compétitivité » de la France est en lien avec « l'investissement productif » qui est, en 1985, « [sur une base 100 en 1980] de 121,7 aux États-Unis, de 138,8 au Japon, [...] et de 93,4 en France ».³⁵³ Le parti propose d'augmenter les investissements dans le dessein de produire plus de biens

³⁴⁹ *JORF*, 84^e séance, no. 40, 17 juin 1987, p. 2465.

³⁵⁰ Division de l'environnement international du département de diagnostics de l'OFCE, Philippe Aroyo et alt., « CEE, États-Unis, Japon : une comparaison de leurs commerces extérieurs », *Observations et diagnostics économiques, revue de l'OFCE*, no. 20 (juillet 1987), p. 146.

³⁵¹ Discours prononcé au Conseil économique et social le 26 janvier 1988, *op. cit.*, p. 97.

³⁵² D'ailleurs, le Commissariat général du Plan estime que « l'Europe présente, au niveau des capacités de production, du potentiel technologique et des marchés, une échelle comparable à celle des États-Unis ou du Japon ». Service du développement technologique et industriel, *La situation de l'industrie française*, février 1987, p. 44, Versement 19980192, fond 80 AJ BIS, article 15.

³⁵³ *JORF*, 13^e séance, no. 62, 14 octobre 1987, p. 4202.

technologiques. Toutefois, pour le parti, ces investissements doivent se faire de pair avec la recherche paneuropéenne. Jacques Chirac démontre que les capacités de recherche de la France sont limitées. Il souligne que les « efforts de recherche [de la France seule] (2,3 %) est inférieur à celui des États-Unis (2,8 %) [et] du Japon (2,8 %) ». ³⁵⁴ Selon l'analyse du parti, l'application de l'Acte unique européen doit permettre à la France de concurrencer les Japonais et les Américains, car le traité comporte des avantages non négligeables pour l'économie française, comme le Marché unique, et des capacités d'investissement et de recherche équivalente aux nouveaux concurrents de l'Europe. La France doit ainsi pouvoir réduire son déficit technologique et réactiver son commerce extérieur.

Afin de parvenir à son objectif de donner un second souffle au commerce extérieur et à la croissance de la France, le RPR consent à faire des concessions en matière de législation économique. Jacques Chirac énonce les mesures que le parti approuve aux fins de parfaire le Marché unique. Son parti soutient « l'harmonisation des normes, [...] la suppression des entraves techniques aux échanges et aux pratiques discriminatoires ». ³⁵⁵ Le parti appuie ces mesures en raison de sa conception néolibérale de l'économie. La suppression des entraves au commerce ne pose pas problème pour le RPR qui considère que l'État ne doit pas intervenir dans les échanges économiques. Jacques Chirac est conscient que l'achèvement du Marché intérieur « nécessite que l'ensemble des départements ministériels se mobilise pour préparer cette échéance [...]

³⁵⁴ Discours prononcé au Conseil économique et social le 26 janvier 1988, *op. cit.*, p. 100.

³⁵⁵ *Ibid.*, p. 95.

notamment l'harmonisation des réglementations ».³⁵⁶ Cette concession n'est donc pas problématique pour le RPR qui défend le libre marché tant en France qu'en Europe.

Certaines concessions sont toutefois plus contraignantes pour le parti. L'Acte unique européen implique que les États tentent des stratégies économiques similaires dans le but de maximiser l'impact économique de ce traité. Michel Cointat démontre ces concessions lorsqu'il intercède en faveur de « l'harmonisation des législations ».³⁵⁷ La France doit céder une part de sa souveraineté en matière de politique économique, ce qui constitue un compromis politique pour favoriser l'intégration économique. Par ailleurs, le RPR va plus loin dans sa revendication d'approfondissement du SME. Il ne se contente plus de le revendiquer; il propose des mesures en ce sens. Le 7 janvier 1988, au forum de l'expansion, Jacques Chirac fait une communication dans laquelle il se demande si « le moment n'est pas venu d'avoir une monnaie commune pour tous, ainsi qu'une banque centrale commune à tous ».³⁵⁸ Ainsi, le parti est prêt à renoncer au franc, monnaie de la France, symbole national, dans le dessein de rétablir la compétitivité de la France. Pour le RPR, une monnaie commune, en plus de simplifier les échanges intracommunautaires, permet à l'Europe de concurrencer les États-Unis et le Japon. Ces concessions, inconcevables auparavant, deviennent nécessaires dans la perspective de respecter l'échéancier de 1992 et d'établir un Marché unique en faveur des intérêts de la France.

³⁵⁶ Lettre de Jacques Chirac à Monsieur le Ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique et du Plan le 24 septembre 1987, Versement 19980192, fond 80 AJ BIS, article 13.

³⁵⁷ *JORF*, 44^e séance, no. 96, 31 octobre 1986, p. 5512.

³⁵⁸ *Le Monde*, 8 janvier 1988, p. 24.

Le soutien de l'Acte unique européen par le RPR s'appuie sur le fait que le parti voit dans l'intégration économique un moyen de pallier la crise économique. Il doit permettre de rétablir la compétitivité des entreprises françaises, par l'investissement productif et la recherche européenne, ainsi que lutter contre le chômage. En outre, l'intégration économique européenne est une stratégie orientée en vue de concurrencer les États-Unis, mais surtout le Japon qui produit des technologies de pointe, domaine où la France est déficitaire. Le parti prend donc des mesures pour parvenir à son objectif comme l'étude du X^e plan. Il fait quelques concessions politiques en ce sens. Il ne remet plus en question l'élargissement, il accepte que les décisions législatives soient prises à la majorité qualifiée, que la monnaie unique soit adoptée et que les législations économiques des pays membres soient harmonisées. En acceptant ces concessions, il fait preuve, entre autres, de pragmatisme économique.

Conclusion

Lors de son arrivée au pouvoir en 1986, le RPR met en place les composantes de sa nouvelle politique européenne afin de permettre à la France de continuer à jouer un rôle sur la scène internationale et de stimuler sa croissance économique. En raison du contexte international de reprise des pourparlers concernant la limitation du nucléaire entre les deux grands, le parti répond aux besoins de sécurité de la France en proposant de renforcer le pilier européen dans l'OTAN par le biais d'une collaboration bilatérale avec la RFA et le Royaume-Uni d'abord, et ensuite par l'entremise de l'UEO. L'Europe répond aux besoins de sécurité de la France, lui permet de rester active dans les relations avec l'URSS et les puissances émergentes en Asie et constitue une source de

financement et d'innovation technologique nécessaire à la modernisation des armements.

Au regard de sa conception de l'économie, le parti applique des mesures monétaristes et néolibérales visant la réduction de l'inflation dans l'objectif de rétablir la compétitivité des entreprises de la France. Il considère maintenant que le pays doit favoriser l'intégration économique européenne – tout en transposant sa conception de l'économie à l'Europe – afin que la France puisse concurrencer les États-Unis et le Japon. Il est prêt à céder une part de la souveraineté française dans le dessein de répondre à cet objectif. Il accepte l'élargissement à l'Espagne, car il craint la concurrence technologique japonaise, plus sérieuse que la concurrence viticole et agro-alimentaire de l'Espagne. Il propose l'adoption de la monnaie unique en vue d'avoir une monnaie solide et concurrentielle, améliorant ainsi la compétitivité de la France dans le monde. Tout cela implique la perte du contrôle national de la monnaie et le renoncement à ce symbole. Concessions majeures, il consent à ce que les décisions législatives européennes concernant le Marché unique soient prises à la majorité qualifiée et que les législations économiques soient harmonisées. La France ne possédant plus un droit de veto, elle peut se voir imposer des décisions. Le parti adhère donc à l'intégration européenne par pragmatisme économique. Le Marché unique de plus de 300 millions d'habitants permet à l'Europe, et par ricochet à la France, d'être un concurrent économique sérieux et un acteur de premier plan dans les relations internationales.

Conclusion

De prime abord, le changement de politique du RPR en ce qui concerne l'intégration européenne semble être une hérésie à l'égard du gaullisme. D'ailleurs, Jacques Chirac et son parti sont souvent accusés de « dérive droite ». ³⁵⁹ Au regard de cette conclusion qui évacue les composantes contraignantes de la réalité du contexte national et international, il convenait d'approfondir la réflexion, ce qui fut réalisé au cours de ce mémoire. Malgré le fait que nous n'ayons pas analysé en profondeur le tournant atlantiste du parti en raison de la nature de cette étude, – ce changement est intimement relié à la politique européenne du RPR, particulièrement dans le cas de la défense – et que nous n'ayons pas eu accès aux archives du parti et des conseillers politiques de Jacques Chirac lorsqu'il était Premier ministre, nous pouvons dégager quelques conclusions en ce qui concerne la politique européenne du parti gaulliste et l'impact de la crise économique qui perdure tout au long de la période sur ce type de politiques.

Économie et politique étrangère

Pour le général de Gaulle, la politique européenne est un domaine particulier de sa politique étrangère. Or, comme Maurice Couve de Murville l'a précisé, la politique étrangère doit être soutenue par « deux piliers de base » soit « une situation économique et monétaire solide [ainsi qu'une] défense à la fois indépendante et crédible. » ³⁶⁰ Puisque les gaullistes aspirent à ce que la France joue un rôle déterminant sur la scène internationale, ils doivent soigner la variable économique dans le dessein de favoriser

³⁵⁹ Cette expression est propre à Jean Beaudoin, mais l'argument est repris par d'autres auteurs, tels que Serge Bernstein et Pierre Bréchon. Jean Beaudoin, *loc.cit.*, p. 65.

³⁶⁰ *JORF*, 79^e séance, no. 128, 18 novembre 1982, p. 7336.

une croissance forte et soutenue. L'intérêt étatique comprend cette composante. Toutefois, les stratégies pour parvenir à la croissance fluctuent. L'interdépendance des économies, accentuée depuis la Seconde Guerre mondiale, influence certainement les gaullistes dans leurs choix de soutenir le commerce extérieur comme facteur de croissance. Les conceptions divergentes de la forme que prendra ce commerce résultent de la perception de l'économie par les gaullistes et de leur adaptation aux changements structuraux de celle-ci. En ce sens, le Général soutient le Marché commun, notamment en raison de la décolonisation, ce qui va entraîner un déplacement géographique des échanges de la Zone franc aux pays d'Europe de l'Ouest. L'économie a donc un impact certain sur les politiques des gaullistes, particulièrement sur la construction européenne, dans la mesure où l'Europe est l'un des deux pôles économiques principaux de l'économie de la France, l'autre étant constitué des anciennes colonies françaises.

Pour ce qui est du RPR en particulier, lors de sa création, il est confronté à la crise économique qui sévit depuis 1974. L'effet de l'économie et des conceptions économiques des gaullistes est présent tout au long de la période étudiée. En fait, sur le plan de l'impact de l'économie sur la politique extérieure du parti, nous avons dégagé une ligne directrice. Même si les fondements des politiques économiques que prône le parti changent en raison de l'inefficacité de l'ensemble des mesures proposées, le commerce extérieur reste toujours le facteur de croissance central dans sa conception de l'économie. Pour le RPR, la solution à la crise économique passe nécessairement par une augmentation des parts de marché de la France dans le monde. Au fil des douze années étudiées dans ce mémoire, le parti tente diverses stratégies économiques fort différentes,

mais qui ont toutes l'importance du commerce extérieur comme élément incontournable de la croissance.

Politique européenne du RPR au regard de sa conception économique et des structures et conjonctures de l'économie française

La division chronologique s'est avérée pertinente dans la mesure où les effets non seulement des structures, mais aussi des conjonctures économiques ont été vérifiés. Les chapitres construits selon le changement de la politique européenne du RPR dans quelque sens que ce soit ont permis de concentrer l'effort sur la remise en contexte de ces changements et d'en effectuer une analyse approfondie. Au regard de l'étude à la fois des conceptions économiques du parti et de ses politiques européennes successives, nous pouvons émettre le constat que si la période étudiée peut être divisée en quatre temps selon la politique européenne défendue, elle ne peut être divisée qu'en deux périodes selon les stratégies économiques que préconise le parti.³⁶¹ Les conceptions économiques du parti ont certes un impact sur sa politique européenne; il est toutefois indirect dans la mesure où il est parallèle à la politique du parti. Il n'explique pas à lui seul l'ouverture du RPR à l'égard de l'intégration européenne.

Refus de l'intégration et commerce extérieur (1976 – 1983)

La politique européenne des deux premières années de la création du RPR est fidèle à la politique défendue par le général de Gaulle. L'explication de la recherche d'un consensus, d'une certaine cohésion entre les gaullistes historiques et les nouveaux gaullistes permet, seulement, d'expliquer le fait, que le parti défende la préservation des

³⁶¹ Les quatre périodes concernant la politique européenne sont adoptées en raison du sujet soit, de 1976 à novembre 1978, de décembre 1978 à juin 1983, de juin 1983 à février 1986 et de mars 1986 à mars 1988. Les périodes correspondantes au changement dans la conception économique se divisent plutôt de décembre 1976 à 1983 et de 1983 à 1988. Toutefois, la coupure n'est pas si draconienne puisque, dès 1979, le RPR commence à inclure des éléments libéraux dans sa politique économique.

acquis européens et refuse toute intégration européenne. La coopération qu'il propose est limitée aux problèmes de structure de l'économie de la France qui est dépendante d'un point de vue énergétique et qui doit moderniser ses industries afin de développer ses exportations d'infrastructure. Le parti dénonce l'intégration politique en refusant l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel. Il considère qu'il s'agit de céder une partie de la souveraineté française, ce qui est inadmissible à l'égard de son concept clé en politique extérieure, l'indépendance. Pour ce qui est de sa position réfractaire concernant l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, le parti ne peut admettre ces deux pays au sein de la CEE en raison de la concurrence que constitueraient leurs productions agricoles pour l'agriculture de la France, fortement dépendante de ses exportations agricoles. Dans l'analyse du parti, l'intégration européenne n'est d'aucune utilité pour la France; elle doit donc s'y opposer.

À ce moment, les prises de position européennes du RPR sont plutôt motivées par la stratégie que le parti adopte pour résoudre la crise. Au départ, le parti propose des politiques dites keynésiennes à cette crise. L'objectif est de résorber le chômage, mais aussi de rétablir le solde de la balance commerciale française qui est fortement déficitaire avec les pays producteurs de pétrole.³⁶² Dans la conception du parti, les exportations doivent se faire avec les pays du tiers-monde et du Moyen-Orient, car le déficit commercial avec ces derniers est 2,4 fois plus grand que celui avec l'ensemble des pays membres de la CEE. Le commerce avec la Communauté ne fait pas partie de ses solutions pour résorber la crise, ce qui peut expliquer que le RPR refuse l'intégration

³⁶² De 1972 à 1977, le déficit de la France à l'égard des pays pétroliers du Moyen-Orient passe de 4557 millions de francs à 34 055 millions, comparativement au déficit envers la CEE qui compte pour 2480 millions de francs en 1972 et 14 042 millions en 1977. INSEE, *Annuaire statistique de la France*, 1972 et 1977.

européenne et ne soutient que les projets européens qui confortent sa conception de l'économie, c'est-à-dire la coopération énergétique aux fins de réduire la dépendance de la France ainsi que la coopération industrielle dans l'objectif de réduire le coût de la modernisation des industries françaises.

Bien que le RPR intègre des éléments plus libéraux dans son programme économique dès 1979, ceux-ci n'ont pas d'effet majeur sur la politique européenne du parti. Il s'inscrit en continuité avec sa politique précédente. Toutefois, avec l'appel de Cochin le 6 décembre 1978, le discours du RPR est plus intransigeant par rapport à toute forme d'intégration, — ce qui comprend aussi l'intégration atlantique à propos de la question de la défense —, car les forces gaullistes sont concentrées au sein d'un même parti. Quoique la priorité du parti reste toujours le commerce extérieur avec les pays pétroliers du Moyen-Orient et le tiers-monde, le parti continue de soutenir la préservation des acquis économiques européens, particulièrement la solidarité financière et la préférence communautaire de la PAC, déjà menacés par les revendications du Royaume-Uni. Même s'il considère que le problème de la convertibilité des monnaies européennes doit être réglé, il dénonce le SME qu'il considère trop près des intérêts allemands. Compte tenu de sa conception de la croissance du commerce extérieur, le RPR est prêt à poursuivre la coopération européenne sur le plan de la PAC, c'est-à-dire qu'il propose une politique d'exportation agricole commune de la CEE dirigée vers les pays du tiers-monde. Cette solution, en plus de réduire le coût des structures d'exportation à mettre en place, permet d'assurer à la France des débouchés extérieurs pour ses surplus agricoles. La CEE est donc mise à profit afin de compléter l'objectif du parti qui est de rétablir la croissance économique de la France par la réduction de ses

importations énergétiques et le développement de ses exportations envers les pays pétroliers et le tiers-monde.

Ouverture à l'intégration et commerce extérieur (1983-1988)

Peu avant l'adoption de la nouvelle politique européenne du RPR, la situation économique de la France n'est guère reluisante, voire catastrophique. En 1982, le déficit de la balance commerciale atteint 151 501 millions de francs, soit un taux de couverture d'à peine 80 % pour le commerce extérieur.³⁶³ Alors qu'auparavant la balance commerciale était déficitaire en raison des importations françaises de pétrole, l'année 1982 marque un tournant dans la mesure où le déficit envers les pays de la Communauté est désormais plus grand. De sorte qu'en 1983, lors du changement de position du RPR à l'égard de l'intégration européenne, la France, qui a alors un déficit total de 105 095 millions de francs, importe de la CEE, en terme de valeur, 56 578 millions de plus qu'elle n'exporte. Ce déficit représente 2,6 fois le déficit à l'égard des pays producteurs de pétroles qui diminue et passe à 21 443 millions de francs.³⁶⁴ C'est ainsi que le parti réoriente les solutions qu'il propose à la crise. Il considère maintenant que le commerce extérieur doit se faire avec les pays industrialisés, particulièrement les pays membres de la CEE, qui comptent pour 53,8 % du déficit total de la balance commerciale française. Dès lors, l'objectif est d'améliorer la compétitivité des entreprises du pays à l'égard de ses compétiteurs.

³⁶³ INSEE, *Annuaire statistique de la France*, 1982.

³⁶⁴ La baisse de déficit s'explique par le fait que la France importe moins de pétrole en terme de valeur; elle n'exporte qu'un peu plus. Afin d'illustrer ce propos, il est utile de comparer 1981 et 1983. En 1981, la France importe pour 90 923 millions de francs de pétrole des pays pétroliers du Moyen-Orient comparativement à 52 168 millions en 1983. Cette même année, elle exporte pour 30 735 millions de francs vers ces territoires, contre 26 520 millions. INSEE, *Annuaire statistique de la France*, 1981 et 1983.

D'ailleurs, le tournant monétariste et néolibéral du parti est relié à la même priorité du rétablissement de la concurrence industrielle de la France. L'objectif de ces mesures est de réduire l'inflation et l'endettement extérieur de la France en vue de redynamiser la compétitivité des entreprises françaises. Il faut préciser qu'en deux ans, de 1981 à 1983, le franc a perdu 20 % de sa valeur au fil des dévaluations successives.³⁶⁵ Toutefois, ce qui annule l'effet bénéfique des dévaluations sur les exportations, c'est l'inflation en France, plus particulièrement l'écart inflationniste de celle-ci avec les pays occidentaux concurrents, dont la RFA.³⁶⁶ À partir de 1982, le changement dans la conception économique du parti est perceptible. Dans la période précédente, le RPR orientait sa politique économique en fonction de la résorption du chômage. Après avoir constaté l'échec des mesures socialistes et l'aggravation de la situation économique de la France, le parti réoriente sa politique et propose de combattre plutôt l'inflation. Ce changement correspond à l'adoption de la théorie monétariste par le parti qui est directement influencé par les politiques adoptées par Margaret Thatcher et Ronald Reagan.

Le contexte économique de la France influence inévitablement le changement de la politique européenne du RPR. En 1983, le parti fait l'analyse que les intérêts de la France seraient mieux servis en Europe avec l'intégration. Il soutient d'ailleurs le Système monétaire européen et l'achèvement du Marché unique aux fins de rétablir la balance des paiements et la balance commerciale de la France. Au-delà de l'intégration

³⁶⁵ Chauveau, *op. cit.*, p. 100.

³⁶⁶ Michel Cointat démontre clairement les observations du parti qui souligne que « depuis le mois de mai 1981, [la différence d'inflation avec les partenaires de la CEE] a varié de plus de 3,5 p. 100 à plus de 6,2 p. 100, aggravant ainsi notre manque de compétitivité ». *JORF*, 37^e séance, no. 83, 26 octobre 1983, p. 4513.

économique, qui est moins controversée chez les gaullistes, il est plus surprenant de constater que le parti est favorable à une certaine intégration militaire et politique. Certes, le contexte de la montée de la tension entre les États-Unis et l'URSS peut expliquer que la question de la défense soit au premier plan dans les discours du parti. La France ne peut se désengager de ce conflit, car elle est directement menacée par les missiles soviétiques de moyenne portée. Le RPR utilise, par ailleurs, l'Europe afin de défendre les intérêts politico-stratégiques de la France et de diminuer le coût du développement des armements de plus en plus sophistiqués. La France veut rester un acteur incontournable sur la scène internationale, mais elle n'a plus les moyens de ses ambitions. Le parti devient favorable à l'intégration politique dans l'espoir de contrôler les institutions européennes qui défendront les intérêts de la France dont le poids politique a diminué au sein de la Communauté. Par ailleurs, le RPR tente d'approfondir l'intégration politique dans l'optique d'assurer l'intégration économique et la préservation de la PAC, essentielle à l'économie de la France.³⁶⁷ Certes, le parti fait preuve d'ouverture par rapport à l'intégration européenne, mais, à l'instar du général de Gaulle qui accéléra la mise en place du Marché commun, il fait surtout preuve de pragmatisme économique dans l'intérêt de la France.

Lors des élections législatives de 1986, le RPR prend le pouvoir et applique la politique qu'il a préalablement définie. Dans un premier temps, il s'assure que les besoins de sécurité de la France seront comblés en renforçant le pilier européen au sein de l'OTAN. Il faut dire que la reprise des pourparlers entre les États-Unis et l'URSS

³⁶⁷ En 1983, la France exporte 76 028 millions de francs de produits agro-alimentaires vers la CEE, soit 61,1 % de ses exportations totales de ce type de produit. INSEE, *Annuaire statistique de la France*, 1983.

inquiète fortement le RPR qui craint un retrait américain de l'Europe. En plus de permettre à la France de continuer à jouer un rôle sur la scène internationale, le parti fait preuve d'ouverture à l'égard de l'intégration militaire, car celle-ci constitue une source de financement et d'innovation technologique pour la modernisation de l'armement français. D'ailleurs, la France n'a pas les moyens d'assurer seule de sa sécurité. Le RPR soutient donc l'intégration militaire qui lui permet d'atteindre ses objectifs.

Il considère que la menace au commerce extérieur de la France provient des États-Unis et surtout du Japon qui mise sur des produits technologiques. À ce moment, l'économie française ne croît pas au même rythme que celle des États-Unis et du Japon. Le parti fait donc le calcul que la France gagnerait à favoriser l'intégration économique européenne afin de redynamiser la croissance française et avoir plus de crédibilité sur la scène internationale. Le Marché unique procurant un marché de plus de 320 millions de personnes, la France s'assure de débouchés. Par la coopération intracommunautaire, elle bénéficie de la recherche en matière de technologie. Le parti propose même d'adopter la monnaie unique même s'il s'agit de céder la souveraineté de la France sur sa monnaie et de renoncer à un symbole national. L'objectif de ce compromis est de contrôler l'inflation dans une perspective monétariste, car l'Euro serait une monnaie plus forte que le franc, permettant ainsi de contribuer à la compétitivité des entreprises françaises. Le RPR instrumentalise l'Europe afin que la France redevienne un concurrent économique sérieux.

Afin d'atteindre à la fois son objectif économique et l'échéance de 1992 pour le Marché unique, le RPR fait preuve de pragmatisme et accepte certaines concessions

politiques. En plus de mettre un terme au dossier concernant l'élargissement de la CEE à l'Espagne, – il craint maintenant beaucoup plus la concurrence technologique du Japon que la concurrence agro-alimentaire espagnole – il consent à ce que les décisions législatives à propos du Marché unique soient prises à la majorité qualifiée. Il renonce à des prérogatives nationales, tout en cautionnant le retrait du droit de veto, ce qui implique que la France peut se faire imposer des décisions par les autres États membres. De plus, il accepte l'harmonisation des législations économiques nationales afin de rétablir la situation économique française. Le RPR fait ces concessions dans le dessein d'assurer la mise en place du Marché unique, essentiel dans sa stratégie économique.

Politique européenne et contrainte électorale?

En France, les gaullistes sont associés à la préservation de la souveraineté nationale. Le soutien des électeurs provient justement du fait qu'ils se font les défenseurs de l'indépendance française et qu'en ce sens, ils refusent l'intégration européenne. D'ailleurs, Jean Lacouture souligne que la principale réalisation du Général est d'avoir permis à la France de se relever et de se libérer de son complexe d'infériorité dû à la défaite et l'occupation allemande.³⁶⁸ Dès lors, l'explication voulant que le RPR ait adopté une position pro-européenne sous la contrainte électorale et pour rechercher l'appui populaire n'est pas valable. Le soutien à l'intégration européenne fait perdre des voix au RPR, notamment celles des gaullistes purs et durs. Dans l'opposition de 1983 à 1986, ils auraient eu tout le loisir de critiquer l'intégration européenne proposée par les socialistes. Ils ne le font pas puisqu'eux-mêmes la défendent. Pour terminer, il est essentiel de préciser que l'élection du RPR en 1986 ne peut pas s'expliquer par le

³⁶⁸ Lacouture, *op. cit.*, p. 874.

retournement de sa politique européenne. Les élections législatives reflètent la perception des Français à l'égard de la présidence du pays. Or, François Mitterrand provoque l'insatisfaction de la population en raison, notamment, de l'aggravation de la situation économique sous sa présidence. Le gouvernement socialiste, en place depuis 1981, était discrédité au regard de ses résultats économiques. D'ailleurs, l'élection de 1988 confirme le soutien populaire aux socialistes qui ont remporté les élections présidentielles en raison de l'évolution de la situation économique. Donc, l'explication de la contrainte électorale ne tient pas la route. Il s'agit plutôt de l'influence du contexte international, en particulier le contexte économique.

Limites et pistes de réflexion

La complexité et la multiplicité des facteurs qui influencent le sujet de la présente analyse font en sorte que nous pouvons dégager quelques zones d'ombre à éclaircir au cours d'une prochaine étude. Il serait intéressant de s'interroger sur la suite de la politique européenne du RPR, après sa perte de pouvoir en 1988. Quelles raisons expliquent cet état de fait? Au regard de sa conception de l'économie, l'Europe constitue-t-elle un choix stratégique du parti? Constatant l'échec des mesures néolibérales et keynésiennes, adopte-t-il un discours différent quant au rôle que doit jouer l'Union européenne ou s'agit-il plutôt de prendre acte du Marché unique? L'intégration est-elle irréversible pour le parti? Pour reprendre l'expression d'Annick Percheron : est-ce « un acquiescement de façade ou une adhésion véritable? »³⁶⁹ Ce type d'étude permettrait de confirmer que le changement de la politique européenne du RPR

³⁶⁹ Percheron, *loc. cit.*, p. 382.

et sa conception économique ne sont reliés qu'indirectement. Elle ne permet pas d'expliquer complètement l'évolution au sein du parti.

Puisque les facteurs économiques sont omniprésents au cours de cette période, il serait intéressant d'appliquer le même raisonnement à la question de sa politique concernant la mondialisation. Le RPR fait preuve d'ouverture à l'égard de cette nouvelle réalité internationale, ce qui constitue une évolution par rapport à sa politique précédente qui préconisait un certain protectionnisme européen. Qu'est-ce qui explique cette évolution? Quels sont les facteurs économiques qui motivent cette politique? Est-ce que les structures et la conjoncture économiques de la France influencent cette prise de position du parti? L'étude de cette composante de sa politique, interreliée avec sa politique européenne – par le biais du Marché unique qui doit permettre aux entreprises françaises d'être plus compétitives sur le marché mondial –, permet d'illustrer l'influence déterminante de l'économie sur les politiques du parti, particulièrement à cette époque marquée par une crise économique.

Malgré ces quelques zones d'ombres, ce mémoire contribue à une explication de l'histoire de la construction européenne. Dans la mesure où le débat concernant la nature de cette construction est toujours d'actualité, particulièrement en France où l'opinion fut encore divisée à propos de la Constitution européenne en 2005. L'UMP a été critiqué par certains gaullistes non associés au parti et par une partie de la population française qui dénonçait son appui à la Constitution, - considéré comme une trahison à l'égard de la politique européenne du Général. Ce mémoire a donc permis de mettre en lumière les

facteurs économiques qui ont influencé ce changement. Comme Édouard Balladur l'a souligné, « le gaullisme est un pragmatisme ».³⁷⁰

³⁷⁰ Knapp, *op. cit.*, p. 732.

Bibliographie

Archives

- France. Fontainebleau. Archives nationales, versement 19870454, SGG/DOC 734-757.
Secrétariat général du gouvernement, article 14, politique économique.
- France. Fontainebleau. Archives nationales, versement 19880516, SGCI 6198-6263.
Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne, articles 9-10, politique économique.
- France. Fontainebleau. Archives nationales, versement 19900451, SGCI 7930-7987.
Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne, articles 13-18, politique économique.
- France. Fontainebleau. Archives nationales, versement 19900634, SGCI 10289-10728.
Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne, article 1, questions économiques – union douanière.
- France. Fontainebleau. Archives nationales, versement 19980192, 80 AJ BIS.
Commissariat général du plan.

Sources imprimées

- Communauté économique européenne, Direction des affaires économiques et financières. « Rapport économique annuel 1980-1981 ». *Économie européenne*, no. 7, novembre 1980, pp. 7-29.
- Commission des Communautés européennes, direction générale des affaires économiques et financières. « Rapport économique annuel 1982-1983 ». *Économie européenne*, no. 15, mars 1983, pp. 9-92.
- De Gaulle, Charles. *Discours et messages. Tome III : Avec le renouveau (1958-1962)*. Paris, Plon, 1970. 443 p.
- De Gaulle, Charles. *Mémoires d'espoir, volume 1*. Paris, Plon, 1970. 1184 p.
- Doctrine politique : recueil de déclarations et textes authentiques, avec références de date, de lieu et de documents, classés par thème, sans analyse ni commentaire, constituant la doctrine politique du Général de Gaulle*. Réalisé par André Astoux et Guy Sabatier. Monaco, Édition du Rocher, 1992. 224 p.

Gouvernement français. *Journal officiel de la République française (JORF) : débats parlementaires – Assemblée nationale*. Paris, Imprimerie des journaux officiels, 1976-1988.

INSEE. *Annuaire statistique de la France*. 1976-1988.

Jacques Chirac une ambition pour la France. Textes rassemblés et présentés par Jean-Marie Benoist. Paris, Albin Michel, 1988. 277 p.

La politique de défense en France : textes et documents. Présentation de Dominique David. Paris, Fondation pour les Études de Défense Nationale (FEDN), 1989. 331 p.

Le Monde, 1976-1988.

OCDE. *Série B : commerce extérieur par produits*. 1976-1980.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. *Annuaire FAO du commerce*. 1986.

Rassemblement pour la République. *Atout France*, présenté par Jean Méo. Paris, Roudil, 1980. 362 p.

Rassemblement pour la République. *Propositions pour la France*, présenté par Jérôme Monod. Paris, Stock, 1977. 230 p.

Rassemblement pour la République. *Repères (Bulletin de liaison des cadres du mouvement)*. no. 208, 225, 227, 247. 1987.

Instruments de recherche

Bossuat, Gérard. *Histoire des constructions européennes au XXe siècle : bibliographie thématique commentée des travaux français*. Berne / New York, P. Lang, 1994. 106 p. (coll. Euroclit Références).

Gerbet, Pierre. *La France et l'intégration européenne : essai d'historiographie*. Berne / New York, P. Lang, 1995. 165 p. (coll. Euroclit Références).

Dictionnaire

Deubel, Philippe et Marc Montoussé dir. *Dictionnaire de sciences économiques et sociales*. Rosny-sous-Bois, Bréal, 2002. 350 p.

Études générales

Beitone, Alain et alt. *L'économie et la société française au second XXe siècle*. Paris, Armand Colin, 1994. 464 p. (coll. U économique).

Caron, François. *Histoire économique de la France au XIXe et XXe siècle*. 2^e édition revue et augmentée, Paris, Armand Colin, 1995 (1981). 320 p. (coll. U).

Muracciole, Jean-François. *Histoire économique et sociale du XXe siècle*. Paris, éd. ellipses, 2002. 379 p. (coll. Transversale économie).

Études spécialisées

Monographies

_____. *Le gaullisme aujourd'hui : colloque du 27 avril 1985*. Paris, Julliard, 1985. 125 p.

Adams, William James. *Restructuring the French Economy. Government and the Rise of Market Competition since World War II*. Washington D.C., The Brooking Institution, 1989. 400 p.

Beaud, Michel et Gilles Dostaler. *La pensée économique depuis Keynes, édition abrégée*. Paris, édition du Seuil, 1996 (1993). 444 p.

Bernstein, Serge. *Histoire du gaullisme*. Paris, Perrin, 2001. 569 p.

Bitsch, Marie-Thérèse. *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*. Nouvelle éd. mise à jours. Bruxelles, éd. Complexe, 2004. 400 p. (éd. Complexe).

Boissieu, Christian de dir. *Les mutations de l'économie française*. Paris, Économica, 1997. 302 p. (coll. Entreprise et perspectives économiques).

Bossuat, Gérard. *L'Europe des Français, 1943-1959 : la IVe République aux sources de l'Europe communautaire*. Paris, Publication de la Sorbonne, 1996. 471 p. (coll. Série internationale # 54).

Boyer, Robert. *Accumulation, inflation, crises, 2^e édition*. Paris, PUF, 1983 (1978). 344 p.

Boyer, Robert. *Théorie de la régulation, 1. Les fondamentaux*. Paris, La Découverte, 2004. 128 p. (coll. Repères no. 395).

Brand, Denis et Maurice Durousset. *La France : histoire et politiques économiques depuis 1914*. Paris, Sirey, 1991. 310 p. (coll. Mémentos d'histoire économique).

Bréchon, Pierre et alt. *Les cadres du RPR*. Paris, Economica, 1987. 205 p.

- Brisard, Jean-Charles et Patrice Pinard. *Enquête au cœur du RPR*. Paris, J. Grancher, 1996. 237 p.
- Burgess, Michael. *Federalism and European Union, Political Ideas, Influences and Strategies in European Community, 1972-1987*. London / New York, Routledge, 1989. 225 p.
- Cerny, Philip G. *Une politique de grandeur*. Paris, Flammarion, 1986. 342 p.
- Chauveau, Sophie. *L'économie de la France au 20^e siècle*. Paris, Armand Colin, 2003. 191 p. (coll. Campus Histoire).
- Collovald, Annie. *Jacques Chirac et le gaullisme : biographie d'un héritier à histoires*. Paris, Belin, 1999. 319 p. (coll. Socio-histoires).
- Dallenne, Pierre et Luc Lecru. *Croissance et mutations de l'économie mondiale depuis 1945*. Paris, Ellipses, 2003. 191 p. (coll. CQFD).
- D'Arcy, François et Luc Rouban dir. *De la Ve République à l'Europe : hommage à Jean-Louis Quermonne*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1996. 388 p.
- Dedman, Martin J. *The Origins and Development of the European Union 1945-1995 : a History of European Integration*. London / New York, Routledge, 1996. 145 p.
- Dreyfus, François-Georges. *De Gaulle et le gaullisme : essai d'interprétation*. Paris, PUF, 1982. 319 p. (coll. Politique d'aujourd'hui).
- Duhamel, Alain. *La République giscardienne : anatomie politique de la France*. Paris, Grasset, 1980. 249 p.
- Duroselle, Jean-Baptiste. *L'idée de l'Europe dans l'histoire*. Paris, Denoël, 1965. 341 p.
- Eck, Jean-François. *Histoire de l'économie française depuis 1945*. Paris, Armand Collin, 1988. 192 p. (coll. Cursus).
- Frank, Robert et Gérard Bossuat (dir.). *Les identités européennes au XX^e siècle : diversités, convergences et solidarités*. Paris, Publication de la Sorbonne, 2004. 206 p. (coll. Série internationale # 73).
- Friedman, Milton. *Inflation et systèmes monétaires*. Traduit de l'Américain par Daisy Carroll, Paris, Calmann-Lévy, 1969 (1968). 310 p. (coll. Perspectives économiques).
- Gerbet, Pierre. *La construction de l'Europe*. 3^e éd. Paris, Imprimerie nationale, 1999. 617 p. (coll. Notre siècle).

- Giersch, Herbert. *The World Economy in Perspective : Essays on Internationale Trade and European Integration*. Aldershot, Edward Elgar, 1991. 325 p.
- Gillingham, John. *European integration, 1950-2003 : Superstate or New Market Economy?*. Cambridge / New York, Cambridge University Press, 2003. 588 p.
- Gordon, Philip H. *A Certain Idea of France : French Security Policy and the Gaullist Legacy*. Princeton, Princeton University Press, 1993. 255 p.
- Gueslin, André. *Nouvelle histoire économique de la France contemporaine : Tome 4 L'économie ouverte 1948-1990*. Paris, La Découverte, 1998. 127 p. (coll. Repère 232).
- Henry, Gérard-Marie. *Les crises au XXe siècle (1873-2003)*. Paris, Belin, 2003. 301 p. (coll. Histoire Belin Sup).
- Jeanneney, Jean-Marcel dir. *L'économie française depuis 1967 : la traversée des turbulences mondiales*. Paris, éd. du Seuil, 1989. 436 p.
- Jouve, Edmond. *Le général de Gaulle et la construction de l'Europe (1940-1966), tome 1*. Paris, L.G.D.J., 1967, 881 p. (coll. Bibliothèque constitutionnelle et de science politique, # 25.)
- Knapp, Andrew. *Le gaullisme après De Gaulle*. Paris, Seuil, 1996 (1994). 896 p. (coll. Science Politique).
- Kroll, Jean-Claude. *Politique agricole et relations internationales : les enjeux en France et dans la CEE depuis 1945*. Paris, Syros, 1987. 239 p.
- Lacouture, Jean. *De Gaulle : le souverain 1959-1970, volume 3*. Paris, éd. du Seuil, 1986. 865 p.
- Lauber, Volkmar. *The Politics of Economic Policy, France 1974-1982*. New York, Praeger, 1983, 120 p. (Washington Paper 97).
- Lequesne, Christian. *Paris-Bruxelles. Comment se fait la politique européenne de la France*. Paris, Presses de la Fondation Nationale de Sciences Politiques, 1993. 288 p.
- Maclean, Mairi. *Economic Management and French Business : From de Gaulle to Chirac*. New York, Palgrave Macmillan, 2002. 293 p.
- Maillard, Pierre. *De Gaulle et l'Europe : entre la nations et Maastricht*. Paris, Jules Tallandier, 1995. 370 p. (coll. Approches # 22).

- Maillet, Pierre et Philippe Rollet. *Intégration économique européenne, théorie et pratique*. Paris, Nathan, 1988. 352 p.
- Milward, Alan S. *The European Rescue of the Nation-State*. 2nd éd. London / New York, Routledge, 2000. 466 p.
- Molle, Willem. *The Economics of European Integration : Theory, Practice, Policy*. 2nd éd. Aldershot, Dartmouth, 1994. 559 p.
- Morelle, Chantal. *De Gaulle, le gaullisme et les gaullistes*. Paris, Armand Collin, 1998. 95 p. (coll. Synthèse histoire no. 40).
- Prate, Alain. *La France en Europe*. Paris, Economica, 1995. 373 p.
- Réau, Élisabeth du. *L'idée de l'Europe au XXe siècle : des mythes aux réalités*. Bruxelles, éd. Complexe, 2001 (1996). 372 p. (coll. Questions à l'Histoire).
- Rosoux, Valérie-Barbara. *La mémoire du Général De Gaulle : culte ou instrument?*. Louvain-la-Neuve / Paris, Bruylant-Académia / L.G.D.J., 1998. 190 p.
- Rougemont, Denis de. *L'Europe en jeu. Trois discours suivis de documents de la Haye*. Neuchâtel, éd. de la Baconnière, 1948. 170 p.
- Saint-Ouen, François. *Les partis politiques et l'Europe, une approche comparative*. Paris, PUF, 1990. 230 p.
- Tägil, Sven dir. *Europe : the Return of History*. Lund / Sweden, North Academic Press, 2001. 547 p.
- Tamames Gomez, Ramon. *Introduction à l'économie espagnole*. Traduit de l'Espagnol par Denise et Carlos Quesasda, Paris, SEDES, 1987. 270 p.
- Teulon, Frédéric. *L'État et la politique économique*. Paris, PUF, 1998. 380 p. (coll. Major).
- Teulon, Frédéric. *Croissance, crises et développement*. 7^e éd. Paris, PUF, 2004. 376 p. (coll. Major).
- Tsoukalis, Loukas. *The New European Economy, the Politics and Economics of Integration*. Oxford, Oxford University Press, 1991. 333 p.
- Urwin, Derek W. *The Community of Europe : a History of European Integration since 1945*. London / New York, Longman, 1995 (1991). 274 p. (coll. Postwar World).
- Vaïsse, Maurice. *La grandeur : la politique étrangère du général De Gaulle, 1958-1969*. Paris, Fayard. 1998. 726 p.

Valentin, François. *Regards sur la politique de défense de la France de 1958 à nos jours*. Paris, Fondation pour les Études de Défense Nationale (FEDN), 1995. 135 p. (coll. Perspectives stratégiques).

Vesperini, Jean-Pierre. *L'Économie de la France sous la Ve République*. Paris, Economica, 1993. 413 p.

Wiener Antje et Thomas Diez, *European Integration Theory*. Oxford / New York, Oxford University Press, 2004. 290 p.

Yost, David. *La France et la sécurité européenne*. Paris, PUF, 1985 (1984). 346 p.

Zorgbibe, Charles. *Histoire de la construction européenne*. Paris, PUF, 1993. 376 p.

Articles

Allard, Patrick et Pierre Villa. « L'économie française en 1986 », *Économie et statistique*, no. 201, juillet-août 1987, pp. 3-14.

Alarçon, Antonio Menéndez. « National Identity in France and the Process of European Integration », *The Politics of Social Inequality*, 9, 2001, pp. 307-329.

Badache, Daniel-Charles. « Les positions institutionnelles des gaullistes depuis 1959 », *Revue française de science politique*, 34, 4-5, juillet-août 1984, pp. 844-860.

Baudouin, Jean. « Gaullismes et chiraquismes : réflexion autour d'un adultère », *Pouvoirs*, 28, 1984, pp. 53-66.

Boegner, Jean-Marc. « Les principes de la politique européenne du général de Gaulle », dans *De Gaulle en son siècle. Actes des Journées internationales tenues à l'UNESCO, Paris, 19-24 novembre 1990, tome 5 : Europe*. Institut Charles de Gaulle. Paris, la Documentation française / Plon, 1992, pp. 66-71.

Bossuat, Gérard. « Le choix de la petite Europe par la France (1957-1963), Une ambition pour la France et pour l'Europe », *Relations internationales*, no. 82, été 1995, pp. 213-235.

Bourdon, Michel. « L'agriculture française dans la récession économique », dans Pierre Coulomb et alt. (dir.), *Les agriculteurs et la politique*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990, pp. 52-68.

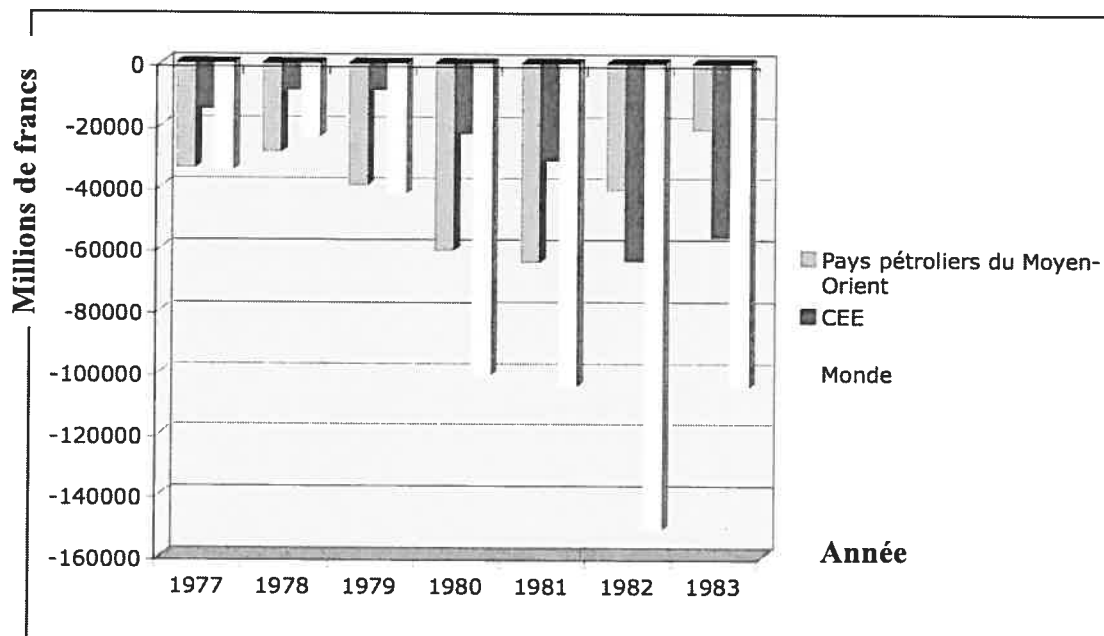
Buzelay, Alain. « Intégration européenne et fluctuations économiques », *Revue d'économie politique*, 93, 4, 1983, pp. 576-589.

- Charlot, Jean. « L'héritage gaullien », dans *De Gaulle en son siècle. Actes des Journées internationales tenues à l'UNESCO, Paris, 19-24 novembre 1990, tome 2 : la République*. Institut Charles de Gaulle. Paris, la Documentation française / Plon, 1991, pp. 419-430.
- Charlot, Jean. «Tactique et stratégie du RPR dans l'opposition», *Pouvoirs*, no. 28, 1984, pp. 35-46.
- Charlot, Jean. « The Gaullist Party », dans *Moderates and Conservatives in Western Europe : Political Parties, the European Community and the Atlantic Alliance*. Roger Morgan et Stefano Silvestri éd. London, Heinemann, 1982, pp. 55-72.
- Cronen, Stéphanie et Sophie Molle. « Fondements juridiques et politiques comparés des doctrine de défense », dans Olivier Pirotte (dir.), *Les politiques de défense franco-allemandes : étude comparée*. Paris, Fondation pour les études de la défense, 1997, pp. 41-60.
- De Rose, Frédéric. «La politique de défense du président Giscard d'Estaing», dans Samy Cohen et Marie-Claude Schouts, *La politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985, pp. 177-195.
- Dinand, Jean-Michel. « Le commerce extérieur japonais », *Problèmes économiques*, 2210, 30 janvier 1991, pp. 27-30.
- Division de l'environnement international du département de diagnostics de l'OFCE, Philippe Aroyo et alt. « CEE, Etats-Unis, Japon : une comparaison de leurs commerces extérieurs », *Revue de l'OFCE*, no. 20, juillet 1987, pp. 101-147.
- Dumez, Hervé. « La politique des prix », dans *De Gaulle en son siècle. Actes des Journées internationales tenues à l'Unesco, Paris, 19-24 novembre 1990, tome 3 : Moderniser la France*. Institut Charles de Gaulle. Paris, la Documentation française / Plon, 1992, pp. 105-109.
- Grémion, Pierre. « L'État, l'Europe et la République », *Esprit*, 6, juin 2001, pp. 112-116.
- Lachaise, Bernard. « Le RPR et le gaullisme : les infortunes d'une fidélité », *Vingtième Siècle*, 44, octobre-novembre 1994, pp. 25-30.
- Lopez-Claros, Augusto. « the European Community : on the Road to Integration », *Journal of Social, Political and Economical Studies*, 12, 3, 1987, pp. 277-285.
- Lassudrie-Duchêne, Bernard et Deniz Ünal-Kesenci. « L'avantage comparatif, notion fondamentale et controversée », dans *L'économie mondiale 2002*. CEPIL, Paris, La Découverte, pp. 90-104. (coll. Repères).

- Lynch, France M. B. « Restoring France : the Road to Integration », dans Alan S. Milward (dir.), *The Frontier of National Sovereignty : History and Theory, 1945-1992*. London / New York, Routledge, 1993, pp. 59-87.
- Milward, Alan S. et Vibeke Sorensen. « Interdependence or integration? A national choice », dans Alan S. Milward (dir.), *The Frontier of National Sovereignty : History and Theory 1945-1992*. London / New York, Routledge, 1993, pp. 1-32.
- Moreau-Defarges, Philippe. « France and Europe », dans *Policy-making in France : from de Gaulle to Mitterrand*. Paul Godt éd. London / New York, Printer Publishers, 1989, pp. 226-234.
- Neal, Larry. « France : the Germans, the Colonies, the Province », dans Larry Neal et Daniel Barbezat, *The Economics of the European Union and the Economies of Europe*. New York, Oxford University Press, 1998, pp. 211-229.
- Parsons, Craig. « Showing Ideas as Causes : the Origins of the European Union », *International Organization*, 56, 1, hiver 2002, pp. 47-84.
- Percheron, Annick. « Les Français et l'Europe, acquiescement de façade ou adhésion véritable? », *Revue française de sciences politiques*, 41, 3, juin 1991, pp. 382-406.
- Poidevin, Raymond. « Les problèmes économiques liés à la construction européenne », dans *De Gaulle en son siècle. Actes des Journées internationales tenues à l'Unesco, Paris, 19-24 novembre 1990, tome 5 : Europe*. Institut Charles de Gaulle. Paris, la Documentation française / Plon, 1992, pp. 174-177.
- Prate, Alain. « Le général de Gaulle et la construction européenne », dans *De Gaulle en son siècle. Actes des Journées internationales tenues à l'UNESCO, Paris, 19-24 novembre 1990, tome 5 : Europe*. Institut Charles de Gaulle. Paris, la Documentation française / Plon, 1992, pp. 71-79.
- Vaïsse, Maurice. « Changement et continuité dans la politique européenne de la France », dans *Georges Pompidou et l'Europe*. Association Georges Pompidou. Bruxelles, éd. Complexe, 1995, pp. 29-43.
- Von Staden, Berndt. « Charles de Gaulle et la politique extérieure de la République fédérale d'Allemagne », dans *De Gaulle en son siècle. Actes des Journées internationales tenues à l'Unesco, Paris, 19-24 novembre 1990, tome 5 : Europe*. Institut Charles de Gaulle. Paris, la Documentation française / Plon, 1992, pp. 342-352.
- Wise, Mark. « France and European Unity », dans *France in World Politics*. Robert Aldrich et John Connell ed. London / New York, Routledge, 1989, pp. 35-74.

Annexe

Déficit de la balance commerciale



Source : INSEE, *Annuaire statistique de la France*, 1977 à 1983.

